

CONSERVATION ET GOUVERNANCE : ANALYSE COMPARATIVE DES CAS DES RÉSERVES DE
BIOSPHERE DE LA SIERRA MADRE DE CHIAPAS ET DES CRIS DE L'EEYOU ISTCHEE

Par
Marie-Philippe Perreault-Brière

Essai de double diplôme présenté au
Centre universitaire de formation en environnement et développement durable et au
Département de biologie de la Faculté des sciences en vue de l'obtention des grades de maître en
environnement (M. Env.) et de maître en écologie internationale

Sous la direction de Denis Audette
et de Sophie Calmé

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
Cheminement de type cours en gestion de l'environnement

MAÎTRISE EN BIOLOGIE
Cheminement de type cours en écologie internationale

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2019

SOMMAIRE

Mots clés : Aires protégées, autochtones, communautés locales, biodiversité, conservation, Cris, Eeyou Istchee, *El Triunfo*, gouvernance, *La Sepultura*, participation, *Sierra Madre de Chiapas*.

L'objectif de cet essai est de proposer un modèle pour améliorer les stratégies de conservation des réserves de biosphère mexicaines *El Triunfo* et *La Sepultura*, en intégrant une meilleure participation des communautés locales et autochtones ainsi que des principes du développement durable. Ces aires protégées sont importantes pour la conservation de la biodiversité des écosystèmes de la *Sierra Madre de Chiapas*, en particulier de ses forêts de nuage. Cependant, les mesures de conservation imposées aux communautés locales sans leur consultation ont créé des conflits sociaux importants, qui nuisent à la protection environnementale. Pour proposer des solutions, cet essai s'inspire du cas de la gestion du territoire de l'Eeyou Istchee par les Cris, une nation autochtone présente dans le Nord québécois. Les Cris bénéficient d'un régime social et écologique particulier, instauré par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ainsi que ses ententes subséquentes. Ce régime leur donne le droit et les moyens de participer à la gestion et à la conservation de leur territoire en y intégrant leurs intérêts et leurs besoins, ce qui réduit les conflits présents entre les communautés crie et le gouvernement québécois.

L'essai contextualise d'abord l'évolution du paradigme de la conservation de la biodiversité, en intégrant l'implication des communautés autochtones ainsi que la description des recommandations actuelles établies par l'Union internationale pour la conservation de la nature. Il présente ensuite les facteurs principaux qui expliquent la déforestation de la *Sierra Madre*, dont le changement d'utilisation des sols qui est lié essentiellement à la pratique de l'agriculture et de l'élevage. Les principales stratégies de conservation utilisées par les autorités des réserves sont le zonage, les projets intégrés de conservation et de développement ainsi que les paiements pour les services environnementaux. Ces stratégies sont cependant insuffisantes pour combler les interdictions imposées par les mesures de conservation, qui limitent certaines activités essentielles à la subsistance des communautés. Les irrégularités du régime foncier et l'absence d'une gouvernance locale forte restreignent également l'efficacité des stratégies de conservation. L'essai décrit ensuite la gestion territoriale de l'Eeyou Istchee effectuée par les Cris. Cette nation possède des institutions de gouvernance locale développées et adaptées à leur système culturel, qui leur permettent de participer à la gestion des ressources naturelles de leur territoire, des projets de développement, des activités d'exploitation et des aires protégées, en collaboration avec le gouvernement provincial et les entreprises présentes. Leurs besoins sociaux, culturels et économiques sont considérés et intégrés dans les mesures de protection de l'environnement. Par exemple, la pratique de leurs activités traditionnelles dans les aires protégées est permise. L'essai présente ensuite une analyse comparative des deux cas étudiés, concernant le type de gouvernance présent, les niveaux de participation ainsi que l'intégration des principes du développement durable. Les résultats soulignent les avantages que représente une gouvernance locale efficace pour mieux répondre aux trois sphères du développement durable. Les recommandations formulées reposent donc sur l'amélioration de la participation des communautés locales par leur implication dans l'élaboration du programme de gestion des réserves, par la création d'institutions locales fortes et efficaces, par le développement de services sociaux adaptés qui servent à la collectivité ainsi que par la diversification des moyens de production économique durables qui impliquent l'utilisation des ressources.

REMERCIEMENTS

Cet essai représente le terme de mon parcours académique à l'Université de Sherbrooke, que je termine avec beaucoup de fierté. Je tiens à souligner toutes les personnes qui ont contribué à sa réalisation et qui ont marqué mon cheminement.

Je remercie d'abord mes deux directeurs, Denis Audette et Sophie Calmé, qui m'ont accompagnée dans la rédaction de cet essai. Merci pour votre support, vos précieux conseils et vos recommandations, qui m'ont permis de composer un travail de qualité et enrichissant. Votre soutien m'a servi pour passer à travers mes moments de doute, tout en m'inspirant de nouvelles idées. Je tiens également à remercier l'équipe du Centre universitaire de formation en environnement et développement durable ainsi que les responsables du cheminement en écologie internationale, en particulier Karine Vézina, Judith Vien et Caroline Cloutier. Merci pour votre assistance et vos enseignements reçus au courant de mon parcours académique, qui ont été essentiels à ma réussite.

Je remercie également les professionnels qui m'ont fourni de précieuses informations pour la recherche de cet essai, dont Julie Simone Hébert et Martin Vachon de la Société du Plan Nord, ainsi qu'Alan Penn du secteur de l'environnement du Grand Conseil des Cris.

Un énorme merci à tous mes collègues et amis de l'AMEUS ainsi que du programme en écologie internationale. Vous m'avez encouragée, inspirée et supportée tout au long de mon trajet universitaire à Sherbrooke. Vous m'avez poussé à devenir une personne meilleure, par votre motivation, votre engagement, votre énergie et vos projets les plus fous. Grâce à vous, j'ai passé trois années inoubliables, remplies d'amitié, de rigolades et de belles rencontres enrichissantes, qui me donnent plus d'espoirs en l'avenir. La fin du monde n'a qu'à bien se tenir avec vous pour la combattre!

Un merci spécial à Adéline, ma fidèle partenaire de rédaction, qui m'a accompagnée dans les cafés de Sherbrooke, nourrie à plusieurs reprises et qui m'a offert son écoute ainsi que son soutien sans faille.

Finalement, je tiens à offrir un merci titanesque à mes amis et à ma famille, en particulier à mes deux parents. Votre amour et votre appui inconditionnel m'ont permis de persévérer jusqu'au bout, à travers mes folles aventures, dans mes moments de joie tout comme dans mes périodes les plus difficiles. Vous m'avez toujours soutenue dans toutes mes décisions et vous m'avez donné tout ce dont j'ai besoin pour continuer. Je vous aime!

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. MISE EN CONTEXTE : LA CONSERVATION, LES AIRES PROTÉGÉES ET LA PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LOCALES.....	4
1.1 L'évolution du paradigme de la conservation	4
1.1.1 La création des premiers parcs nationaux : le courant préservationniste et la <i>wilderness</i> ...	5
1.1.2 L'internationalisation de la conservation	7
1.1.3 Le nouveau paradigme de la conservation : l'essor du développement durable	8
1.2 L'implication des communautés autochtones dans la conservation	10
1.2.1 La montée des revendications autochtones et la construction d'une identité commune ...	11
1.2.2 La reconnaissance à l'international des droits autochtones dans la conservation	13
1.3 Les critères actuels de l'UICN pour la conservation	14
1.4 Les types de gouvernance existants dans les approches de conservation	17
1.4.1 Les bénéfices de la participation locale.....	19
1.4.2 Les aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC)	20
1.5 Les problématiques et les enjeux de la conservation	21
1.5.1 Les modifications des pratiques autochtones et les relocalisations imposées	22
1.5.2 L'écotourisme des cultures autochtones	23
1.5.3 L'économie verte et la conservation néolibérale	24
2. LES PROBLÉMATIQUES DE GESTION ET DE GOUVERNANCE DANS LES RÉSERVES DE BIOSPHERE <i>EL TRIUNFO</i> ET <i>LA SEPULTURA</i> DE LA <i>SIERRA MADRE DE CHIAPAS</i>	26
2.1 Le système des aires naturelles protégées au Mexique	26
2.1.1 Les réserves de biosphère	27
2.2 La <i>Sierra Madre de Chiapas</i> et les réserves <i>El Triunfo</i> et <i>La Sepultura</i>	28
2.2.1 Les caractéristiques des forêts de nuages de la SMC	30
2.2.2 Les communautés autochtones et locales	32
2.3 Les problématiques de changement d'utilisation des sols dans les réserves de la SMC	34
2.3.1 Les cultures agricoles	34
2.3.2 L'élevage de bétail et les pâturages	35
2.3.3 L'exploitation forestière	35
2.3.4 Autres activités d'exploitation	36
2.4 Les stratégies de conservation des réserves de la SMC	36
2.4.1 Le zonage	37
2.4.2 Les projets intégrés de conservation et de développement (ICDP)	38
2.4.3 Les paiements pour les services environnementaux ou écosystémiques (PSE)	39
2.5 Les principaux obstacles qui compliquent la conservation	41
2.5.1 Les irrégularités du régime foncier	41

2.5.2 Les problématiques de gouvernance	42
2.6 Synthèse de l'information et des problématiques relevées	44
3. LES CRIS D'EEOYOU ISTCHEE ET LA CONSERVATION DU NORD QUÉBÉCOIS	46
3.1 Les aires protégées au Québec	46
3.1.1 La priorisation de la protection du Nord québécois	47
3.1.2 L'implication des communautés autochtones et locales au Canada et au Québec.....	47
3.2 Les Cris de l'Eeyou Istchee	48
3.2.1 Les particularités écologiques de l'Eeyou Istchee	50
3.2.2 La culture et l'histoire des Cris	51
3.2.3 Les ententes et les traités modernes	52
3.3 Le régime des terres et la gouvernance des Cris	54
3.3.1 L'administration et le mode de gouvernance des Cris	56
3.4 La participation des Cris aux activités d'exploitation.....	58
3.4.1 L'hydroélectricité.....	58
3.4.2 L'exploitation minière.....	59
3.4.3 L'exploitation forestière.....	60
3.4.4 Les activités traditionnelles (chasse, pêche et piégeage).....	61
3.4.5 Le tourisme.....	61
3.5 La participation des Cris à la conservation du territoire	62
3.5.1 Le régime de protection de l'environnement de la CBJNQ	62
3.5.2 Les aires protégées de l'Eeyou Istchee	64
3.5.3 La Stratégie de conservation régionale crie	66
3.5.4 L'exemple du bassin versant de la rivière Broadback.....	67
3.6 Synthèse des informations	69
4. MÉTHODOLOGIE ET ANALYSE	71
4.1 Description de la méthodologie	71
4.1.1 Analyse de la gouvernance et de la participation locales	71
4.1.2 Analyse du développement durable	73
4.2 Évaluation de l'aspect de la gouvernance et de la participation locales	74
4.2.1 Cas des réserves de biosphère de la SMC.....	74
4.2.2 Cas de la gestion territoriale des Cris du Nord québécois.....	76
4.3 Évaluation de l'aspect environnemental	79
4.4 Évaluation de l'aspect social	81
4.5 Évaluation de l'aspect économique.....	83
5. RECOMMANDATIONS	87
CONCLUSION.....	91

RÉFÉRENCES	94
BIBLIOGRAPHIE	113
ANNEXE 1 – PRÉSENTATION DES CATÉGORIES D'AIRES PROTÉGÉES FÉDÉRALES DU MEXIQUE	114
ANNEXE 2 – CARTE DES RÉSERVES DE BIOSPHÈRE DU MEXIQUE	115
ANNEXE 3 – CARTE DES AIRES PROTÉGÉES AU QUÉBEC	116
ANNEXE 4 – DÉSIGNATION DES AIRES PROTÉGÉES DU QUÉBEC.....	117
ANNEXE 5 – CARTE PRÉSENTANT LE TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÉGIME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MILIEU SOCIAL DU CHAPITRE 22 DE LA CBJNQ AINSI QUE LE RÉGIME DES TERRES	118
ANNEXE 6 – QUESTIONS SERVANT À L'ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES DEUX CAS ÉTUDIÉS, TIRÉES DE LA GRILLE D'ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA CHAIRE ÉCO-CONSEIL DE L'UQAC	119

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	Ligne du temps des évènements marquants liés à la conservation de la biodiversité.....	10
Figure 1.2	Ligne du temps des évènements marquants liés à l'implication des autochtones dans la conservation.....	14
Figure 2.1	Localisation de la réserve de biosphère <i>El Triunfo</i>	29
Figure 2.2	Localisation de la réserve de biosphère <i>La Sepultura</i>	30
Figure 3.1	Localisation des neuf communautés cries et du territoire traditionnel de l'Eeyou Istchee.....	49
Figure 3.2	Gouvernance locale et régionale des Cris dans l'Eeyou Istchee Baie-James.....	58
Figure 3.3	Aires protégées actuellement présentes dans l'Eeyou Istchee Baie-James.....	64
Figure 3.4	Plan de conservation du bassin versant la rivière Broadback établi par les Cris.....	68
Figure 4.1	Thèmes de la grille d'analyse du développement durable de la Chaire éco-conseil de l'UQAC.....	73
Tableau 1.1	Explication de la définition d'une aire protégée.....	14
Tableau 1.2	Description des six catégories d'aires protégées de l'UICN.....	16
Tableau 1.3	Description des quatre grands types de gouvernance présentés par l'UICN et la CDB	18
Tableau 2.1	Synthèse des problématiques des stratégies de conservation liées au cas de la RBTRI et de la RBSEP dans la SMC, contenue dans le chapitre 2.....	44
Tableau 3.1	Synthèse des principales ententes et conventions établies avec les Cris.....	53
Tableau 3.2	Caractéristiques et superficies des catégories territoriales de la CBJNQ.....	55
Tableau 3.3	Composition et rôle des comités responsables de la protection de l'environnement du territoire Eeyou Istchee Baie-James.....	63
Tableau 3.4	Synthèse des informations contenues dans le chapitre 3 concernant les régimes et les stratégies de conservation des Cris.....	69
Tableau 4.1	Outils utilisés pour l'analyse de la participation locale, incluant l'échelle de participation citoyenne d'Arnstein, la typologie de Pretty et l'échelle de l'INM.....	72

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

APAC	Aires du patrimoine autochtone et communautaire
BDMAP	Base de données mondiale sur les aires protégées
CBJNQ	Convention de la Baie-James et du Nord québécois
CCEBJ	Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James
CDB	Convention sur la diversité biologique
CICADA	Centre pour la conservation et le développement autochtones alternatifs
COMEV	Comité d'évaluation
COMEX	Comité d'examen
CONABIO	<i>Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad</i>
CONANP	<i>Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas</i>
CONEVAL	<i>Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social</i>
COP	Conférence des parties
CRRNTBJ	Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la Baie-James
DNUDPA	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
ECCC	Environnement et Changement climatique Canada
EIEMS	Évaluation des impacts sur l'environnement et le milieu social
ERA	Ententes sur les répercussions et les avantages
FONCET	<i>Fondo de Conservación El Triunfo</i>
GCC	Grand conseil des Cris
GREIBJ	Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James
GTPA	Groupe de travail sur les populations autochtones
ICCA	<i>Indigenous and community conserved areas</i>
ICDP	Projets intégrés de conservation et de développement
INE	<i>Instituto Nacional de Ecología</i>
INEGI	<i>Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática</i>
INM	Institut du Nouveau Monde
IPA	<i>Indigenous Protected Area</i>
IPBES	Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques
LGEEPA	<i>Ley General del Equilibrio Ecológico y Protección al Ambiente</i>
MAB	<i>Man and Biosphere Program</i>
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

MRC	Municipalité régionale de comté
NGS	<i>National Geographic Society</i>
OECM	Autres mesures de conservation effectives par zone
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSE	Paielements pour les services environnementaux
PSEH	Paielements pour les services environnementaux hydrologiques
RBSEP	Réserve de biosphère <i>La Sepultura</i>
RBTRI	Réserve de biosphère <i>El Triunfo</i>
REDD	Programme pour la Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégénération forestière
SAGARPA	<i>Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación</i>
SEMARNAT	<i>Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales</i>
SCDB	Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
SINAP	<i>Sistema Nacional de Áreas Protegidas en México</i>
SMC	<i>Sierra Madre de Chiapas</i>
TEK	<i>Traditional ecological knowledge</i>
TNC	<i>The Nature Conservancy</i>
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNEP-WCMC	Centre de surveillance de la conservation de la nature
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi
WCIP	<i>World Council of Indigenous People</i>
WWF	Fonds mondial pour la nature

INTRODUCTION

Le nouveau rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), publié en mai 2019, estime qu'environ un million d'espèces animales et végétales des huit millions recensés sont actuellement menacées d'extinction. Ces constatations sont principalement causées par cinq facteurs principaux : les changements d'usage des terres et de la mer ; l'exploitation directe de certains organismes ; le changement climatique ; la pollution et les espèces exotiques envahissantes. (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques [IPBES], 2019) La perte de la biodiversité est donc devenue le plus sérieux aspect de la crise environnementale actuelle. Ce taux élevé d'espèces menacées suggère l'avènement de la sixième plus grande extinction de masse survenue depuis 4,5 milliards d'années d'histoire terrestre. (Ceballos *et al.*, 2015)

Pour contrer la perte de la biodiversité, la principale stratégie recommandée par les agences internationales est d'opter pour des mesures de conservation, dont la création d'aires protégées (Centre de surveillance de la conservation de la nature [UNEP-WCMC] et Union internationale pour la conservation de la nature [UICN], 2016). Cependant, cela entre régulièrement en conflit avec les intérêts sociaux et économiques des communautés autochtones et locales, qui habitent régulièrement à l'intérieur ou à proximité des régions les plus riches en biodiversité. Ces communautés dépendent des ressources naturelles pour assurer leur subsistance. (Nepal, 2003; Desmet 2011) Depuis plusieurs années, les organismes internationaux appellent donc à la mise en place de modèles de gouvernance participative ou collaborative, qui tiennent compte des intérêts de ces communautés dans la conservation et la gestion des milieux naturels (IPBES, 2019 ; UNEP-WCMC et UICN, 2016). Cependant, ces recommandations ne sont pas toujours respectées, ce qui crée des conflits entre les communautés et les autorités gestionnaires des milieux naturels (Desmet, 2011; Garnett *et al.*, 2018).

C'est le cas pour la *Sierra Madre de Chiapas* (SMC), une chaîne de montagne située au sud du Mexique, qui abrite une importante biodiversité contenue dans ses divers écosystèmes forestiers (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; Instituto Nacional de Ecología [INE], 1998 ; INE, 1999). Pour protéger cette biodiversité, le gouvernement fédéral mexicain a mis en place plusieurs aires protégées, dont les réserves de biosphère de *La Sepultura* et de *El Triunfo*, où résident des communautés locales et autochtones d'origine maya (Cortina-Villar *et al.*, 2012). Ces mesures de conservation imposées limitent la pratique des activités d'exploitation des communautés, qui dépendent des ressources naturelles pour assurer leur survie. Les autorités des réserves ont également négligé l'importance de l'intégration de ces communautés dans la gouvernance et dans la gestion des milieux naturels. Cela a créé plusieurs conflits entre les communautés et les autorités des aires protégées, ce qui menace la conservation du territoire. (Cortina-Villar *et al.*, 2012; González-Espinosa *et al.*, 2014)

Il est intéressant de comparer ce cas avec celui de la gestion et de la conservation territoriale du Nord québécois, qui est en partie sous la gouvernance du peuple autochtone des Cris. Ces derniers bénéficient d'un régime qualifié comme étant « socio-écologique » et avant-gardiste par certains auteurs, pouvant ainsi servir d'exemple en matière de gouvernance environnementale (Gagnon et Rocher, 2002; Binot, 2017). Ce régime leur donne le droit à une plus grande prise en charge de la

planification et du développement de leur territoire traditionnel, appelé Eeyou Istchee, grâce aux accords établis par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et par ses ententes subséquentes (Awashish, 2018). Les communautés cries peuvent donc participer aux décisions relatives à la conservation de leur territoire ainsi qu'à la gestion des aires protégées, tout en conservant le droit d'y pratiquer leurs activités traditionnelles (Gouvernement du Québec, 1998 ; Hébert, 2012).

L'objectif de cet essai est donc de proposer un modèle amélioré des stratégies de conservation présentes dans les aires protégées de la SMC à travers des recommandations, qui intègrent une meilleure participation des communautés locales et autochtones ainsi que les principes du développement durable, en s'inspirant du cas des Cris. Plusieurs objectifs spécifiques ont été élaborés pour répondre à l'objectif général. Le premier consiste à mettre en évidence les problématiques et les conflits de conservation des écosystèmes des réserves de biosphère de *La Sepultura* et de *El Triunfo*. Ces réserves sont importantes pour la protection des écosystèmes de la SMC, dont les forêts de nuage, qui subissent une perte importante de leur couverture forestière (Challenger et Caballero, 1998). Le deuxième objectif vise à décrire les facteurs qui menacent ces écosystèmes, en particulier concernant les activités d'exploitation pratiquées par les communautés locales présentes dans les réserves. Le troisième objectif cible l'exploration et l'analyse des stratégies de conservation mises en place dans les réserves, notamment pour y relever l'état de l'implication des communautés locales et autochtones. Le quatrième objectif est d'explorer et de décrire la gouvernance et les stratégies utilisées par les Cris dans la gestion et la conservation du Nord québécois, pour relever un exemple de bonne participation locale dans la conservation. Finalement, le dernier objectif consiste à formuler des recommandations qui s'inspirent du cas des Cris, pour améliorer la participation des communautés autochtones dans la gestion des aires protégées de la SMC et pour améliorer les stratégies de conservation mises en place.

La méthodologie choisie repose d'abord sur une collecte de données qui a été effectuée par une revue littéraire ainsi que par quelques entrevues. Les sources utilisées sont variées, pertinentes et récentes, ayant été publiées généralement au courant des dix dernières années. Des ouvrages plus anciens ont également été inclus dans la recherche, selon la pertinence de leurs données historiques. Les ouvrages scientifiques issus de revues spécialisées ont été priorisés, ainsi que les documents ou sites internet provenant d'organismes gouvernementaux, locaux ou autochtones, ainsi que d'institutions internationales. La collecte de données a été complétée par des entrevues effectuées avec des professionnels issus de la Société du Plan Nord et du Grand Conseil des Cris. Une analyse qualitative comparative a été effectuée. Elle regroupe l'évaluation de la gouvernance locale et de la participation des deux cas à l'étude, effectuée à l'aide des critères de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ainsi que plusieurs échelles de participation. Le développement durable des deux cas a aussi été évalué, grâce à la grille d'analyse du développement durable développée par la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

L'essai se divise en cinq chapitres. Le premier chapitre sert de mise en contexte. Il décrit l'évolution historique du paradigme de la conservation, en incluant l'implication des communautés autochtones. Il expose également les critères actuels recommandés par l'UICN concernant les aires protégées et la gouvernance, ainsi que les problématiques et les enjeux reliés à la conservation. Le deuxième chapitre

traite du cas des réserves de biosphère *La Sepultura* et *El Triunfo* de la SMC. Il décrit le système mexicain des aires protégées, les particularités écologiques et sociologiques des réserves, les problématiques d'utilisation du territoire, les stratégies de conservation présentes ainsi que les obstacles qui limitent la conservation. Le troisième chapitre s'intéresse au cas des Cris et du Nord québécois. Il présente les particularités des aires protégées au Québec, la description des Cris et de leur territoire, leurs régimes d'aménagement du territoire, leurs institutions de gouvernance locale, les activités d'exploitation et la participation des Cris aux stratégies de conservation. Le quatrième chapitre expose la méthodologie utilisée afin d'évaluer la gouvernance et la participation des communautés présentes dans les deux cas. Il relève également les points forts et les points faibles des stratégies décrites selon l'utilisation des principes du développement durable. Il présente l'analyse qualitative comparative effectuée. Le dernier chapitre contient les recommandations formulées à l'aide des informations relevées dans les chapitres précédents.

1. MISE EN CONTEXTE : LA CONSERVATION, LES AIRES PROTÉGÉES ET LA PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LOCALES

Plusieurs mesures de conservation ont été proposées par la communauté scientifique pour conserver la biodiversité. Il y a d'abord les mesures de conservation *ex situ*, qui incluent les zoos, les aquariums, les jardins botaniques, les banques de semences, etc. Elles servent davantage à protéger certaines espèces ou populations. Elles sont cependant considérées comme étant complémentaires aux mesures *in situ*, qui consistent à protéger les communautés et les populations de la faune et de la flore dans leur habitat naturel. La stratégie de conservation *in situ* la plus reconnue et la plus utilisée mondialement sont les aires protégées. (Primack, 2014) Il existe maintenant plus de 230 000 aires protégées, qui recouvrent 14,9 % des zones terrestres et marines (en excluant l'Antarctique) et qui répondent aux critères de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (UNEP-WCMC, UICN et National Geographic Society [NGS], 2018). Le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020, adopté dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), propose d'augmenter le nombre de zones terrestres protégées à 17 % d'ici 2020, en ciblant particulièrement les régions considérées comme importantes pour la diversité biologique et les services écosystémiques (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique [SCDB], 2010b).

Cependant, comme discuté par Dudley, Groves, Redford et Stolton (2014), les aires protégées et la conservation de la biodiversité sont des concepts en constante évolution. En effet, de nombreux mouvements philosophiques, scientifiques, politiques et sociaux, véhiculés par divers acteurs à travers le monde au cours des derniers siècles, ont modifié le paradigme de la conservation ainsi que ses approches associées. Parmi ces acteurs, les peuples autochtones et les communautés locales ont joué un rôle important dans l'évolution de ce paradigme. Ils ont lutté pour la reconnaissance de leurs savoirs traditionnels, de leurs droits territoriaux et de leur participation dans les méthodes de gestion des aires protégées. Ils ont également contribué à la redéfinition des mesures de conservation et des approches appropriées, reconnues dans les politiques environnementales internationales. Les prochaines sections permettent de mieux comprendre l'évolution du paradigme de la conservation, qui a été influencée par l'implication des communautés autochtones et locales. Leur implication a créé de nouveaux enjeux et mené vers l'expérimentation des programmes de conservation et des aires protégées qui sont actuellement recommandés par l'UICN et les organismes concernés.

1.1 L'évolution du paradigme de la conservation

Le terme « conservation » est un concept difficile à définir, puisqu'il existe plusieurs significations associées à diverses disciplines, qui diffèrent selon les objectifs de protection de la nature recherchés. Il fait référence aux politiques et aux pratiques de conservation qui ont été développées à travers les modèles dominants des cultures occidentales, véhiculés par les pays développés et le milieu scientifique principalement au courant des 19^e et 20^e siècles (Desmet, 2011). Conséquemment, le concept de la conservation n'englobe pas les croyances et les pratiques des peuples autochtones, puisqu'il n'existe pas dans la majorité de leurs cultures, qui sont en grande partie basées sur des cosmologies et religions animistes (Colchester, 2003 ; Desmet, 2011). Contrairement aux croyances judéo-chrétiennes qui établissent une séparation distincte entre la société humaine et la nature, la

majorité des peuples autochtones considèrent que la nature fait partie de la culture humaine et vice-versa, ne demandant pas d'être conservée (Colchester, 2003).

Dans la Stratégie mondiale de la conservation, considérée par Binot (2017) comme étant un des rares documents des organismes internationaux à donner une définition de la conservation, la conservation est définie comme étant :

« [...] la gestion de l'utilisation par l'homme de la biosphère de manière que les générations actuelles tirent le maximum d'avantages des ressources vivantes tout en assurant leur pérennité pour pouvoir satisfaire aux besoins et aux aspirations futures. » (UICN, 1980, p. 15).

Cependant, cette définition reste conflictuelle. Comme l'indique Desmet (2011), la conservation est rarement définie dans les instruments politiques et juridiques, étant sujette à des débats qui prennent racine dans son évolution historique et spatiale et qui répondent aux préoccupations liées à la crise environnementale et à la disparition de la biodiversité. Les auteurs Kopnina, Washington, Gray et Taylor (2018) affirment que l'opposition principale qui caractérise encore actuellement les débats sur la conservation repose principalement sur la conservation écocentrique et les perspectives anthropologiques de la conservation. Les adeptes de la conservation écocentrique affirment qu'il est prioritaire de protéger les écosystèmes, à travers la mise en place d'aires protégées dans des zones non perturbées, où l'intervention humaine est exclue (Lindenmayer et Burgman, 2005). En contrepartie, les perspectives anthropologiques soulignent l'importance des actions humaines dans la protection de la nature, faisant référence à un usage durable des ressources qui doit servir au bien-être et à celui des futures générations. Elles dénoncent les côtés négatifs de la préservation intrinsèque de la nature, qui mènent à la marginalisation de certaines communautés et à la pauvreté, démontrant la corrélation importante qui existe entre la protection de l'environnement et les enjeux sociaux. (Kopnina *et al.*, 2018)

Ces deux visions de la conservation, encore présentes dans les débats actuels, se sont développées à travers les mouvements philosophiques, sociaux et scientifiques des derniers siècles. Les sections suivantes permettent de mettre en contexte l'évolution historique de ce concept, qui a mené vers les débats actuels et le nouveau paradigme de la conservation.

1.1.1 La création des premiers parcs nationaux : le courant préservationniste et la *wilderness*

Les premières idées occidentales de conservation des ressources naturelles et de création d'aires protégées apparaissent essentiellement en Amérique du Nord, au 19^e siècle (Epstein, 2006 ; Hébert, 2006). Le mouvement a débuté avec comme premier modèle la protection des forêts de Yosemite en 1864 et la création du premier parc national, celui de Yellowstone en 1872 (Colchester, 2003 ; Dowie, 2011). Ces initiatives, popularisées aux États-Unis par John Muir (1838-1914), qui est considéré comme le parrain de la conservation occidentale et le père des parcs nationaux, proviennent du développement du mouvement préservationniste et du mythe de la *wilderness* (nature sauvage) (Colchester, 2003 ; Dowie, 2011 ; Hébert, 2006).

Le courant préservationniste s'est d'abord inspiré du romantisme européen ainsi que des traditions judéo-chrétiennes occidentales, qui ont propagé l'idée de l'existence d'un dualisme entre la nature et la société humaine (Colchester, 2003 ; Descola, 1999). Cependant, contrairement à la vision religieuse

d'une nature sauvage et diabolique opposée à la civilisation, les philosophes et les artistes de l'ère du romantisme soulignaient les valeurs esthétiques et spirituelles de la nature (Colchester, 2003 ; Philips, Ladd et Meyers, 2010). Ils la décrivaient comme une source de ressourcement et de divertissement qui doit être préservée, au profit du bien-être humain (Nash et Miller, 2014 ; Philips *et al.*, 2010). Les adeptes préservationnistes perçoivent donc l'humain comme étant la principale menace de la protection de la nature, cherchant à minimiser son impact, en préservant une nature inaltérée (Morin et Orsini, 2015).

À cela s'ajoute le concept de *wilderness* qui a été principalement développé aux États-Unis (Dowie, 2011 ; Nash et Miller, 2014). Ce concept fait référence aux milieux naturels qui ont conservé leur « état sauvage », n'ayant pas été altérés par la présence humaine et par le développement de la civilisation (Gomez-Pompa et Kaus, 1992 ; Nash et Miller, 2014). Il est également inspiré des écrits d'Henry David Thoreau, reconnu comme étant le pionnier de la pensée écologiste aux États-Unis. Par l'observation et l'étude de la nature, l'écrivain lui donnait une valeur intrinsèque qui lui proférait un droit moral à exister et à prospérer, indépendamment de l'humanité. (Hébert, 2006) En plus, sous l'influence du courant préservationniste et du concept de la *wilderness*, John Muir défendait la nécessité de préserver l'état sauvage de la vallée de Yosemite, qui était cependant occupée par les Miwok. Muir affirmait qu'elle devait servir à des fins de loisirs et de ressourcement émotionnel, pour le profit des Occidentaux. (Colchester, 2003) Les terres « découvertes » en Amérique par les Occidentaux restèrent donc considérées comme étant vierges, malgré la présence des peuples autochtones. Comme discuté par l'anthropologue Shepard Krech (1999), cette contradiction s'explique par l'image romantique du « Noble sauvage », publicisée par divers auteurs, tels que Christophe Colomb, Peter Martyr et Jean-Jacques Rousseau. Les autochtones étaient alors perçus comme des êtres égalitaires, faisant partie de la nature et vivant en harmonie avec elle, étant exclus de la civilisation. Cette vision a également été reprise par l'artiste romantique Georges Catlin dans les années 1830. Catlin souhaitait créer des parcs nationaux pour préserver la nature ainsi que le mode de vie des autochtones y résidant. (Catlin, 1841)

Cependant, l'expulsion des peuples autochtones s'est rapidement imposée comme principale norme dans la création des premiers parcs nationaux, sous l'influence des politiques de colonisation du gouvernement américain. Ce dernier cherchait à imposer son contrôle sur la gestion des territoires. (Colchester, 2003) Primack (2014) qualifie ce courant d'« écolonialisme ». John Muir a notamment milité pour le bannissement des Miwok de Yosemite, qu'il considérait comme étant nocifs pour la conservation de la région, malgré le fait que ceux-ci étaient présents depuis des générations. Ils pratiquaient la chasse, l'élevage et l'agriculture, des activités qui ont façonné l'environnement de la vallée durant plusieurs siècles. (Dowie, 2011) La création du parc de Yosemite en 1890 a confirmé l'exclusion des Miwok, qui ont été chassés de leurs terres et dépossédés de leurs ressources. Cette expulsion a mené vers des conflits sanglants entre les autochtones et le gouvernement américain. (Colchester, 2003) L'histoire s'est répétée avec l'expulsion des Shoshones, lors de la création du parc de Yellowstone (Kemf, 1993). Cette stratégie de conservation mena à l'établissement du *Wilderness Act* (Loi sur la protection de la nature) de 1964. Cette loi décrivait la *wilderness* comme étant « un espace où la terre et ses communautés vivantes sont non entravées par l'homme, où l'homme lui-même est un visiteur qui ne reste pas. » (traduction libre de : *Wilderness Act*, 1964).

Parallèlement au courant préservationniste, un autre mouvement prend forme en Amérique du Nord avec les idées de Gifford Pinchot (1865-1946), celui du conservationnisme (Bergandi et Galangau-Quérat, 2008). Les conservationnistes cherchent principalement à protéger les forêts des États-Unis ainsi que ses ressources naturelles, en visant l'établissement d'une gestion économique rationnelle et utilitaire (Primack, 2014). Au contraire des préservationnistes, les conservationnistes considèrent l'importance de l'intervention humaine dans la gestion des territoires pour assurer la protection de l'environnement et le renouvellement des ressources. Entre 1880 et 1920, un nouveau cadre juridique et institutionnel se développe en Amérique du Nord pour assurer la protection de la faune et de la flore, entraînant une nouvelle prise de conscience environnementale. (Morin et Orsini, 2015) Cependant, c'est le modèle préservationniste de l'exclusion et des parcs nationaux, qui a principalement été préféré dans le monde, se propageant d'abord dans les pays anglo-saxons comme le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que peu à peu en Europe (Dowie, 2011). Certaines mesures inspirées du modèle conservationniste sont également mises en place, comme les zones d'exploitation des ressources forestières. L'écocolonialisme s'impose également en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. La conservation et la protection de l'environnement sont des raisons utilisées pour exclure les peuples autochtones et les communautés locales de leurs terres, au profit de la protection de la flore et de la faune ainsi que du monopole des ressources naturelles. (Colchester, 2003) De nombreux parcs naturels et aires protégées sont créés, pour que les Occidentaux puissent y instaurer plusieurs activités, comme le tourisme, l'observation de la faune, la chasse ou encore l'étude de la biodiversité. Ce modèle dominera principalement la scène internationale jusqu'aux années 1990 (Desmet, 2011 ; Dowie, 2011).

1.1.2 L'internationalisation de la conservation

L'époque de l'après-guerre est caractérisée par la dégradation de l'environnement, causée par les conflits armés, la croissance démographique, l'usage excessif des ressources et l'industrialisation. Cela mène la communauté scientifique vers un nouveau constat : l'urgence de l'état environnemental à l'échelle planétaire. (Morin et Orsini, 2015) Dans le but d'échanger les idées, les connaissances et les découvertes concernant le domaine de la conservation de la biodiversité, un réseau international de communication prend forme. L'UICN est créée en 1948, offrant un réseau de partage d'outils, d'expertise et de connaissances pour faciliter le développement de mesures de conservation aux niveaux national et international (UICN, 2019). Également, plusieurs grands organismes internationaux non gouvernementaux (ONG) voient le jour tels que *The Nature Conservancy* (TNC) en 1951 et le Fonds mondial pour la nature (WWF) en 1961, qui sont principalement administrés par les pays occidentaux (Fonds mondial pour la nature [WWF], 2019 ; *The Nature Conservancy* [TNC], 2019).

Les politiques de conservation restent conséquemment basées sur les relations de l'axe nord-sud : les pays développés cherchent à protéger les ressources des pays en voie de développement de leurs propres populations, en contrôlant la gestion de leurs milieux naturels (Morin et Orsini, 2015). Il s'agit d'une approche de conservation appelée « *top-down conservation* », où les agences extérieures et les agences gouvernementales nationales sont les principales responsables de l'administration des projets de conservation (Colchester, 2003). Le courant préservationniste reste aussi majoritairement présent dans les années 1960 et 1970, visant maintenant la préservation de certains écosystèmes ou d'espèces

particulières, au lieu de certains espaces. Il mène vers la création de différentes conventions, telles que la Convention Ramsar pour la protection des milieux humides en 1971, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction en 1973, ainsi que la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn) en 1979. (Epstein 2006 ; Meyer, Frank, Hironaka, Schofer et Tuma, 1997)

Les idées des conservationnistes commencent cependant à faire surface à l'international, avec la création d'un nouveau projet développé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Il s'agit du *Man and Biosphere Program* (MAB ; Programme sur l'Homme et la biosphère), créé en 1971 (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], 2017a). Ce programme tente de développer des espaces appelés « réserves de biosphère » où les politiques de conservation incluent également le développement social et économique des populations locales. Ces réserves sont développées dans le but de répondre à la pauvreté créée par les politiques préservationnistes, qui sont de plus en plus dénoncées par les anthropologues. (Bergandi et Blandin, 2012 ; UNESCO, 2017a) Cette constatation est également confirmée durant la conférence de Stockholm, organisée en 1972. Les dirigeants des différents pays y sont réunis afin de sensibiliser la collectivité mondiale d'œuvrer pour la sauvegarde la nature. Ils tentent aussi d'établir un compromis entre les pays développés et en voie de développement, en impliquant l'importance d'intégrer le développement économique local dans les politiques de conservation. (Morin, 2013 ; Morin et Orisini, 2015) Il s'agit des prémisses du développement durable.

1.1.3 Le nouveau paradigme de la conservation : l'essor du développement durable

Au cours des années 1980, de nombreuses avancées scientifiques se réalisent et influencent les politiques de conservation. La science de la biologie de la conservation se développe, regroupant plusieurs disciplines comme la foresterie, les pêcheries, la biologie ou la géographie, ce qui définit diverses notions écologiques importantes, dont celle de la biodiversité (Primack, 2014). La notion des *hotspots*, introduite par Norman Myers, est également adoptée dans les politiques de conservation des grandes ONG (Conservation International, 2018). Elle fait référence à des régions géographiques qui supportent une grande biodiversité, dont de nombreuses espèces endémiques ainsi que des espèces menacées, qui sont soumises à d'énormes pressions anthropiques. La majorité des *hotspots* est comprise dans les zones tropicales, où se situent généralement les pays en voie de développement. (Myers, Mittermeller, Mittermeller, Fonseca et Kent, 2000) Les constats scientifiques démontrent que les efforts entrepris jusqu'à présent pour assurer la conservation des milieux naturels ne sont pas efficaces ni adéquats, demandant la prise en compte de facteurs additionnels, issus des sciences sociales (Primack, 2014). Les méthodes de gestion des aires protégées sont aussi de plus en plus contestées, notamment lors du troisième Congrès sur les parcs nationaux et les aires protégées de 1982, qui introduit des approches de gestion plus humanistes et participatives (Nepal et Weber, 1993).

Conséquemment, les idées des conservationnistes s'imposent dans les années 1980, avec l'avènement du développement durable dans le discours de l'UICN, qui stipule que le développement économique n'est pas nécessairement incompatible avec la protection de l'environnement (UICN, 1980). Le concept se popularise en 1987 dans le rapport Brundtland de la Commission mondiale sur l'environnement et le

développement des Nations Unies, intitulé « Notre avenir à tous ». Le rapport reconnaît les limites écologiques de l'expansion économique, en exposant les liens entre la surexploitation des ressources, la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Il affirme que ces problématiques peuvent être gérées socialement et avec l'aide de technologies appropriées. (World Commission on Environment and Development, 1987) Le développement durable est officiellement concrétisé dans la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de 1992 à Rio de Janeiro. Cette conférence mène vers l'adoption de la CDB, qui est la première convention à reconnaître l'importance de la biodiversité pour le développement durable (SCDB, 2000). Elle comporte trois principaux objectifs : (1) assurer la conservation de la diversité biologique ; (2) intégrer une logique d'utilisation durable des ressources dans la conservation et (3) respecter un partage juste et équitable de l'exploitation des ressources génétiques (Organisation des Nations Unies [ONU], 1992).

Dans les années 2000, le développement durable s'impose dans toutes les officines du pouvoir, ainsi que dans les institutions internationales, en particulier dans les instruments politico-juridiques en lien avec la conservation et la protection de l'environnement (Morin et Orisini, 2015). La CDB mène vers l'adoption de l'Objectif biodiversité 2010, ainsi que du Plan stratégique 2002-2010, adopté en 2002 lors de la Conférence des parties (COP) sur la CDB (SCDB, s. d.b). Ses objectifs principaux consistent à réduire le déclin de la biodiversité, en assurant le développement durable et l'atténuation de la pauvreté, dans le but de garantir la pérennité de toutes formes de vie sur terre (SCDB, s. d.b ; SCDB, s. d.d). Le plan procure des objectifs et des stratégies aux États membres, qui s'engagent à développer des plans d'action nationaux, adaptés aux ressources et aux besoins de leur pays (SCDB, s. d.d). L'Objectif biodiversité 2010 est également inclus dans les Objectifs du développement du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sous la cible 7, qui cherche à « Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales » (ONU, 2013).

En 2010, la communauté internationale constate l'échec de l'atteinte des cibles. Un nouveau Plan stratégique 2010-2020 est créé, accompagné des objectifs d'Aichi pour la biodiversité (SCDB, 2010a ; SCDB, s. d.a). Le plan propose un total de cinq stratégies, dont découlent les 20 objectifs d'Aichi qui servent de guide aux États membres de la CDB pour répondre à ses trois objectifs principaux (SCDB, s. d.c). Le 11^e objectif mentionne les aires protégées. Il cherche à conserver 17 % des zones terrestres et 10 % des zones maritimes, principalement par l'établissement « de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation effectives par zone » (SCDB, s. d.c).

La cinquième stratégie reflète également les changements apportés par le développement durable et les mouvements sociaux des dernières décennies dans le domaine de la conservation, en faisant la promotion d'alternatives de gouvernance. Elle vise le renforcement de la « [...] mise en œuvre [des stratégies de conservation] au moyen d'une planification participative, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités » (SCDB, s. d.c). Son 18^e objectif vient confirmer l'importance des communautés autochtones et locales dans la conservation, stipulant que :

« D'ici à 2020, les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales qui présentent un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi que leur utilisation coutumière durable, sont respectées, sous réserve des dispositions de la législation nationale et des obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation entière et effective des communautés autochtones et locales, à tous les niveaux pertinents. » (SCDB, s. d.c).

L'évolution du paradigme de la conservation est donc passée des stratégies préservationnistes à l'ère conservationniste et du développement durable, où la conservation de la biodiversité sert principalement à assurer la pérennité du bien-être humain par l'utilisation durable des ressources. La communauté internationale est de plus en plus concernée par la nécessité d'intégrer les besoins des populations locales et des peuples autochtones, pour assurer la survie des aires protégées et la conservation de la nature (Ghimire et Pimbert, 1997). Les revendications autochtones ont donc en partie influencé le paradigme de la conservation, surtout à partir des années 1980. La figure 1.1 résume les principaux événements historiques mentionnés précédemment.

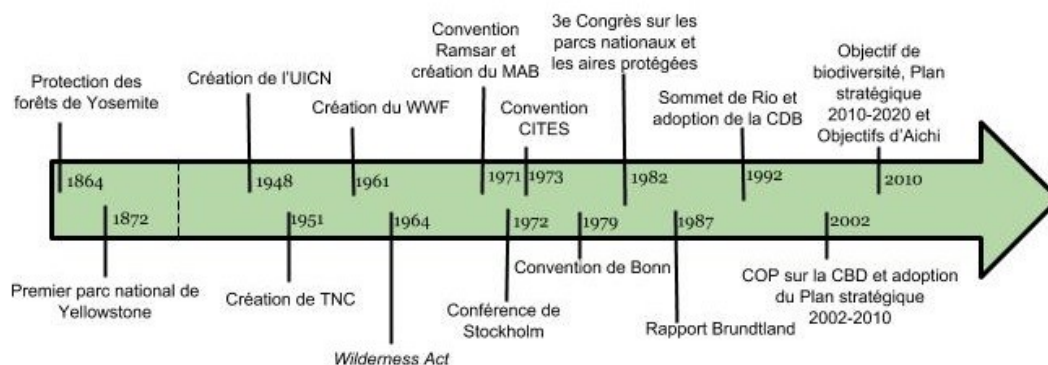


Figure 1.1 Ligne du temps des événements marquants liés à la conservation de la biodiversité

1.2 L'implication des communautés autochtones dans la conservation

Il y a plus de 370 millions d'autochtones dans le monde qui vivent dans plus de 90 pays (Banque Mondiale, 2018). La majorité d'entre eux sont regroupés dans des espaces non développés, ainsi qu'à proximité ou à l'intérieur des aires protégées, faisant d'eux d'importants acteurs pour la conservation (Nepal, 2003). Selon l'ONU (2013), l'expression « peuples ou communautés autochtones » ne possède pas de définition officielle. Elle fait davantage référence à une liste de critères non exhaustifs, définis par la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples « indigènes », « tribaux » ou « autochtones », où la possibilité de s'y reconnaître est laissée à la discrétion de chaque peuple (Hirt et Collignon, 2017). Le critère principal, reconnu par l'ONU et l'OIT pour les distinguer des autres sociétés, consiste en « la relation unique à la terre, au territoire et à ses ressources, et son importance pour la survie des sociétés autochtones et pour les fondements tant spirituels que matériels de leurs identités culturelles » (Hirt et Collignon, 2017). Le fait d'homogénéiser les autochtones sous une même bannière en regroupant leurs cultures, langues et pratiques distinctes, notamment par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), est une controverse analysée par plusieurs anthropologues (Bellier, 2018). La construction de cette identité

commune s'explique par les luttes politiques de la reconnaissance de leurs droits, en particulier par le développement des politiques environnementales et de la conservation de la biodiversité.

1.2.1 La montée des revendications autochtones et la construction d'une identité commune

Les premières revendications internationales des peuples autochtones remontent en 1923, quand le chef Deskaheh de la Nation mohawk tente de se rendre à la rencontre de la Société des Nations, tenue à Genève. Il cherche à défendre les droits de son peuple qui subit des injustices et des violences causées par les politiques de conservation et de colonisation imposées par les Occidentaux. (Colchester, 2003 ; Dowie, 2011) Malgré le fait qu'il se voit refuser l'accès, son initiative inspire plusieurs autres peuples et communautés, commençant ainsi un nouveau mouvement social qui allait prendre de plus en plus d'ampleur à l'international (Colchester, 2003).

Durant les décennies suivantes, les peuples autochtones commencent à se réunir et à assembler leurs différences culturelles sous une même identité, pour lutter contre leur ennemi commun : l'oppression du contrôle des pays occidentaux sur leurs droits de gouvernance et sur leurs terres (Dowie, 2011). Pour la majorité des cultures autochtones, leur territoire est essentiel pour leur survie. Il leur fournit leurs moyens de subsistance et représente également un symbole culturel important, puisqu'il est « à la base de leur organisation politique et de leurs interactions socioculturelles » (traduction libre de : Desmet, 2011, p. 86). Ils y ont développé au cours de siècles d'occupation des pratiques uniques, qui leur permettent de gérer leurs ressources pour subvenir aux besoins de leurs membres. Les pratiques de conservation et la création des aires protégées amènent donc des conflits importants entre les autorités gouvernementales et les peuples autochtones, qui sont souvent chassés de leurs terres. Ils se voient ainsi privés de leurs moyens de subsistance ainsi que de leur symbole culturel. (Colchester, 2003 ; Dowie, 2011) Devant les injustices et les nombreuses violences subies par les peuples autochtones, en particulier en Amérique, plusieurs ONG se forment pour défendre leur cause, comme *Cultural Survival*, *Survival International*, *EcoTerra* ou le *Forest People Program* (Dowie, 2011 ; Morin, 2006).

Les autochtones rallient le mouvement environnementaliste qui suit la crise environnementale des années 1970, en se construisant d'une identité commune, basée sur les perceptions sociales, artistiques et philosophiques européennes de l'époque (Bellier, 2018 ; Morin 2013). En se servant du romantisme et du stéréotype de l'image du « Noble Sauvage », ils se déclarent comme étant de grands défenseurs écologiques, en affirmant posséder « le secret pour vivre en harmonie avec la Terre mère, pouvant utiliser ce qu'elle offre sans la blesser et préserver l'équilibre écologique de la nature sauvage » (traduction libre de : Krech, 1999, p. 22). Comme le discutent Desmet (2011) et Descola (1999), il s'agit d'une idéalisation puisque les peuples autochtones ont également participé à la modification de leurs milieux naturels et dans certains cas, à leur dégradation. Cependant, il est possible de constater que la majorité d'entre eux ont développé des stratégies de conservation durables, ce qui leur a permis d'exploiter les ressources de leur territoire durant plusieurs siècles (Dove, 2006). Cette idéalisation a permis aux organismes autochtones de se construire un argumentaire basé sur l'importance de leurs savoirs, connaissances et pratiques traditionnelles. Les peuples autochtones les présentent comme des outils pour répondre aux problèmes liés à la dégradation et à la conservation de la nature, dans le but de faire reconnaître leurs droits territoriaux et de participation dans les traités internationaux (Bellier,

2018 ; Morin 2013). Par la création du *World Council of Indigenous Peoples* (WCIP ; Conseil mondial des peuples autochtones) en 1975, leur cause gagne de plus en plus d'importance dans les grandes instances internationales (Morin, 2013). Ils participent notamment à plusieurs réunions et conventions de l'UICN, pour faire reconnaître leurs droits territoriaux dans la création et la gestion des aires protégées (Dowie, 2011).

Leurs revendications sont cependant généralement ignorées, jusqu'aux années 1980 où ils obtiennent quelques victoires avec l'influence de la montée du courant conservationniste ainsi que la prise en compte scientifique de l'inefficacité du modèle préservationniste (Kothari, 2008). En plus, leurs savoirs traditionnels sont de plus en plus valorisés par le développement de l'ethnobiologie et de l'ethnoécologie. Avec l'avènement de ces nouveaux domaines scientifiques, les anthropologues conçoivent le *traditional environmental knowledge* (TEK ; savoir traditionnel relatif à l'environnement) (Nazarea, 2006). Ils documentent les pratiques, les croyances et les connaissances des groupes autochtones reliées à un habitat particulier et qui ont été passées oralement de génération en génération, pour les appliquer à la conservation (Dowie, 2011 ; Nazarea, 2006). Les scientifiques prennent conscience que le TEK permet de trouver de meilleurs moyens afin d'utiliser les ressources d'un territoire spécifique de manière durable. Le TEK offre également des informations détaillées sur l'écologie des plantes, des animaux et d'autres organismes, ainsi que sur les interactions des éléments du paysage. (Dowie, 2011) Les anthropologues et scientifiques commencent ainsi à comparer le TEK à la science occidentale. Ils y relèvent les différences et les ressemblances, pour tenter une intégration mutuelle des deux domaines malgré leurs différentes méthodologies d'application, ce qui amène plusieurs désaccords au sein de la communauté scientifique (Nazarea, 2006).

En outre, plusieurs pays changent peu à peu leurs stratégies de conservation par de nouveaux types de gouvernance et de gestion qui impliquent la participation des groupes autochtones, en particulier au Canada et en Australie (Nepal, 2003). Leur participation à la gestion des aires protégées est finalement discutée à l'international durant le troisième Congrès sur les parcs nationaux et les aires protégées, tenu à Bali en 1982. Les participants commencent à concevoir de nouveaux projets basés sur une cogestion entre les peuples autochtones et les autorités gouvernementales. Ces projets sont toutefois complexes à mettre en place et se soldent souvent par des échecs. (Nepal et Weber, 1993) Par exemple, les Projets intégrés de conservation et de développement (ICDP), introduits par le WWF et la Banque mondiale dans les années 1980, tentent d'augmenter la qualité de vie des communautés locales vivant à proximité ou dans les aires protégées, par le développement économique (Dowie, 2011). Néanmoins, ces initiatives sont peu efficaces, car elles sont souvent imposées par des agences ou des industries qui cherchaient davantage à s'appropriier les ressources au nom de la conservation, limitant leur accès aux communautés locales (Chapin, 2004 ; Kaimowitz et Sheil, 2007).

Malgré tout, les groupes autochtones continuent leur lutte à l'international pour faire valoir leurs droits. La mise en place du Groupe de travail sur les populations autochtones (GTPA) en 1982, qui réunit des centaines de délégués de divers peuples autochtones, amène leurs revendications vers l'élaboration de la Convention 169, adoptée par l'OIT en 1989 (Bellier, 2018 ; Morin, 2013). Cette convention est le premier instrument juridique de droit international qui reconnaît les droits des peuples autochtones à

user de leurs terres et de leurs territoires, ainsi que certains droits de participation et de consultation (Bellier, 2018).

1.2.2 La reconnaissance à l'international des droits autochtones dans la conservation

Le troisième Sommet de la terre de Rio en 1992 marque d'importants gains pour les peuples autochtones, qui obtiennent une invitation officielle pour participer aux discussions. Le GTPA présente alors leurs résolutions développées au cours des dernières décennies, lesquelles sont formulées dans la *Carta de la Tierra* (Lettre de la terre). Cette lettre regroupe 900 points touchant tous les domaines affectant les autochtones, dont celui de la conservation de la biodiversité. (Morin 2013) Elle a servi de base à l'article 8j de la CDB, qui affirme officiellement que les « connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels [représentent] un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique » (ONU, 1992). Par la CDB, les États s'engagent à promouvoir le développement d'un dialogue avec leurs communautés autochtones et locales, reconnaissant leur rôle essentiel dans le développement durable (Morin, 2013).

La CDB place donc maintenant les savoirs traditionnels sur un plan d'égalité avec les savoirs scientifiques, reconnaissant l'importance de certaines pratiques pour la conservation, comme l'agriculture itinérante sur brûlis, le pâturage transhumant ou encore la chasse contrôlée (Colchester, 2003 ; ONU, 1992 ; Roussel, 2005). Les organisations internationales œuvrant dans le domaine de la conservation et des aires protégées mettent également en place de nouvelles politiques concernant l'implication des peuples autochtones. En 1994, l'UICN révisé ses modèles de gouvernance des aires protégées, impliquant la participation de divers acteurs extérieurs aux agences gouvernementales, dont les communautés autochtones et locales (Dudley, 2008). Elle reconnaît également leurs droits et leur rôle essentiel dans la conservation des écosystèmes dans les résolutions du premier Congrès mondial de la conservation en 1996 (Dudley, 2008). Le WWF adopte des résolutions semblables par la Déclaration des principes sur les peuples autochtones et la conservation (WWF, 2008). L'organisme contribue à démontrer les relations existantes entre l'emplacement des territoires autochtones et celui des milieux comportant un grand intérêt écologique (WWF, 2000).

Au commencement des années 2000, une série d'évènements mène au renforcement de la reconnaissance des droits autochtones relativement à la gestion des aires protégées : les accords de Durban en 2003 lors du 5^e Congrès mondial sur les parcs, la création du Programme de travail sur les aires protégées en 2004, ainsi que l'adoption de la DNUDPA en 2007, reconnue comme modèle de référence par le Congrès mondial de la nature de l'UICN en 2008 (Crawhall, 2018). La DNUDPA marque finalement la reconnaissance officielle des peuples autochtones comme sujets dotés d'une personnalité juridique, établissant leur droit à l'autodétermination. Elle dénonce leur relocalisation imposée et encourage la création d'institutions représentatives pour obtenir leur consultation et leur consentement dans les projets de développement. (ONU, 2007) De nouvelles approches de conservation qui incluent la participation des peuples autochtones sont également développées au sein de l'UICN. La figure 1.2 résume les évènements marquants liés à l'implication des autochtones dans la conservation, qui ont été mentionnés précédemment.

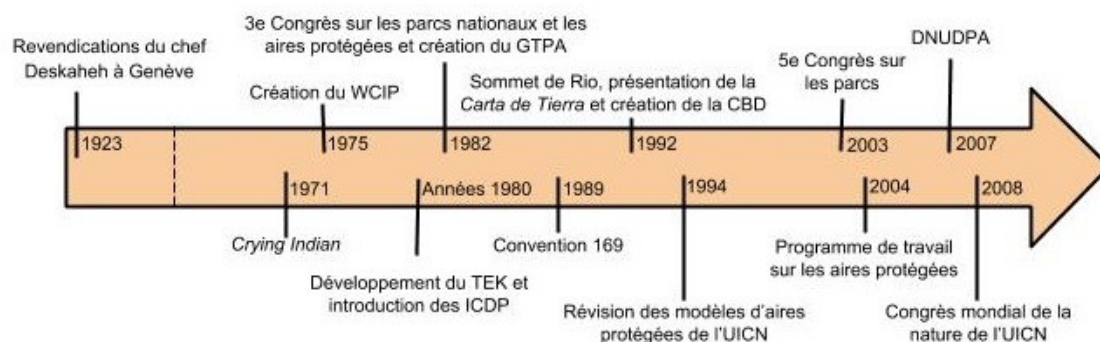


Figure 1.2 Ligne du temps des événements marquants liés à l'implication des autochtones dans la conservation

1.3 Les critères actuels de l'UICN pour la conservation

L'UICN est le réseau international le plus reconnu pour la conservation. Elle offre des outils de référence et des recommandations à ses membres pour atteindre les objectifs universels qui poursuivent la protection de la biodiversité. (UICN, 2019) Elle a notamment développé les lignes directrices quant à l'établissement des aires protégées, l'outil de conservation de biodiversité le plus reconnu et utilisé. L'UICN définit une aire protégée comme étant :

« Un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés. » (Dudley, 2008).

Cette définition est reprise par la plupart des États membres de l'UICN, dont le Canada et le Mexique (Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad [CONABIO], s. d. ; Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MELCC], 2019a). Chaque terme utilisé dans cette définition permet de mieux comprendre ce à quoi fait référence une aire protégée, pour déterminer leur statut officiel et leur comptabilisation au sein de la Base de données mondiale sur les aires protégées (BDMAP), maintenue par l'UICN et le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement). Le tableau 1.1 décortique en détail chaque terme utilisé dans la définition de l'UICN d'une aire protégée, en fournissant son explication.

Tableau 1.1 Explication de la définition d'une aire protégée (modifié de : Dudley, 2008)

Terme(s)	Explication
Espace géographique clairement défini	Inclut les aires terrestres, marines et côtières, d'eau douce ou une combinaison de deux ou plusieurs d'entre elles. L'« espace » a trois dimensions, p. ex. lorsque l'espace aérien au-dessus d'une aire protégée est protégé contre le vol en rase-mottes ou, dans des aires marines protégées, quand une certaine profondeur d'eau ou le fond de la mer sont protégés, mais que l'eau au-dessus ne l'est pas : par contre, les zones situées sous la surface ne sont parfois pas protégées (p. ex. ouvertes à l'exploitation minière). « Clairement défini » implique une aire définie dans l'espace avec des limites reconnues et marquées. Ces limites peuvent parfois être définies par des caractéristiques physiques qui se déplacent avec le temps (p. ex. berges de rivières) ou par des activités de gestion (p. ex. zones de non-prélèvement convenues).
reconnu	Implique que la protection peut inclure toute une gamme de types de gouvernance déclarés par la population ainsi que ceux identifiés par l'état, mais que de tels sites doivent être reconnus d'une certaine façon (en particulier en étant repris sur la liste de la BDMAP).

Tableau 1.1 Explication de la définition d'une aire protégée (suite)

Terme(s)	Explication
consacré	Implique un engagement contraignant envers la conservation à long terme passant par : <ul style="list-style-type: none"> • Conventions et accords internationaux • Lois nationales, provinciales et locales • Droit coutumier • Engagements des ONG • Fiducies privées et politiques des sociétés • Programmes de certification.
géré	Suppose quelques démarches actives pour conserver les valeurs naturelles (et éventuellement d'autres) pour lesquelles l'aire protégée fut créée ; notons que « géré » peut inclure la décision de laisser l'aire intacte si c'est la meilleure stratégie de conservation.
par tout moyen efficace, juridique ou autre	Signifie que les aires protégées doivent être soit enregistrées, c.-à-d. reconnues dans le cadre de la loi civile statutaire, soit reconnues par une convention ou un accord international, ou encore gérées par d'autres moyens efficaces, mais non enregistrés, comme les réglementations traditionnelles reconnues selon lesquelles fonctionnent les aires du patrimoine communautaire ou les politiques d'organisations non gouvernementales confirmées.
afin d'assurer	Implique une certaine efficacité. C'est un nouvel élément qui n'était pas présent dans la définition de 1994, mais qui a été fermement requis, entre autres, par de nombreux gestionnaires d'aires protégées. Bien que la catégorie soit toujours déterminée par les objectifs, l'efficacité de gestion sera progressivement notée dans la Base de données mondiale sur les aires protégées et, avec le temps, elle deviendra un critère important qui contribuera à l'identification et à la reconnaissance des aires protégées.
à long terme	Les aires protégées doivent être gérées dans la durée et non comme une stratégie de gestion temporaire
la conservation	Dans le contexte de cette définition, la conservation fait référence au maintien in situ d'écosystèmes et d'habitats naturels et seminaturels et de populations viables d'espèces dans leurs environnements naturels et, dans le cas d'espèces domestiquées ou cultivées, dans l'environnement où elles ont développé leurs propriétés distinctives.
de la nature	Dans ce contexte, la nature fait toujours référence à la biodiversité aux niveaux génétique, spécifique et de l'écosystème et aussi, souvent, à la géodiversité, le modelé, et d'autres valeurs naturelles plus générales.
et les services écosystémiques qui lui sont associés	Signifie ici les services de l'écosystème qui sont liés, mais n'interfèrent pas avec les objectifs de la conservation de la nature. Ils peuvent comprendre des services d'approvisionnement comme l'eau et la nourriture ; des services de régulation comme celles des inondations, des sécheresses, de la dégradation des sols et des maladies ; des services de soutien comme la formation des sols et le cycle des nutriments ; et des services culturels comme les avantages récréatifs, spirituels, religieux et autres avantages non matériels.
Valeurs culturelles	Inclut celles qui n'interfèrent pas avec le résultat de la conservation (toutes les valeurs culturelles d'une aire protégée devraient répondre à ce critère), y compris en particulier : <ul style="list-style-type: none"> • celles qui contribuent aux résultats de la conservation (p. ex. les pratiques de gestion traditionnelles dont les espèces clés sont devenues tributaires) ; • celles qui sont elles-mêmes menacées.

Depuis 1994, l'UICN utilise une classification des aires protégées divisée en six catégories, selon leur objectif principal de gestion. Les États membres sont libres d'y ajouter des spécifications, selon leur contexte. (Dudley, 2008) Ces catégories reflètent les différentes visions du concept de la conservation, allant des aires protégées strictement protégées aux aires protégées où le développement économique est accepté, dans la mesure où il est compatible avec l'objectif premier de l'aire protégée, soit la conservation de la biodiversité. Les catégories de l'UICN sont reprises par le gouvernement québécois et le gouvernement mexicain, avec des différences de description (CONABIO, s. d.a ; MELCC, 2019g). Le tableau 1.2 présente les six catégories de l'UICN, en incluant leur description.

Tableau 1.2 Description des six catégories d'aires protégées de l'UICN (inspiré de : Dudley, 2008)

Catégorie	Caractéristiques principales
Ia : Réserve naturelle intégrale	<ul style="list-style-type: none"> Aire protégée qui est mise en réserve pour protéger la biodiversité et les caractéristiques géologiques/géomorphologiques de l'espace ciblé ; Les visites, utilisations et impacts humains sont strictement contrôlés et limités ; Peut servir d'aire de référence pour la recherche scientifique et la surveillance.
Ib : Zone de nature sauvage	<ul style="list-style-type: none"> Aire protégée généralement vaste, intacte ou légèrement modifiée, qui a conservé leur caractère et leur influence naturels ; Ne possède pas d'habitations humaines permanentes ou significatives ; Protégée et gérée aux fins de préserver leur état naturel ; Permet cependant l'accès au public ainsi que la résidence des peuples autochtones, si cela est compatible avec les objectifs de conservation.
II : Parc national	<ul style="list-style-type: none"> Vaste aire protégée naturelle ou quasi naturelle mise en réserve pour protéger des processus écologiques de grande échelle, ainsi que les espèces et les caractéristiques des écosystèmes de la région ; Fournit une base pour des opportunités de visites de nature spirituelle, scientifique, éducative et récréative, dans le respect de l'environnement et de la culture des communautés locales ; Les communautés autochtones peuvent utiliser les ressources naturelles du parc à des fins de subsistance, dans la mesure où les activités n'ont aucune incidence négative pour la conservation.
III : Monument ou élément naturel	<ul style="list-style-type: none"> Aire protégée mise en réserve pour protéger un monument naturel spécifique, qui peut être un élément topographique, une montagne ou une caverne sous-marine, une caractéristique géologique telle qu'une grotte ou même un élément vivant comme un îlot boisé ancien ; Protège une petite portion d'un territoire, importante pour la biodiversité et pour des éléments naturels exceptionnels ; Possède beaucoup d'importance pour les visiteurs ; Peut être importante pour des valeurs spirituelles ou culturelles.
IV : Aire de gestion des habitats ou des espèces	<ul style="list-style-type: none"> Aire protégée visant à protéger des espèces ou des habitats particuliers ; Représente généralement des écosystèmes considérés comme étant modifiés, fragmentés ou menacés de disparition ; Peut avoir besoin d'interventions régulières et actives pour répondre aux exigences d'espèces particulières ou pour maintenir des habitats ; Généralement ouverte au public ; Les activités des communautés autochtones y résidant doivent être compatibles avec les objectifs de conservation.
V : Paysage terrestre ou marin protégé	<ul style="list-style-type: none"> Aire protégée possédant un caractère distinct créé par l'interaction des hommes et de la nature produite au fil du temps ; Possède des valeurs écologiques, biologiques, culturelles et panoramiques considérables ; La sauvegarde de l'intégrité de cette interaction est vitale pour protéger et maintenir l'aire, la conservation de la nature associée ainsi que d'autres valeurs ; Les systèmes traditionnels de gestion sont souvent des composantes importantes pour l'agrobiodiversité ou de la biodiversité aquatique ; Permet une utilisation durable et traditionnelle des ressources.
VI : Aire protégée avec utilisation durable des ressources	<ul style="list-style-type: none"> Aire protégée vaste, préservant des écosystèmes et des habitats fauniques, ainsi que les valeurs culturelles et les systèmes de gestion des ressources naturelles traditionnelles qui y sont associées ; La plus grande partie de sa superficie présente des conditions naturelles ; une certaine proportion est soumise à une gestion durable des ressources naturelles ; Promeut une utilisation modérée des ressources naturelles, non industrielle et compatible avec la conservation de la nature.

Outre les aires protégées, l'Objectif 11 d'Aichi mentionne également l'importance des « autres mesures de conservation effectives par zone » (OECM), pour les objectifs concernant la conservation de la biodiversité (SCDB, s. d.c). Selon l'UICN, une OECM est :

« un espace géographique clairement défini, qui n'est pas reconnu comme étant une aire protégée, qui est gouverné et géré de manière à assurer la conservation *in situ* efficace de la biodiversité, avec des services écosystémiques associés, ainsi que des valeurs culturelles et spirituelles » (traduction libre de : UICN, 2018).

La différence repose sur le fait que la conservation de la biodiversité n'est pas l'objectif premier des OECM, mais elle fournit tout de même des résultats actifs dans la conservation des fonctions écologiques d'une zone et de sa biodiversité (UICN, 2018). Plusieurs modèles alternatifs de conservation peuvent entrer dans la catégorie des OECM. Concernant les peuples autochtones, les approches bioculturelles de la conservation sont de plus en plus étudiées. Elles tentent de démontrer l'interdépendance entre la diversité culturelle, venant principalement des pratiques, connaissances et innovations autochtones, avec la biodiversité. Ces approches tentent également de maintenir ou de revitaliser l'héritage bioculturel, à travers l'étude du domaine de la socioécologie. Elles cherchent donc à assurer que les actions de conservation mises en place respectent aussi les droits des communautés concernées, notamment en adoptant des mécanismes de gouvernance inclusifs qui incluent des valeurs, des connaissances et des visions multiples. Cela permet de garantir aux peuples autochtones l'accès aux terres et aux ressources. (Gavin *et al.*, 2015)

1.4 Les types de gouvernance existants dans les approches de conservation

Le terme « gouvernance » fait référence aux « interactions entre structures, processus et traditions qui déterminent comment le pouvoir et les responsabilités sont exercés, comment les décisions sont prises et si, et comment, les citoyens ou d'autres acteurs sont impliqués » (Graham, Amos et Plumptre, 2003). La gouvernance environnementale et territoriale vise un espace régional naturel ou administratif, circonscrit (Prévil, 2009). Elle fait référence aux processus, aux mécanismes et aux organisations par lesquels les parties prenantes en jeu influencent les décisions et les actions environnementales liées à un territoire (Lemos et Agrawal, 2006). La gouvernance dans les aires protégées permet de définir l'étendue du territoire à protéger, ses objectifs de gestion et de développement, les responsables des moyens financiers et des ressources humaines, les moyens entrepris pour respecter l'état de droit et la législation internationale, etc. (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2014).

Avec les changements survenus dans les dernières décennies, le modèle *top-down* exclusif qui caractérisait la gouvernance des aires protégées a été officiellement rejeté lors du cinquième Congrès mondial sur les parcs, en 2003, ayant été préalablement abandonné dans certains pays (UICN, 2005). La gestion des aires protégées était alors en grande majorité administrée par un gouvernement central, qui détenait l'autorité des processus décisionnels (Philipps, 2003). Le développement de la décentralisation et de l'implication citoyenne dans la prise de décision environnementale implique maintenant la participation de différents acteurs, instruments et pouvoirs, selon divers niveaux de réglementations et de processus décisionnel, résultant en la création de plusieurs alternatives de gouvernance (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2014). L'implication des communautés locales et autochtones dans la gouvernance environnementale est devenue un facteur essentiel pour assurer la pérennité des

écosystèmes, s'inscrivant aussi dans les principes du développement durable. Cette implication permet d'obtenir des décisions et des actions qui sont politiquement légitimes, socialement acceptées et durables, permettant donc une meilleure conservation du territoire. (Brondizio et Le Tourneau, 2016) Cependant, cette implication n'est pas encore présente dans tous les pays, puisque certains conservent encore un modèle de gouvernance *top-down* (Dudley *et al.* 2010).

Il existe également maintenant une pluralité de modèles de gouvernance des aires protégées. Ils peuvent impliquer la participation simultanée de plusieurs parties prenantes, dont les organismes non gouvernementaux, les agences gouvernementales, les agences internationales, les acteurs privés ainsi que les peuples autochtones ou les communautés locales. (Dudley *et al.*, 2014) Le tableau 1.3 expose les quatre grands types de gouvernance présentés par l'UICN et la CDB ainsi que leur description.

Tableau 1.3 Description des quatre grands types de gouvernance présentés par l'UICN et la CDB
(inspiré de : Borrini-Feyerabend *et al.*, 2014)

Type de gouvernance	Description
Gouvernementale (à plusieurs niveaux et même en combinant plusieurs institutions)	Autorité, responsabilité et imputabilité de décision détenue par un ou plusieurs organes gouvernementaux, relevant directement du gouvernement national, sous-national ou municipal. Le gouvernement est souvent propriétaire des aires protégées, détenant le contrôle sur les décisions majeures, pouvant cependant déléguer leur gestion quotidienne à d'autres acteurs, comme des ONG, des entreprises privées ou des communautés locales. (Worboys <i>et al.</i> , 2015)
Participative : plusieurs détenteurs de droits et d'autres parties prenantes ensemble	Autorité, responsabilité et imputabilité de décision partagée par deux ou plusieurs acteurs, selon différentes modalités décisionnelles, où les lois, les politiques de participation et de collaboration varient selon les pays. Certaines collaborations sont plus faibles, impliquant seulement l'information et la consultation informelles ou formelles des autres parties prenantes, tandis que d'autres partagent de manière formelle l'autorité des décisions. (Borrini-Feyerabend, Pimbert, Farvar, Kothari et Renard, 2004 ; Worboys <i>et al.</i> , 2015)
Privée (individus et organisations)	Autorité, responsabilité et imputabilité de décision d'une aire protégée détenue par son propriétaire privé (ONG, entreprises, corporations, individu, etc.) (Worboys <i>et al.</i> , 2015). La reconnaissance de l'objectif premier de la conservation dans les aires protégées privées est souvent convenue avec les gouvernements nationaux, par des processus législatifs, ce qui peut limiter la liberté d'action des propriétaires en échange de reconnaissance économique (Dudley, 2008).
Collective : peuples autochtones et/ou communautés locales	Autorité, responsabilité et imputabilité de décision d'une aire protégée détenues par des groupes autochtones ou des communautés locales de manière collective, grâce à des institutions communautaires, des organisations coutumières et locales, ainsi que des lois, qui divergent selon les différentes cultures. (Worboys <i>et al.</i> , 2015)

La gouvernance partagée ainsi que la gouvernance collective par les peuples autochtones ou les communautés locales font référence au modèle de conservation *bottom-up* et aux projets de cogestion, qui intègrent une meilleure participation des groupes citoyens concernés par les stratégies de conservation mises en place (Dudley *et al.*, 2014). Ce modèle est de plus en plus adopté, puisqu'il fait partie des recommandations des agences internationales de conservation, et aussi par le fait qu'il apporte de nombreux avantages financiers, juridiques et politiques démontrés par diverses études (Nelson et Chomitz, 2011 ; Redford et Painter, 2006). Les projets de cogestion sont très variés dans le monde, incluant diverses approches de gouvernance participatives et collaboratives (Lockwood, Worboys et Kothari, 2006). Les approches participatives sous-entendent la participation active des groupes citoyens dans les processus de développement des politiques environnementales et leur

application, malgré le fait que les décisions politiques majeures restent principalement sous le contrôle des gouvernements. Dans les approches collaboratives, les décisions sont prises par consensus, avec la participation assurée et égalitaire de toutes les parties prenantes présentes. (Lockwood *et al.*, 2006) Les niveaux de participation varient entre la non-participation ou l'ignorance, l'obligation d'informer les parties prenantes, la mise en place d'une consultation informelle ou formelle, la négociation, la participation réelle et partagée des parties prenantes dans les décisions, ainsi que la délégation complète de l'autorité à une communauté. (Borrini-Feyerabend, Kothari et Oviedo, 2004 ; Lockwood *et al.*, 2006) La figure 1.3 démontre les différentes options de gouvernance participative présentes dans les aires protégées.



Figure 1.3 Options de gouvernance participative dans les aires protégées (inspiré de : Borrini-Feyerabend *et al.*, 2004)

1.4.1 Les bénéfices de la participation locale

Plusieurs bénéfices sont associés à une bonne participation locale dans les stratégies de conservation du territoire. Elle permet d'abord l'intégration d'une meilleure démocratie et d'une équité, en intégrant les populations marginalisées, qui sont généralement exclues des processus de décisions. Ces dernières peuvent alors être actives et représentées dans les processus décisionnels, pour faire valoir leurs intérêts et leurs besoins (Martin et Sherington, 1997). Également, l'inclusion d'une bonne participation permet d'augmenter la confiance des citoyens et des locaux envers le processus décisionnel, ce qui facilite l'acceptation sociale des actions entreprises. Une meilleure participation implique également le renforcement des mécanismes, des institutions locales et de l'intégration des connaissances (comme les TEK). Cela implique également le renforcement de la capacité des parties prenantes à utiliser ces éléments. (Wallerstein, 1999) Comme mentionné précédemment, la participation des communautés locales favorise également les objectifs de conservation, puisqu'elle permet de réaliser des décisions transparentes, acceptées et durables (Brondizio et Le Tourneau, 2016). Les réglementations et les normes présentes dans les aires protégées seront donc davantage respectées si les parties prenantes concernées peuvent participer aux décisions (Stojanovic *et al.*, 2004). Les TEK disponibles sur le milieu naturel sont également des connaissances importantes à intégrer aux décisions environnementales, ce qui est possible grâce à la participation des communautés locales et autochtones dans les décisions (Dowie, 2011).

1.4.2 Les aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC)

Les aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) sont des espaces gouvernés *de facto* par les peuples ou les communautés autochtones. Ils sont un exemple d'alternative de gouvernance acceptée par l'UICN. Elles peuvent être considérées comme des aires protégées ou des OECM, dépendamment de leurs principaux objectifs de conservation. Le terme APAC provient du développement des *Community Conserved Areas* (aires communautaires conservées), reconnues durant le Congrès mondial sur les parcs de 2003 (Smyth, 2015). Les *Community Conserved Areas* étaient considérées comme des zones établies dans le passé, sur lesquelles les communautés locales et autochtones possédaient un lien culturel et une autorité de décision, où des résultats de conservation positifs ont été atteints par les pratiques culturelles d'exploitation des ressources mises en place (Smyth, 2015). Le nouveau terme d'APAC a été intégré dans les alternatives de gouvernance proposées par l'UICN depuis 2008 (Smyth, 2015). Les APAC présentent trois caractéristiques principales :

- « (1) Une population autochtone ou une communauté locale a un lien étroit et profond avec un site (territoire, aire ou habitat naturel) ;
- (2) La population ou la communauté est l'acteur majeur dans la prise de décisions relatives au site et a la capacité en fait et/ou en droit d'élaborer et de faire respecter des réglementations ;
- (3) Les décisions et les efforts de la population ou de la communauté permettent la préservation de la biodiversité, des fonctions écologiques et des valeurs culturelles associées, indépendamment des motivations originales ou principales. » (Borrini-Feyerabend *et al.*, 2013)

Les APAC sont très variées, pouvant comprendre des territoires autochtones, des paysages terrestres et marins d'importance culturelle, des sites naturels sacrés, des routes migratoires de peuples nomades, des territoires du patrimoine bioculturel, des réserves de ressources durables, et des aires gérées par des communautés (Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE], 2019). Les APAC font donc référence à plusieurs désignations dans différents termes et langages, ce qui complexifie leur compréhension et leur définition. Les concepts de gouvernance au sein des APAC divergent également à travers le monde, tout comme leurs objectifs de conservation. La gouvernance peut donc être démocratique ou hiérarchisée, simple ou complexe, dépendamment des groupes ethniques et des communautés concernés par la gestion d'un même territoire et de ses ressources. (UICN, s. d.)

En général, les APAC permettent de mieux intégrer les modes de vie et les pratiques culturelles des communautés dans les objectifs de conservation (Ross, Sherman, Snodgrass, Delcore et Sherman, 2016 ; UICN, s. d.). Les communautés autochtones peuvent donc vivre sur leurs terres ancestrales, en favorisant la mise en œuvre de leurs activités traditionnelles et culturelles, qui respectent la préservation de la nature, ainsi que la transmission de leurs savoirs. Les APAC permettent aussi d'améliorer la participation des communautés dans les processus sociaux et politiques, pour renforcer leur pouvoir politique, sécuriser leurs droits sur la terre et ses ressources naturelles. (Ross *et al.*, 2016) Également, d'après les études de Gilligan (2006) effectuées dans les *Indigenous Protected Area* (IPA) de l'Australie qui sont une variante des APAC, 95 % des gestionnaires autochtones des IPA ont rapporté obtenir des bénéfices de développement économique ainsi que des bénéfices sociaux indirects, notamment pour l'éducation, le bien-être des familles et la réduction de la toxicomanie.

Malgré les bénéfices qu'elles peuvent apporter pour la conservation et les communautés autochtones et locales, les APAC font face à de nombreux défis. Par exemple, selon les études de Ross *et al.* (2009) effectuées sur les IPA en Australie, les systèmes, les institutions et les valeurs des peuples autochtones présents dans les IPA ne sont pas toujours respectées ou reconnues par les autres parties prenantes, qui fonctionnent davantage selon un système politique centralisé et occidental. Ainsi, même lorsque leur gouvernance est reconnue dans les APAC, les communautés autochtones subissent souvent des pressions gouvernementales qui les poussent à adopter des structures de gestion qui répondent aux conceptions occidentales et qui ne sont pas efficaces dans leur contexte local (UICN, s. d.). Les études de Gillian (2006) rapportent aussi le manque de financement et de subventions disponibles pour les IPA, ce qui limite la mise en œuvre des projets de conservation et de développement culturel. Cette limite est également présente dans la plupart des projets développés selon les approches bioculturelles (Gavin *et al.*, 2015). L'UICN (s. d.) indique également que les APAC subissent des attaques provenant des pressions marchandes, où les grandes industries et les agences gouvernementales cherchent à privatiser ou à nationaliser les ressources pour les exploiter. Les activités minières, l'exploitation forestière, l'agriculture et l'élevage à grande échelle ainsi que le développement touristique sont des exemples d'activité pouvant nuire aux APAC (UICN, s. d.).

Conséquemment, les alternatives de conservation et les différents types de gouvernance sont encore des concepts en développement, qui divergent énormément selon les différents contextes environnementaux, sociaux, politiques et économiques présents dans le monde. Certaines initiatives sont plus efficaces que d'autres, démontrant de réels bénéfices et améliorations dans la qualité de vie des communautés locales et autochtones concernées, tout comme dans la préservation de leurs milieux. D'autres restent problématiques, aux prises avec de nombreux défis. Ils sont complexifiés par la présence de différentes parties prenantes qui se disputent la gestion d'un même territoire en tentant d'y imposer divers objectifs de conservation, qui se rapportent à divers besoins, valeurs ou aspirations.

Les tensions entre les droits de la personne et la conservation de la nature continuent donc d'exister, tandis que les conflits et les violences perpétrés contre les peuples autochtones et les communautés locales perdurent dans certaines régions (Crawhall, 2018). Ces derniers luttent maintenant principalement contre « l'économie verte » et la privatisation des terres du régime capitaliste, où les aires protégées restent sujettes au développement économique basé sur l'extraction, qui augmente les injustices causées contre les droits humains et le bien-être (Crawhall, 2018 ; Morin, 2013).

1.5 Les problématiques et les enjeux de la conservation

Les pressions qui menacent la biodiversité sont de plus en plus nombreuses et complexes, amenant de nombreux défis. Les changements climatiques augmentent la fréquence et l'intensité des événements climatiques extrêmes. Ils entraînent également des changements structuraux dans les écosystèmes, qui causent la modification de la répartition des espèces et de l'organisation des réseaux trophiques, l'augmentation des extinctions et la prolifération des espèces invasives, entre autres choses. L'augmentation de la population et le mode de consommation actuel, basé sur le profit, entraînent également une croissance dans la demande des ressources. Cela cause l'augmentation des activités industrielles, agricoles et d'extraction, ce qui favorise la pollution et la destruction des habitats naturels.

(Barber, Miller et Boness, 2004) Ces éléments créent de plus en plus de pression sur les aires protégées, dont les ressources sont davantage sollicitées, autant en leur sein que sur leurs frontières (Worboys, Lockwood et Kothari, 2015).

De ce fait, la mise en place et la gestion des aires protégées, ainsi que d'autres mesures de conservation, deviennent des tâches extrêmement complexes, qui demandent une expertise de plus en plus développée qui dépasse le cadre scientifique. En effet, la science de la conservation est un domaine en constant changement. Elle inclut maintenant une multitude de connaissances issues de divers domaines d'étude, de facteurs environnementaux, économiques et sociaux, ainsi que de parties prenantes, qui compliquent le choix, l'établissement et l'efficacité des stratégies de conservation (Primack, 2014). D'innombrables agences, entreprises et organismes internationaux proposent des politiques, des résolutions, des conventions et des plans d'action qui se contredisent dans leurs méthodes de conservation à appliquer. Face à ces multiples facteurs, il est de plus en plus difficile de déterminer quelles sont les bonnes approches de conservation à mettre en place. La conservation se heurte également aux différents contextes socio-économiques, qui impliquent la possibilité de mettre en place divers types de gouvernance avec différents acteurs qui possèdent des pouvoirs financiers et politiques inégaux (Worboys *et al.*, 2015). Par exemple, certaines aires protégées sont administrées par de petits organismes qui ne possèdent pas de pouvoir politique ou de ressources financières adéquates pour assurer leur gestion et le respect des objectifs de conservation (Colchester, 2003). De plus, le fait de définir les peuples autochtones comme des environmentalistes traditionnels en les intégrant automatiquement dans les stratégies de conservation a créé plusieurs désaccords entre les professionnels de la conservation (Kohler et Brondizio, 2017 ; Lockwood *et al.*, 2006). Bien que leur participation soit de plus en plus reconnue à l'international, de nombreux enjeux concernant leur intégration efficace restent encore non résolus.

1.5.1 Les modifications des pratiques autochtones et les relocalisations imposées

Il est impossible d'assumer que tous les peuples autochtones ont le désir et les moyens de préserver les milieux naturels (Kohler et Brondizio, 2017). En effet, il existe une grande variété de cultures, où les différents peuples possèdent un large éventail d'aspirations politiques, culturelles et économiques, qui ne sont pas toujours en accord avec les priorités de conservation (Garnett *et al.*, 2018). En plus, leurs pratiques culturelles et leur mode de vie ont été modifiés par l'arrivée des Occidentaux, les politiques colonialistes ainsi que par la mondialisation (Colchester, 2003 ; Lockwood *et al.*, 2006). Certains peuples ont perdu de grandes portions de leurs terres ancestrales, étant maintenant regroupés dans des réserves ou des territoires beaucoup plus restreints, ce qui a modifié les schémas traditionnels de gestion, de propriété et d'utilisation du territoire (Colchester, 2003). L'adoption de nouvelles technologies, comme la mécanisation du transport et la machinerie agricole, l'utilisation de pesticides ou d'armes à feu pour la chasse, ainsi que de nouveaux modes de consommation, ont modifié leurs pratiques considérées comme étant durables pour l'environnement. Ces changements modifient la relation que ces communautés ont avec la nature, se soldant souvent en une exploitation abusive de leurs ressources et une dégradation de l'environnement. (Lockwood *et al.*, 2006)

Les relocalisations imposées aux peuples autochtones pour créer les parcs nationaux et les aires protégées sont l'un des aspects de la conservation les plus controversés, à cause des nombreuses injustices sociales créées à travers le monde (Colchester, 2003 ; Dowie, 2011 ; Kohler et Brondizio, 2017 ; West, Igoe et Brockington., 2006). Les relocalisations impliquent le déplacement forcé des communautés de leur chez-soi afin de réserver ces zones à la conservation de la biodiversité. Cela implique leur exclusion économique, dont l'interdiction de l'utilisation des ressources du territoire dans les zones protégées. Les autochtones ont souvent été déplacés vers des zones restreintes ou des réserves, où ils ne pouvaient plus pratiquer leurs moyens de subsistance traditionnels puisqu'ils étaient maintenant privés de leurs vastes territoires. (West *et al.*, 2006) Outre leurs besoins économiques, ils ont également été privés de leur lien symbolique et culturel qu'ils entretiennent avec leur territoire. Ces relocalisations et les restrictions ont contribué à l'appauvrissement des communautés autochtones. (Colchester, 2003 ; West *et al.*, 2006) Ces abus ont longtemps été ignorés ou même encouragés par les grandes ONG œuvrant pour la conservation ainsi que les États, surtout en Afrique et en Amérique (West *et al.*, 2006). Kohler et Brondizio (2017) citent l'exemple de l'Amazonie Brésilienne, où la création d'un parc national dans le nord-est de la côte brésilienne dans les années 1950 a entraîné l'expulsion des peuples autochtones vers une réserve d'une superficie qui représente moins du tiers des territoires du parc national. Privées de leurs ressources et d'opportunités économiques, les communautés autochtones ont rapidement abandonné leurs pratiques traditionnelles de subsistance pour participer aux industries de plantations d'eucalyptus, d'élevage et d'exploitation forestière. Ces activités ont dégradé les milieux naturels du parc national. L'exclusion et la relocalisation des communautés locales restent encore des pratiques de conservation pratiquée dans certains États (Gion et Chebanne, 2013).

Conséquemment, pour pouvoir répondre efficacement aux objectifs d'Aichi, les stratégies de conservation doivent impérativement inclure la considération des pressions économiques et sociales locales exercées sur les peuples autochtones, ainsi que leurs besoins (Kohler et Brondizio, 2017). Garnett *et al.* (2018) ajoutent également qu'il est nécessaire de leur fournir des ressources et du soutien financier pour qu'ils puissent développer une expertise et des institutions afin d'assurer leur meilleure participation dans les stratégies de conservation.

1.5.2 L'écotourisme des cultures autochtones

Les problèmes engendrés par la relocalisation ont également amené les politiques de conservation à chercher des alternatives permettant aux autochtones de résider au sein des aires protégées, sous condition qu'ils continuent à vivre selon leur mode de vie traditionnel. Cette approche, qualifiée d'« *enforced primitivism* », a été utilisée notamment pour des intérêts touristiques, afin de tirer un profit économique de la présence autochtone au sein des aires protégées (Colchester, 2003). Elle fait partie du développement de l'écotourisme, une stratégie de conservation et de développement encore en vigueur dans plusieurs aires protégées. L'écotourisme est une pratique touristique considérée comme étant respectueuse pour l'environnement. Elle permet de profiter, d'apprécier et d'étudier la faune, la flore, les paysages naturels ainsi que les manifestations culturelles possibles d'y rencontrer, faisant la promotion de la conservation. (Ceballos Lascuráin, 1996)

Les personnes vivant dans les aires protégées utilisent l'écotourisme comme une source de revenu, ce qui peut être bénéfique pour leur développement économique ainsi que pour les objectifs de conservation. Cependant, cela amène également plusieurs enjeux, en particulier lorsque les autorités publiques cherchent à faire davantage de profit en considérant les milieux naturels et les cultures autochtones comme des capitaux. Cela peut contribuer à maintenir les populations autochtones dans le rapport colonial, où leur culture traditionnelle est utilisée pour le développement économique de l'État, sans nécessairement les inclure dans la gestion du territoire. (Ventura, 2015) Également, l'écotourisme amène des formes d'utilisation des ressources des aires protégées qui n'étaient pas présentes ou employées à la même fréquence auparavant, pouvant amener des effets négatifs pour la conservation (West *et al.*, 2006). Par exemple, au Brésil l'écotourisme a amené l'expansion de l'économie artisanale des communautés autochtones, ce qui a créé davantage d'exploitation forestière dans les zones protégées, surtout pour les produits ligneux d'espèces rares et protégées (Kohler et Brondizio, 2017).

1.5.3 L'économie verte et la conservation néolibérale

En lien avec les problèmes du développement économique, le nouveau paradigme de la conservation a mené également vers l'adoption de « l'économie verte » ou « économie écologiquement durable », lancée en 2012 lors de la Conférence de Rio +20 (McAfee, 2015 ; PNUE, 2011). Cette stratégie a été adoptée par plusieurs agences multilatérales, comme la Banque mondiale, le PNUE et la IPBES (McAfee, 2015). Le PNUE définit l'économie verte comme étant « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources » (PNUE, 2011). Elle implique le développement de plusieurs initiatives environnementales pouvant rapporter des bénéfices économiques, comme l'écotourisme, le marché du carbone, les programmes de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégénération forestière (REDD), les programmes de paiements pour les services environnementaux (PSE), les compensations financières ainsi que le développement de nouvelles opportunités d'emplois qui se rapportent également à la conservation néolibérale (Dudley et Stolton, 2010 ; Holmes et Cavanagh, 2016). La gestion des problèmes environnementaux et de conservation est donc adaptée au système économique dominant, le capitalisme, qui considère les éléments de la nature comme des capitaux.

Comme l'argumentent Holmes et Cavanagh (2016), malgré le fait que ce type de conservation peut rapporter certains bénéfices, ses impacts positifs et négatifs sont cependant souvent inégalement répartis entre les différents groupes impliqués. Cela s'explique par la présence de pouvoirs de décisions inégaux reliés aux clivages sociaux préexistants. Conséquemment, les avantages reviennent souvent aux plus riches et aux plus puissantes parties prenantes, soient les élites locales, les industries, les banques et le gouvernement, tandis que les droits des groupes les plus marginalisés sont souvent négligés. Les groupes autochtones ont notamment rejeté les pratiques de l'économie verte durant la conférence de Rio +20, déclarant qu'il s'agissait d'une continuation du colonialisme et du non-respect de leurs droits sociaux (Réseau environnemental autochtone, 2019). Ils affirment qu'il s'agit d'une nouvelle manière de privatiser les milieux naturels pour les transformer en capital et pour les exploiter afin de faire du profit, continuant ainsi la destruction environnementale au nom de la conservation de la

nature et du développement durable (Boehnert, 2015 ; Morin, 2013 ; Réseau environnemental autochtone, 2019). Les études de Fairhead, Leach et Scoones (2012) donnent l'exemple des forêts tropicales, qui sont maintenant considérées pour le stockage du carbone par les projets REDD, ainsi que comme une source de financement pour la conservation de la biodiversité. Les groupes investissant dans le développement de ces projets et dans la conservation des forêts tropicales ne reconnaissent pas les droits des peuples autochtones et le partage des biens communs, ce qui provoque souvent de nouveaux cas d'expulsion et de dépossession (Fairhead *et al.*, 2012).

En résumé, la conservation de la biodiversité a beaucoup évolué durant les deux derniers siècles, menant vers un paradigme de la conservation, qui est davantage axé sur le développement durable, l'implication des communautés locales et l'économie néolibérale. Malgré les avancées scientifiques et sociales, qui ont en partie été influencées par les revendications des peuples autochtones et des communautés locales, plusieurs problématiques restent tout de même actuelles concernant la gestion des aires protégées et leur gouvernance. Ces problématiques sont notamment visibles dans les réserves de biosphère mexicaines de la *Sierra Madre de Chiapas* (SMC), qui sont occupées par diverses communautés autochtones et locales. Ces aires protégées disposent de peu de mécanismes qui permettent une intégration efficace de la participation de ces communautés, ce qui entraîne de nombreux conflits sociaux qui ont des impacts environnementaux importants. Le prochain chapitre présente plus en détail le fonctionnement des aires protégées au Mexique, ainsi que le cas des réserves de biosphère *El Triunfo* et *La Sepultura*, qui sont présentes dans la SMC.

2. LES PROBLÉMATIQUES DE GESTION ET DE GOUVERNANCE DANS LES RÉSERVES DE BIOSPHERE *EL TRIUNFO* ET *LA SEPULTURA* DE LA SIERRA MADRE DE CHIAPAS

Près de 60 à 70 % de la biodiversité mondiale est contenue dans 17 pays, qui sont qualifiés de pays « mégadivers » (Perales et Aguirre, 2008). Parmi ces derniers, le Mexique est considéré comme le cinquième pays contenant le plus de biodiversité et le quatrième pays contenant le plus d'espèces endémiques (Sarukhán *et al.*, 2017). L'endémisme fait référence à une espèce ou à un groupe d'espèces qui vivent dans une zone géographique particulière ou isolée par des éléments naturels ou géopolitiques (Martínez-Camilo, Pérez-Farrera et Martínez-Meléndez, 2012). L'état du Chiapas, situé dans le sud-est du Mexique, est l'état qui contient le plus de biodiversité, représentant environ 62 % de la biodiversité mexicaine. Il est particulièrement important pour sa diversité floristique et faunique, regroupée dans ses nombreux écosystèmes de forêts tropicales. (Cruz Angón, Melgarejo, Camacho Rico et Nájera Cordero, 2013) Cette biodiversité est cependant constamment menacée par les activités anthropiques exercées par les communautés locales ou les autres acteurs présents, qui causent des modifications de l'utilisation des sols. Cela transforme la composition floristique, la structure et les fonctions des écosystèmes. (Ochoa-Gaona et González-Espinosa, 2000 ; Ramírez-Marcial, González-Espinosa et Williams-Linera, 2001).

Au Mexique, il existe une corrélation étroite entre la diversité biologique et culturelle. Plus de 47 % des zones ciblées pour la conservation de la biodiversité mexicaine correspondent à des territoires autochtones (Sarukhán *et al.*, 2017). La population autochtone du Chiapas représente environ 25 % de sa population totale et occupe approximativement 81 % de son territoire. Elle est principalement concentrée dans les zones montagneuses qui sont riches en biodiversité unique. (Burgete et Mayor, 2013) De ce fait, le gouvernement considère qu'il est essentiel de développer des plans de gestion des aires protégées qui intègrent la participation et la gouvernance des autochtones et des communautés locales, pour assurer une conservation à long terme de la biodiversité. (Sarukhán *et al.*, 2017). Cependant, cette considération est rarement appliquée dans la majorité des aires protégées du pays, ce qui crée de nombreux conflits sociaux entre les autorités responsables de la conservation et les communautés locales (Durand, Figueroa et Trench, 2014). Les prochaines sections explorent le système des aires naturelles protégées du Mexique ainsi que leurs problématiques de gestion liées à la présence des communautés autochtones et locales, en prenant le cas des réserves de biosphère *El Triunfo* et *La Sepultura*, qui sont comprises dans le territoire de la SMC.

2.1 Le système des aires naturelles protégées au Mexique

Au Mexique comme à l'international, les aires protégées sont utilisées comme premier outil pour assurer la conservation de la biodiversité. Leur structure et leurs modalités de gestion sont intégrées dans le *Sistema Nacional de Áreas Protegidas* (SINAP ; Système national d'aires protégées). (Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas [CONANP], 2018) Ce système comprend différents types d'aires protégées, qui sont d'abord catégorisées selon de leur appartenance administrative : elles peuvent être fédérales, étatiques, municipales, communales ou privées (CONABIO, s. d.a). Le système des aires protégées fédérales est le plus important au pays. La *Comisión Nacional de Áreas Naturales*

Protegidas (CONANP; Commission nationale des aires naturelles protégées) est l'institution principale qui s'occupe de l'administration des aires protégées au niveau fédéral. Il s'agit d'un organisme décentralisé du *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (SEMARNAT ; Ministère de l'environnement et des ressources naturelles). (CONABIO, s. d.a ; Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales [SEMARNAT], 2018) Les aires protégées fédérales sont créées par décret présidentiel et leurs activités doivent se conformer à la *Ley General del Equilibrio Ecológico y Protección al Ambiente* (LGEEPA ; Loi générale sur l'équilibre écologique et la protection de l'environnement), ainsi qu'à ses règlements et à leur programme de gestion (SEMARNAT et CONANP, 2016). La CONANP administre un total de 182 aires protégées, réparties en six catégories principales relatives aux catégories de l'UICN (voir annexe 1 ; CONANP, 2019).

Selon la LGEEPA, en plus de ces catégories, il existe aussi des parcs, des réserves étatiques ainsi que des zones de préservation écologique, qui sont établis par la législation locale ou par les municipalités concernées. Également, il y a les *Áreas Destinadas Voluntariamente a la Conservación* (ADVC; Aires destinées volontairement à la conservation), qui sont une stratégie de conservation complémentaire aux aires protégées mexicaines (CONANP, 2018). Il s'agit de zones certifiées par le SEMARNAT, qui ont été proposées par des communautés locales, des organisations sociales, publiques ou privées, ainsi que des individus, qui souhaitent allouer volontairement leurs biens et leur territoire à la conservation (SEMARNAT, 2018). Tous ses types et catégories d'aires protégées font partie du SINAP. Leur superficie est comptabilisée pour atteindre les objectifs d'Aichi. Les dernières données de la CONANP indiquent qu'environ 10,6 % de la superficie totale du territoire continental national et 22,3 % de la superficie marine sont protégés par le SINAP (CONANP, 2018).

Selon l'article 47 de la LGEEPA, le SEMARNAT doit encourager la participation et la concertation des habitants, des propriétaires, des gouvernements locaux, des peuples autochtones ou d'autres organisations sociales, publiques ou privées, dans l'établissement, l'administration et la gestion des aires protégées. La loi indique également que les peuples autochtones peuvent pratiquer leurs activités dans les aires protégées à condition qu'elles respectent les modalités de conservation décrites dans la LGEEPA et qu'elles présentent un plan de gestion approprié, qui doit être préférentiellement autorisé par le SEMARNAT (LGEEPA, art. 64).

2.1.1 Les réserves de biosphère

Les aires protégées *El Triunfo* et *La Sepultura* font partie de la catégorie des réserves de biosphère (CONANP, 2018). Comme expliqué dans le précédent chapitre, les réserves de biosphère sont un concept créé dans le cadre du programme MAB, réalisé par l'UNESCO. Le MAB a pour but de concilier la conservation de sites terrestres ou côtiers avec le développement économique, culturel et social, en y encourageant la participation des communautés locales. (UNESCO, 2017b ; UNESCO, 2017c) Il s'agit donc de sites d'apprentissage, où sont testés plusieurs projets de gestion et de gouvernance alternative, afin d'améliorer les interactions entre les sociétés présentes et les volontés de conservation de la nature (UNESCO, 2017c). Les réserves de biosphère sont désignées par le Conseil international de coordination du MAB, mais elles restent sous la juridiction souveraine de l'État qui les met en place (UNESCO, 2017c). Le Mexique est l'un des rares pays à avoir intégré ce concept dans sa législation

nationale, en le décrivant dans la LGEEPA (Halffter, 2011). Selon les dernières données de la CONANP (2019), le pays possède 44 réserves de biosphère qui recouvrent une superficie totale de 62,95 M ha, ce qui représente environ 69 % de la superficie totale occupée par les aires protégées. L'annexe 2 présente la distribution géographique des réserves de biosphère au Mexique.

Les réserves de biosphère possèdent trois zones interdépendantes, qui remplissent des fonctions complémentaires reliées à la conservation, au développement et au soutien logistique (UNESCO, 2017b). Selon la LGEEPA, la zone nucléaire comprend les écosystèmes qui sont strictement protégés. Les activités anthropiques qui altèrent les écosystèmes y sont complètement interdites pour assurer la conservation de la biodiversité, ce qui implique les activités traditionnelles des peuples autochtones. Il peut y en avoir plusieurs dans une même réserve. Ces zones sont souvent protégées par des instruments juridiques de législation nationale, qui garantissent la protection des éléments des milieux naturels les plus importants, ainsi que la préservation des services écosystémiques. Autour de la zone nucléaire, il y a une zone tampon qui est utilisée pour y pratiquer des activités écologiques qui servent à renforcer la recherche, le suivi, la formation et l'éducation scientifiques de la conservation de la biodiversité de la région. Certaines activités durables pratiquées par les communautés locales et autochtones y sont autorisées. Elles permettent un développement économique, social et culturel de la région, tout en respectant les objectifs de conservation. La zone de transition ou la zone d'influence est comprise à l'extérieur des réserves. (Maximiliano-Martínez, 2015; UNESCO, 2017b)

2.2 La Sierra Madre de Chiapas et les réserves *El Triunfo* et *La Sepultura*

La SMC est une chaîne de montagnes qui traverse le sud-est du Mexique, en continuant vers le Guatemala, le Salvador et le Honduras. Au Mexique, elle est comprise dans l'état du Chiapas et s'étend sur plus de 250 km, comprenant des altitudes qui peuvent atteindre plus de 4 000 mètres au-dessus du niveau de la mer. (Cortina-Villar *et al.*, 2012) Les principaux types de climats rencontrés dans la SMC sont des climats tropicaux humides et/ou subhumides, avec une température moyenne annuelle qui varie entre 18 et 22 °C. Dans les parties plus élevées, la température moyenne annuelle est plus basse, allant de 12 à 18 °C, correspondant à un climat tempéré subhumide. En raison de ses variations climatiques, il y existe une grande variété d'écosystèmes distribués dans les différentes élévations de la chaîne de montagnes, dont les forêts tropicales caducifoliées, les forêts tropicales sempervirentes, les forêts de pins et de chênes, les forêts de nuage, etc. (Vidal-Rodríguez, Alba López et Contreras Muro, 2014) Les écosystèmes de la SMC fournissent de nombreux services écosystémiques importants pour les municipalités de la région, permettant notamment la régulation du régime hydrique, la capture de l'eau par ses bassins versants, ainsi que le stockage du carbone (Cortina-Villar *et al.*, 2012). Cependant, durant les dernières décennies, le couvert forestier de la SMC a fortement diminué. Les études de Villafuerte (2010) démontrent que sa superficie a été réduite de plus de 70 % en seulement 15 ans, entre 1990 et 2005. Conséquemment, plusieurs aires protégées ont été créées pour assurer la conservation de la SMC, dont les réserves de biosphère *El Triunfo* (RBTRI) et *La Sepultura* (RBSEP).

La RBTRI est située au sud de la SMC. Elle a été déclarée en 1990 comme réserve de biosphère officielle par la CONANP (Instituto Nacional de Ecología [INE], 1998). Elle possède une superficie totale d'environ 119 000 ha, dont environ 26 000 ha sont compris dans ces cinq zones nucléaires (voir figure

2.1). Elle comprend une topographie qui s'étend de 450 mètres au-dessus du niveau de la mer à plus de 2 750 mètres. (CONANP, 2018 ; INE, 1998) Selon la classification de Rzedowski (2006), la RBTRI regroupe plus de sept types d'écosystèmes, dont des forêts tropicales sempervirentes, des forêts tropicales caducifoliées, des forêts de pins et de chênes, des forêts de conifères, ainsi que des forêts de nuage (CONANP, 2018 ; Pérez-Farrera, 2004). Il s'agit d'une des aires protégées les plus importantes au Mexique, puisqu'elle contient les forêts de nuage les plus vastes et les mieux préservées au pays (Challenger et Caballero, 1998). Les travaux de Martínez-Camilo *et al.* (2012) y dénombrent plus de 347 espèces endémiques au Chiapas, au Mexique et aux pays d'Amérique centrale, dont la plupart sont associées aux forêts de nuage. Il y a huit municipalités présentes sur le territoire de la RBTRI : Acacoyagua, Ángel Albino Corzo, Escuintla, La Concordia, Montecristo de Guerrero, Pijijiapan, Siltepec et Villa Corzo (CONANP, 2018). Environ 11 000 habitants vivent à l'intérieur des limites la réserve (Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática [INEGI], 2011).

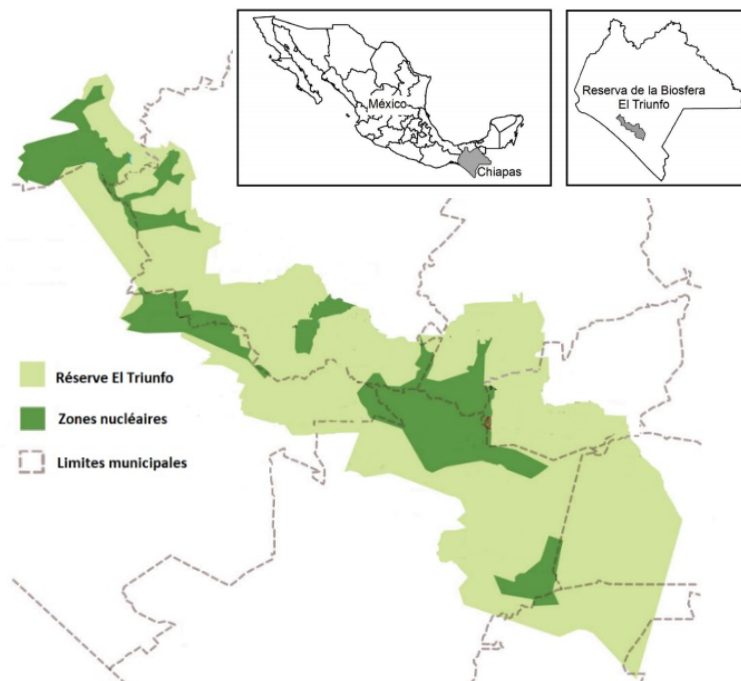


Figure 2.1 Localisation de la réserve de biosphère *El Triunfo* (modifié de : Fondo de Conservación El Triunfo [FONCET], s. d.)

La RBSEP est située dans le nord-est de la SMC, ayant été déclarée officiellement comme aire protégée par le Mexique en 1995 (INE, 1999). Elle recouvre actuellement une surface d'environ 167 000 ha, dont environ 14 000 ha font partie de ses cinq zones nucléaires (voir figure 2.2). L'altitude varie entre 60 m et 2 550 m. Ses écosystèmes regroupent des forêts de conifères, des forêts de pins et de chênes, des forêts de nuage, des forêts tropicales caducifoliées, des forêts tropicales sempervirentes ainsi que des zones de pâturage et de savanes. (CONANP, 2018 ; INE, 1999) Tout comme la RBTRI, la RBSEP contient une grande variété floristique et faunique. Elle possède notamment un registre de plus de 400 espèces de vertébrés, dont 121 sont considérées comme des espèces menacées ou en danger d'extinction, ce qui explique sa haute valeur écologique (Maximiliano-Martínez, 2015). C'est également un habitat particulièrement important pour une centaine d'espèces d'oiseaux migratoires, qui séjournent

en Amérique centrale en hiver (CONANP, 2018). La RBSEP comprend le territoire de six municipalités : Villaflores, Arriaga, Tonalá, Jiquipilas, Villacorzo et Cintalapa (Maximiliano-Martínez, 2015). Environ 25 000 personnes habitent à l'intérieur de la réserve, dont 89 % vivent dans des établissements ruraux (García-Amado, Ruiz Pérez et Barrasa García, 2013). La figure 2.2 illustre la représentation géographique de la RBSEP.

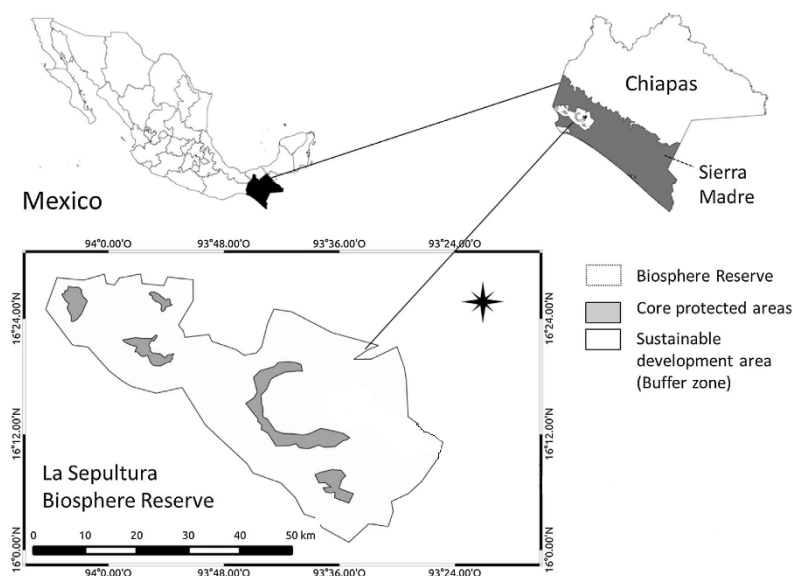


Figure 2.2 Localisation de la réserve de biosphère *La Sepultura* (modifié de : Braasch, García-Barrios, Ramírez-Marcial, Huber-Sannwald et Cortina-Villa, 2017)

2.2.1 Les caractéristiques des forêts de nuages de la SMC

Les forêts de nuages de la SMC couvrent plus de 293 700 ha. La majorité se retrouve dans la RBTRI et dans la RBSEP. (Navarrete, Méndez, Flamenco et Patrocino, 2010) Il s'agit d'écosystèmes tropicaux uniques et peu répandus dans le monde, situés principalement dans les régions montagneuses qui comportent des altitudes de 1 500 à 25 000 mètres et qui sont recouvertes d'une couche d'humidité quasi permanente (González-Espinosa *et al.*, 2014). Au Mexique, cet écosystème représente environ 1 % de la superficie du pays, en incluant les zones de végétation secondaires (CONABIO, s. d.a; González-Espinosa *et al.*, 2014). L'humidité élevée présente dans la SMC permet la formation des forêts de nuage. Elle est créée par les courants marins chauds qui proviennent de l'océan Pacifique et du golfe du Mexique. Ces courants frappent les flancs plus froids de la chaîne de montagnes, permettant ainsi une condensation et la formation de nuages. (Bruijnzeel et Hamilton, 2000)

La composition floristique des forêts de nuages est très particulière. Il s'agit d'un mélange d'espèces issues des climats tempérés ainsi que des climats tropicaux, dont de nombreuses plantes sont endémiques (Bruijnzeel, 2001). Rzedowski (1996) estime qu'il y a environ 2 500 espèces de plantes vasculaires connues dans les forêts de nuage mexicaines : elles possèdent donc plus de 12 % des espèces végétales présentes au pays. La composition et la structure de la végétation des forêts de nuage varient selon l'altitude. Dans les forêts situées à plus basse altitude, les arbres sont caractérisés par des canopées plus élevées qui peuvent atteindre des hauteurs moyennes de 25 à 45 mètres, avec des maximums de 60 mètres (Bruijnzeel, 2001). Ces forêts abritent également une grande abondance

d'espèces d'épiphytes. Il s'agit de plantes qui utilisent d'autres supports végétaux pour se développer, comprenant principalement des orchidées, des fougères, des broméliacées et surtout, des bryophytes (Whitmore, 1998). La canopée des arbres diminue avec l'élévation, tout comme la quantité et la variété d'épiphytes (Bruijnzeel, 2001). Les forêts de nuage de la SMC abritent plusieurs espèces floristiques importantes. La RBTRI est notamment reconnue pour ses espèces de fougères arborescentes emblématiques, comme *Cyathea fulva* ainsi que ses plantes endémiques comme *Eupatorium heathiae*, *Pseudomiltemia filisepala* ou *Lepanthes matudana* (CONANP, 2018 ; Martínez-Camilo *et al.*, 2012). La RBSEP contient également plusieurs espèces qui sont classées comme étant menacées d'extinction par la *Norma Oficial Mexicana* (Norme officielle mexicaine), comme *Chamaedorea quezalteca*, *Chamaedorea graminifolia*, *Bouvardia dyctionera* ainsi que les orchidées *Cattella skinneri* et *Laelia superbiens* (INE, 1999).

En plus, les forêts de nuage abritent une faune diversifiée, particulièrement en ce qui concerne les oiseaux. Environ 10 % des espèces d'oiseaux qui ont une répartition géographique restreinte se retrouvent dans les forêts de nuage (Armenteras, Rodriguez et Retana, 2009). Au Mexique, la RBTRI et la RBSEP font partie des zones importantes pour la conservation des oiseaux (BirdLife International, 2009). Par exemple, la RBSEP est un lieu très important pour les espèces d'oiseaux migratoires : il y a plus de 236 espèces d'oiseaux présents dans les forêts de la RBSEP, ce qui représente 21 % des espèces d'oiseaux du pays (INE, 1999). Le quetzal resplendissant (*Pharomachrus mocinno*), l'oréophasse cornu (*Oreophasis derbianus*), le calliste azuré (*Tangara cabanisi*) et la pénélope pajuil (*Penelopina nigra*) sont des exemples d'espèces d'oiseaux endémiques des forêts de nuage présentes dans la RBTRI et la RBSEP (CONANP, 2018).

Les forêts de nuage de la SMC fournissent plusieurs services écosystémiques essentiels pour les habitants de la région. Elles jouent d'abord un rôle important à la fois pour l'approvisionnement et la rétention d'eau, ainsi que pour la régulation des courants d'eau naturels présents dans la région. L'eau des précipitations est retenue par la végétation abondante des forêts de nuage, formée principalement par les arbres ainsi que par les plantes épiphytes. Ces dernières capturent également l'eau qui provient de l'humidité des nuages. Les plantes épiphytes peuvent représenter jusqu'à 25 % des espèces floristiques de ces écosystèmes : elles peuvent donc stocker entre 3 000 à 50 000 litres d'eau par hectare. (Foster, 2001 ; Richardson, Richardson, Scatena et McDoweell, 2000). Les forêts de nuage de la SMC, en particulier celles de la RBTRI et de la RBSEP, permettent donc d'assurer le débit d'eau constant de la région. Elles soutiennent notamment le courant de la rivière Grijalva qui forme le plus grand complexe hydroélectrique du Mexique, fournissant plus de 30 % de l'électricité du pays (INE, 1999 ; Pérez Farrera, Tejeda Cruz et Silva Rivera, 2010). En plus, la RBTRI permet de fournir directement des réserves d'eau pour plus de 400 000 personnes, ce qui soutient la production agricole (López Báez, Castro Mendoza et Camas Gómez, 2014). La capacité d'infiltration d'eau d'un hectare compris dans la réserve est de 2 à 2,5 fois meilleure que celle d'un hectare qui se retrouve à l'extérieur, ce qui réduit fortement les risques d'inondation sur les deux flancs de la SMC (López Báez, Camas Gómez, Reynoso Santos, Cadena Íñiguez et Castro Mendoza, 2014).

Les forêts de nuage procurent d'autres services écosystémiques essentiels. Elles représentent d'importantes zones de stockage de carbone (Higuera et Martínez, 2006). La présence de sa végétation permet aussi de contrôler l'érosion des sols ainsi que d'assurer leur fertilité, par l'apport d'un haut taux de matières organiques qui est en grande partie obtenu par la décomposition des plantes épiphytes. Sa biodiversité fournit également différents types de produits alimentaires, ligneux et médicinaux, utilisés par les communautés locales, ainsi que des services reliés à l'éducation et au tourisme. (Higuera, Martínez-López et Sánchez-Jabba, 2012)

2.2.2 Les communautés autochtones et locales

À l'époque préhispanique, les vallées de la SMC étaient occupées par divers groupes ethniques autochtones, tels que les Olmèques, les Zoques, les Chiapanèques, les Mames et les Aztèques. Tous ces groupes ont contribué à la transformation des milieux naturels de la région, par la pratique de diverses activités agricoles, dont l'agriculture sur brûlis. (Cortinar-Villar *et al.*, 2012) Avec l'arrivée des Espagnols, les populations autochtones de la SMC ont cependant été fortement réduites et dispersées, laissant la région pratiquement inhabitée pendant la période coloniale et la moitié du 19^e siècle (De Vos, 1994). Des travailleurs permanents provenant du Guatemala et des terres centrales du Chiapas, dont la plupart étaient d'origine autochtone maya, sont peu à peu retournés habiter dans la SMC pour travailler dans la production du café ainsi que de l'élevage au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle. Ils pratiquaient également plusieurs activités de subsistance, telles que la culture de diverses espèces de maïs et de haricots. (Cortinar-Villar *et al.*, 2012)

Par la mise en place des réformes agraires au courant des années 1930, le gouvernement mexicain a créé une nouvelle forme de propriété sociale agricole, nommée *ejidos* ou propriété *ejidale*. Les *ejidos* sont des terres agricoles communales qui appartiennent à l'État et qui sont redistribuées aux populations autochtones et rurales. Ces dernières y pratiquent un droit d'usufruit collectif, qui est devenu également individuel par la suite. À l'origine, les *ejidos* ne pouvaient donc pas être vendus, loués ou hérités. Ils ne pouvaient pas non plus être saisis ni utilisés par des non-membres de la communauté *ejidale*. (Cano Castellanos, 2016 ; Salazar Cruz, 2011) Ces dispositions ont été transformées en 1992 par la nouvelle Loi agraire. Elle permet maintenant aux *ejidatarios*, les détenteurs des droits collectifs des *ejidos*, d'obtenir des titres de propriété privée. Par la mise en place du programme gouvernemental de certification *Procede*, certains *ejidos* peuvent maintenant être intégrés au développement urbain ainsi qu'au marché foncier, facilitant l'investissement de capitaux en zone rurale. (Salazar Cruz, 2011) Pour les intérêts de la conservation, la mise en place du système des *ejidos* a entraîné d'une part une meilleure possibilité d'inclure la participation des communautés locales, qui gèrent les ressources de leurs propriétés *ejidales* de manière collective. Cela permet donc la promotion d'une gestion forestière participative. D'autre part, la possibilité de privatiser certaines parcelles des *ejidos* entraîne également un risque de plus grande déforestation, par l'augmentation des activités d'exploitation dans le but d'obtenir un meilleur capital. (Cano Castellanos, 2016)

Dans la SMC, la majorité des *ejidos* a été attribuée sur des parcelles de terre plus pauvres et moins fertiles, situées dans les plus hautes élévations de la chaîne de montagnes, puisque la majorité des grands propriétaires fonciers ont conservé les terres de meilleure qualité, situées à des altitudes

moindres. Avec l'arrivée de nouveaux immigrants et la croissance de la population présente, de nouveaux *ejidos* ainsi que des propriétés privées ont été créés au fil du temps. Conséquemment, lors de la création de la RBTRI et de la RBSEP dans les années 1990, la plupart des terres appartenaient à des propriétés sociales ou privées ainsi qu'aux municipalités présentes. (Cortinar-Villar *et al.*, 2012) Les zones tampons des deux réserves sont donc majoritairement occupées par les communautés autochtones et rurales locales. Le gouvernement a reconnu que les propriétaires fonciers présents avant l'établissement des réserves pouvaient conserver le droit d'utiliser leurs terres, malgré l'imposition de certaines conditions relatives à la conservation (Gouvernement du Mexique, 1990 ; Gouvernement du Mexique, 1995). Cela est particulièrement problématique dans la RBSEP, où plus de 95 % de sa surface est formée par 47 *ejidos* et 49 propriétés privées, regroupant une population de plus de 8 500 habitants compris dans les zones nucléaires de la réserve (INE, 1999 ; Maximiliano-Martínez, 2015). Selon Cortinar-Villar *et al.* (2012), plus de 5 000 ha des propriétés *ejidales* ont dû être incluses dans les zones nucléaires de la RBSEP pour assurer une meilleure conservation de sa biodiversité. Les autorités de conservation ont donc imposé de strictes conditions d'utilisation des terres, interdisant les pratiques d'exploitation, sans la consultation des communautés locales. Le cas de la RBTRI a été moins problématique, puisque le quart de sa surface correspond à des terres fédérales, ce qui a facilité la création des zones nucléaires. Les 59 *ejidos* et les 15 propriétés privées de la RBTRI sont donc compris dans la zone tampon. (INE, 1998 ; INEGI, 2011) Des terres supplémentaires ont également été accordées dans les deux réserves aux communautés autochtones dans les années 2000, à la suite des rébellions zapatistes, ce qui a contribué à la croissance de leur population (Cortinar-Villar *et al.*, 2012). La conservation des deux réserves dépend donc principalement de la coopération des *ejidatarios* et des communautés locales.

Les communautés qui composent les réserves de la RBTRI et de la RBSEP sont très hétérogènes, issues de divers groupes ethniques mayas qui proviennent du Chiapas et du Guatemala, comme les Zoques, les Tzoziles, les Mames, les Chols et les Tojolabal (González-Espinosa *et al.*, 2014). Ce sont principalement des immigrants, excepté les Mames, qui habitent les parties hautes de la SMC depuis l'époque préhispanique (López Ruiz, 2012). Leurs valeurs, leurs pratiques culturelles et leurs croyances ont donc été transformées par la colonisation, les réformes agraires mexicaines, les mouvements de libération, les politiques gouvernementales, etc. (INE, 1998). Dans la RBSEP, il y a plus de 4 800 habitants qui parlent couramment une langue indigène, dont les principales sont le chol, le kanjobal, le mame, le tojolabal, le tzeltal, le tzotil et le zoque (INE, 1999). La RBTRI compte plus de 3 600 habitants qui parlent également une langue autochtone, dont 66 % sont d'origine tzotzile et tzeltale (INE, 1998). Les communautés présentes dans la SMC sont très marginalisées. avec des indices de pauvreté les plus élevés du pays (CONEVAL [Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social], 2010 ; González-Espinosa *et al.*, 2014). Le relief accidenté de la SMC contribue également à leur isolation sociale, étant donné que les transports et les communications sont plus difficilement accessibles. Elles sont conséquemment extrêmement dépendantes des ressources naturelles locales, qui fournissent leurs moyens de subsistance. (González-Espinosa *et al.*, 2014) Ces communautés pratiquent notamment l'extraction du bois d'œuvre et de chauffage, l'élevage de bétail, la culture du café ainsi que la production de divers produits alimentaires (principalement du maïs et des haricots). La

chasse et la cueillette sont aussi des activités pratiquées par les communautés dans les réserves. (Cortinar-Villar *et al.*, 2012 ; UNESCO, s. d.)

2.3 Les problématiques de changement d'utilisation des sols dans les réserves de la SMC

La couverture forestière des forêts de nuages est particulièrement touchée par la déforestation. Par exemple, la superficie occupée par les forêts de nuage de la SMC a subi une perte d'environ 63 % de son couvert forestier en 25 ans, durant la période de 1974 à 2000 (Navarrete *et al.*, 2010). Selon Navarrete *et al.* (2010), la création de la RBTRI et de la RBSEP a contribué à la conservation des forêts de nuage présentes ainsi que d'autres écosystèmes forestiers, mais le processus de fragmentation de ces écosystèmes reste tout de même important dans les réserves. Cette section décrit les différentes activités présentes dans les deux réserves, qui ont contribué à la déforestation.

2.3.1 Les cultures agricoles

Les réformes agraires, l'établissement des *ejidos* et l'arrivée des compagnies privées ont amené une transformation de l'utilisation des sols dans la région de la SMC. Majoritairement recouverte par des écosystèmes forestiers, les immigrants ont peu à peu défriché les terres pour y installer des productions agricoles, afin d'assurer leur subsistance. (INE, 1999) Selon l'étude de Cortina-Villar *et al.* (2012), la culture du maïs et des haricots est l'activité qui a le plus contribué à la déforestation de la RBSEP et de la RBTRI depuis les années 1970, affectant principalement les vastes vallées et les contreforts de la SMC. Par exemple, dans la RBSEP, l'agriculture en *milpa*¹ était d'abord pratiquée dans les pentes abruptes de la SMC par les communautés autochtones présentes. Elle était surtout destinée à l'autoconsommation. Avec l'arrivée des réformes agraires au Mexique du 20^e siècle, les *milpas* ont été peu à peu remplacées par des cultures de maïs intensives commerciales, qui requièrent l'utilisation importante de produits agrochimiques. (INE, 1999) La transformation des forêts au profit de l'agriculture intensive a causé de l'érosion, du lessivage des nutriments, de l'acidification des sols ainsi qu'une perte de fertilité des sols importante (INE, 1999). À la suite de la création des réserves, les autorités ont cherché à améliorer les systèmes agricoles présents en les remplaçant par des systèmes organiques ou agroécologiques plus permanents, qui respectent davantage l'environnement. (Cortina-Villar *et al.*, 2012) Cependant, ces projets sont souvent peu efficaces, puisqu'ils n'intègrent pas nécessairement les besoins des communautés, qui dépendent fortement de ces cultures pour assurer leur revenu. (Cortina-Villar *et al.*, 2012)

La région est aussi très reconnue pour ses plantations de café. L'état de Chiapas produit actuellement plus de 34 % de la production totale de café au Mexique, dont 20 % des productions sont comprises dans les terres de la SMC (Pronatura Sur A.C., s. d. ; Schroth *et al.*, 2009). Ce sont surtout les familles paysannes et autochtones qui produisent le café à petite échelle (Moguel et Toledo, 2004). Les cultures sont principalement situées dans les élévations de la SMC, entre 500 à 1 500 m. Les forêts de nuage et les forêts de pins et de chênes sont les écosystèmes idéaux pour la culture de l'espèce de café la plus demandée, la *Coffea arabica*. (Schroth *et al.*, 2009) Dans la RBSEP et la RBTRI, la culture du café

¹ Au Mexique, la *milpa* est un système traditionnel de polycultures, établi par les autochtones de la Més-Amérique, qui regroupe principalement des combinaisons d'espèces de haricot, de courge et de maïs. Elle est surtout destinée à l'autoconsommation. (CONABIO, s. d.b)

est principalement pratiquée dans les zones tampons et dans les propriétés *ejidales* (Schroth *et al.*, 2009 ; Valencia, West, Sterling, García-Barrios et Naeem, 2015). Selon les travaux de Cortina-Villar *et al.* (2012), les cultures de café ont surtout augmenté dans la RBTRI, où elles occupent environ 10 % du territoire entre les altitudes de 700 à 1 600 m. Malgré le fait que les autorités de la réserve encouragent le développement de ces plantations par la création de systèmes agroécologiques, elles peuvent tout de même être problématiques pour la conservation de la biodiversité. Certains affirment que ces plantations déplacent les forêts de nuage, en favorisant les espèces préférées par les agriculteurs. Elles sont également de plus en plus menacées par diverses maladies. Par exemple, la rouille du caféier est la maladie fongique la plus importante dans les plantations de café de la RBTRI. Dans les dernières années, elle a détruit environ 80 % des productions locales de la réserve, affectant sérieusement l'économie des familles qui dépendent de cette activité pour assurer leur revenu. (FONCET, 2016) Les agriculteurs optent donc pour des stratégies d'adaptation qui sont fondées sur des approches plus technologiques, entraînant l'utilisation de produits agrochimiques (Valencia *et al.*, 2018).

2.3.2 L'élevage de bétail et les pâturages

À la suite de l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain, la production du maïs est devenue moins rentable au Mexique, causant un changement progressif des activités de production agricole vers l'élevage intensif, ce qui a créé la transformation des terres en vastes pâturages (Nadal, 2000 ; Vargas de la Mora, 2018). L'expansion de l'élevage est l'un des principaux facteurs qui a causé le plus de dégradation et de déforestation dans les forêts du Chiapas (Vargas de la Mora, 2018). Dans la RBSEP et la RBTRI, l'élevage fait partie des deux activités économiques les plus importantes pour les communautés locales (Schroth *et al.*, 2009). Cette activité a causé de nombreuses conséquences écologiques désastreuses, comme le piétinement des sols, la perte d'espèces fauniques et floristiques, l'érosion des sols ainsi que des changements dans les régimes de précipitations (INE, 1999). Par exemple, dans la RBSEP, les pâturages occupent actuellement la majorité des terres défrichées et leur surface continue d'augmenter chaque année, ce qui provoque de la déforestation (Valdivieso-Pérez, 2008). Il existe des moyens de rendre les systèmes d'élevage plus durables, notamment en associant les animaux avec certaines espèces d'arbres, qui fournissent du fourrage supplémentaire et qui améliorent la qualité des sols. Cependant, les prix des produits bovins biologiques sont environ 30 % plus élevés que ceux des produits non biologiques, ce qui freine leur achat pour les consommateurs de la région et le développement de ce marché. (Cortina-Villar *et al.*, 2012)

2.3.3 L'exploitation forestière

L'exploitation forestière est également présente dans les réserves. Avant leur création, l'extraction du bois n'était pas contrôlée par le gouvernement. Les habitants locaux utilisaient surtout des espèces de pins et de chênes ainsi que certaines espèces présentes dans les forêts tropicales sempervirentes. Par exemple, dans la RBSEP, les espèces les plus exploitées sont les pins (*Pinus* spp.), les cèdres rouges (*Cedrela odorata*), l'aguacatillo (*Nectandra globosa*) ou encore les chênes (*Quercus* spp.). Le bois est surtout utilisé pour la construction et pour le chauffage. (INE, 1999) Les activités d'exploitation forestière ont diminué par la mise en place d'une meilleure surveillance effectuée par les autorités des réserves. (Cortina-Villar *et al.*, 2012) Dans la RBSEP, des permis ont été autorisés pour permettre aux

communautés d'utiliser les arbres morts ou plus jeunes. Également, l'exploitation de 30 % des arbres matures dans certaines aires de sa zone tampon de la RBSEP est toujours autorisée, pour répondre aux besoins des communautés (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; INE, 1999). Dans les deux réserves, il y a cependant toujours présence d'exploitation illégale, ce qui nuit aux écosystèmes présents (INE, 1998 ; INE, 1999 ; UNESCO, s. d.).

Pour assurer des rémunérations supplémentaires aux habitants des réserves, les organismes locaux favorisent également la production de produits non ligneux et de plantes ornementales. Par exemple, la culture du palmier *camedor* (*Chamaedorea quezalteca*), une espèce indigène du Chiapas, est valorisée par le *Fondo de Conservación El Triunfo* (FONCET ; Fonds de conservation *El Triunfo*) dans la RBTRI et la RBSEP. Elle permet d'améliorer la qualité du sol et de diversifier les cultures présentes en l'associant avec d'autres produits agricoles. (FONCET, 2016 ; Martínez-Camilo, González-Espinosa, Pérez-Farrera, Quintana-Ascencio et Ruíz-Montoya, 2011)

2.3.4 Autres activités d'exploitation

La chasse et la cueillette sont aussi des activités pratiquées dans les réserves par les communautés autochtones et locales (INE, 1999). La chasse dans les réserves est utilisée principalement pour l'autoconsommation. Elle sert également à la commercialisation et dans certains cas, pour le trafic animal. Elle permet aux habitants de compléter leur diète et d'obtenir un revenu économique supplémentaire. (Espinoza Medinilla, Cruz, Lira et Sánchez, 2002). Cette activité est considérée comme étant problématique à moindre mesure pour la conservation de la faune, puisqu'elle est surtout destinée à la subsistance (INE, 1999). Les espèces de mammifères les plus touchées par la chasse dans les réserves de la SMC sont le tapir de Baird (*Tapirus bairdii*) et le pécari à collier (*Pecari tajacu*) (Ceballos, 2014 ; Naranjo, 2009). La cueillette concerne principalement l'utilisation de plantes médicinales et de plantes ornementales, comme le palmier *camedor* (INE, 1999).

Également, selon les travaux de Galicia Luna (2016), durant les années 2009 à 2014, il y a eu plusieurs concessions de terrain données aux compagnies minières dans les réserves de *La Sepultura*, de *La Tacaná*, de *El Triunfo* et de *La Encrujjada*, qui ont été autorisées par le SEMARNAT. Par exemple, dans la RBTRI, plus de 1 655 ha ont été concédés aux activités minières, pour l'extraction du titane, ce qui représente environ 1,4 % de sa superficie totale. Ces projets miniers ne sont pas encore actifs dans les réserves, mais leur autorisation probable menace la conservation des écosystèmes. L'élimination de la végétation par la création des mines risque de modifier le régime hydrologique en réduisant la capacité de capture d'eau des bassins versants. Elle peut également favoriser l'érosion des sols, qui ne sont plus retenus par aucune couverture végétale. La sédimentation créée par les activités d'extraction favorise également la contamination des cours d'eau. En plus, les activités minières au Mexique créent de nombreux conflits avec les communautés locales, qui voient leur territoire et leurs cultures agricoles contaminés par ces projets. (Galicia Luna, 2016)

2.4 Les stratégies de conservation des réserves de la SMC

Afin de répondre aux problématiques précédentes et de favoriser la conservation de la biodiversité dans la RBSEP et la RBTRI, plusieurs stratégies de conservation ont été développées dans les réserves de

la SMC. Elles impliquent la participation d'une multitude d'acteurs, ce qui complique leur implantation et la mise en place de la gouvernance. Cette dernière est surtout l'apanage des autorités des réserves, qui sont sous l'administration de la CONANP et du SEMARNAT. Les prochaines sections présentent et analysent les principales stratégies mises en place par la CONANP qui touchent les communautés autochtones et locales présentes dans la RBTRI et la RBSEP.

2.4.1 Le zonage

Les réserves de biosphère possèdent des modalités de zonage qui prennent en compte les éléments physiques, biotiques, socioéconomiques et politiques de la réserve. Ces modalités sont décrites dans leur programme de gestion, un document obligatoire élaboré pour chaque réserve par la CONANP en collaboration avec le SEMARNAT (INE, 1999). Le programme de gestion de la RBTRI a défini 14 aires d'utilisation des sols, regroupées en quatre zones de gestion principales : zones de protection, zones de conservation, zones d'utilisation et zones de restauration. Les zones de protection correspondent aux zones nucléaires où les activités autorisées peuvent seulement servir à des fins scientifiques, techniques et éducationnelles, sans impact pour l'environnement. Les zones de conservation sont dédiées aux activités durables, qui respectent les écosystèmes, comme les plantations agroécologiques de café et de palmiers, les productions agroforestières, l'utilisation des plantes médicinales, les programmes de gestion sylvicole et l'écotourisme. Les zones d'utilisation correspondent aux zones où les milieux naturels ont subi des modifications causées par les activités d'utilisation des sols présentes avant la mise en place de la réserve. Les activités suivantes y sont autorisées: systèmes agrosylvopastoraux, sylvopastoraux, établissement de *milpas*, plantations d'arbres fruitiers, champs de maïs, etc. Finalement, les zones de restauration sont dédiées aux activités de restauration dans les aires fortement détériorées qui ne peuvent être utilisées par d'autres activités de développement. Toutes les activités d'utilisation des sols doivent être approuvées et autorisées par la direction de la réserve et par le SEMARNAT et donc, suivre la LGEEPA et ses règlements. (INE 1998) La RBSEP possède des politiques de zonage semblables à la RBTRI. Cependant, ses zones de protection et de conservation, qui correspondent aux zones nucléaires et à ses limites, n'autorisent aucune activité d'exploitation des ressources naturelles. La chasse et la cueillette y sont également interdites. De plus, les zones d'utilisation de la RBSEP se divisent en plusieurs catégories selon les activités autorisées, comme l'écotourisme, la recherche archéologique, les productions agricoles organiques, les systèmes agroforestiers, les zones dédiées à l'élevage et les zones urbaines. La RBSEP possède aussi des zones dédiées à la restauration. (INE, 1999)

Le zonage permet de mieux préserver les écosystèmes, surtout dans les zones nucléaires où les activités anthropiques sont strictement limitées. Cependant, ces modalités ont entraîné de nombreuses problématiques sociales. Les communautés déjà présentes dans ces zones se sont vues privées de leurs principaux moyens de subsistance, sans consultation et en l'espace d'une journée, malgré la présence de leurs propriétés *ejidales*. Elles ont donc été d'abord très méfiantes envers les autorités, continuant de pratiquer certaines activités de manière illégale et refusant de coopérer afin de défendre leurs droits d'utilisation de la terre. (Cortina-Villar *et al.*, 2012) Cette situation s'est améliorée avec le développement des projets intégrés de conservations de développement (ICDP), qui ont davantage pris

en compte le développement local et la participation des communautés dans la conservation. Les communautés locales ont cependant peu de possibilités de participation à la gouvernance.

2.4.2 Les projets intégrés de conservation et de développement (ICDP)

Les ICDP ont commencé dans les années 1990 au Mexique, intégrés par le SEMARNAT. Leur financement est sous la responsabilité de la CONANP, qui collabore également avec plusieurs ONG. Ces projets visent plusieurs activités, dont le développement de systèmes agroforestiers, de systèmes agroécologiques du café, de productions de produits non ligneux, de petites entreprises communautaires ainsi que d'autres activités liées au développement social. (García-Amado *et al.*, 2013) Au Mexique, il existe un débat qui met en doute l'efficacité réelle des ICDP, dont le succès dépend de plusieurs facteurs qui compliquent leur implantation. Parmi ces facteurs, Brechin, Wilshusen, Fortwangler et West (2002) dénotent la faiblesse de l'organisation des institutions locales et communautaires, les irrégularités du régime foncier, la marginalisation des communautés impliquées, et le type de gouvernance en place, entre autres. Ce sont des projets qui cherchent surtout à implanter des changements à long terme, en travaillant avec un nombre de personnes limité (García-Amado *et al.*, 2013). Conséquemment, les ICDP prennent un temps considérable pour obtenir des résultats concrets. Ils nécessitent aussi un engagement à long terme de la part des communautés et des ONG participantes, ainsi que du financement externe continu, afin d'assurer la pérennité des projets mis en place, ce qui est souvent difficilement réalisable. (Blom, Sunderland et Murdiyarso, 2010)

Parmi les ICDP, le développement des systèmes agroécologiques de café d'ombre est très important dans la région de la SMC. Leur production est encouragée par plusieurs organismes qui ont mis en place divers projets de développement de plantations de café dans la RBTRI et la RBSEP, dont *Rainforest Alliance*, *Smithsonian Migratory Bird Center* et *Conservation International* (Comisión para la Cooperación Ambiental, 2018 ; Schroth *et al.*, 2009). Les systèmes agroécologiques agricoles ont été traditionnellement développés par les peuples autochtones qui résident dans les aires montagneuses du centre et du sud-est du Mexique (Fonseca, 2006). Les systèmes agroécologiques reliés à la culture du café permettent de conserver les arbres des forêts sans utiliser d'intrants chimiques. Les agriculteurs exploitent les fonctions écologiques de l'écosystème pour assurer leur production, tout en conservant la biodiversité. (Valencia *et al.*, 2018) Les plantations de café remplissent aussi différents services écosystémiques : elles permettent de protéger le sol contre l'érosion, de stocker du carbone, d'assurer un refuge pour diverses espèces floristiques et fauniques et elles représentent d'importants corridors biologiques (Fonseca, 2006). Les plantations développées dans les zones détériorées permettent donc une certaine restauration des fonctions écosystémiques (Cortina-Villar *et al.*, 2012). La production et la vente du café ont permis aux communautés autochtones d'obtenir des revenus économiques essentiels, qui ont contribué à la subsistance de leur culture et de leur mode de vie (Fonseca, 2006). Par les ICDP, les ONG collaborent avec les communautés pour les aider à trouver du financement afin de développer des institutions indépendantes comme des coopératives, ainsi qu'à effectuer l'exportation de leur production de café dans les marchés (Comisión para la Cooperación Ambiental, 2018).

Certains ICDP sont cependant plus difficiles à mettre en œuvre. C'est le cas de ceux reliés à l'élevage ainsi qu'à l'agriculture du haricot et du maïs, qui sont étroitement liés aux moyens de subsistance. Ces

activités demandent davantage de financement et d'engagement communautaire pour être développées de manière durable. (Barrasa García, García-Amado et Ruiz Pérez, 2012 ; Sanfioenzo-Barnhard, García-Barrios, Meléndez-Ackerman et Trujillo-Vásquez, 2009). Par exemple, dans l'*ejido* de Los Ángeles de la RBSEP, les autorités ont tenté de mettre en place des systèmes agrosylvopastoraux en intégrant des espèces d'arbres dans les pâturages pour limiter la fragmentation du paysage. Leurs efforts ont été compliqués par le nombre croissant de personnes présentes dans la zone tampon de la réserve. Elles ont besoin de produire un maximum de ressources pour survivre et donc, elles coupent les arbres non matures présents dans les pâturages pour augmenter leur surface. Cela empêche le rétablissement de la couverture arborée et la mise en place des systèmes agrosylvopastoraux. (Sanfioenzo-Barnhard *et al.*, 2009) En plus, les bénéfices des ICPD sont parfois difficilement obtenus pour les communautés, puisqu'ils prennent beaucoup de temps pour se réaliser. Les fonds nécessaires pour les mettre en œuvre sont souvent manquants. Ils sont également majoritairement orientés pour développer l'économie et la production de produits vendus dans les marchés, plutôt que de mettre plus d'accent sur l'importance de la conservation. Toutefois, les engagements éducationnels de la CONANP par les ICDP ont des impacts importants dans les réserves pour améliorer le milieu social et les réseaux sociaux. En effet, plusieurs ICDP sont plus axés sur l'intégration de la participation des communautés, le développement de l'organisation locale, la gestion adaptative et l'engagement durable à long terme. (García-Amado *et al.*, 2013) Ces projets comportent donc des avantages sociaux importants, en permettant d'établir un meilleur dialogue entre les autorités de conservation et les communautés.

2.4.3 Les paiements pour les services environnementaux ou écosystémiques (PSE)

Les paiements pour les services environnementaux ou services écosystémiques (PSE) sont un nouvel instrument politique public, développé dans les années 1990 et 2000. Ils consistent à rémunérer les usagers des sols pour les services environnementaux qu'ils produisent et à faire payer les bénéficiaires qui profitent de ces services. (Etrillard, 2016) Ces paiements servent donc à encourager les propriétaires à utiliser les ressources de manière durable ou à renoncer complètement à les utiliser, au profit de la conservation des écosystèmes. Ce type d'instrument se rallie aux tendances actuelles du néolibéralisme, puisque les PSE servent à développer des marchés qui favorisent l'économie verte, en générant des bénéfices pour les communautés ainsi que les investisseurs privés, tout en encourageant la conservation de la biodiversité. Les programmes de PSE peuvent être financés par des agences internationales ou par les grandes ONG (comme la Banque mondiale, *Conservation international* ou le WWF), des institutions gouvernementales, des ONG locales, ou des associations industrielles. Les fonds peuvent être octroyés aux individus, aux communautés, aux entreprises ou au gouvernement. (McAfee et Shapiro, 2010)

Certaines études affirment que les PSE sont des stratégies plus efficaces que les ICDP, permettant à la fois le développement rural et la conservation de la biodiversité, tout en intégrant les communautés rurales les plus pauvres dans les décisions liées à l'environnement (Engel, Pagiola et Wunder, 2008 ; Shapiro-Garza, 2013 ; Wunder, 2007). Cependant, certains auteurs critiquent fortement les PSE, affirmant que les paiements ne sont pas distribués de manière équitable et adéquate (Cortina-Villar *et al.*, 2012). D'autres critiquent le fait qu'il s'agit d'une forme de marchandisation illicite, qui utilise le

marché capitaliste pour solutionner les problèmes environnementaux, ce qui est contradictoire. Ils affirment aussi que les PSE contribuent à l'augmentation des différences de pouvoirs entre les institutions dominantes et les communautés locales, qui deviennent dépendantes de ce financement. (Büscher, Sullivan, Neves, Igoe et Brockington, 2012 ; Cleaver, 2012 ; McAfee et Shapiro, 2010)

Au Mexique, les deux projets de PSE les plus importants sont financés par le gouvernement fédéral et administrés par la *Comisión Nacional Forestal* (CONAFOR ; Commission nationale forestière). Il s'agit du programme pour les paiements pour les services environnementaux hydrologiques (PSEH), ainsi que du programme pour le développement de marchés pour les services écosystémiques de séquestration du carbone, les dérivés de la biodiversité et pour promouvoir l'introduction et l'amélioration des systèmes agroforestiers (PSA-CABSA). (McAfee et Shapiro, 2010) Entre 2004 et 2008, plus de 52 740 ha ont été sélectionnés pour recevoir des fonds venant du PSEH dans ou autour de la RBTRI et de la RBSEP, recouvrant près du cinquième des zones tampons des deux réserves (Cortina-Villar *et al.*, 2012). Ces PSEH sont attribués durant une période de cinq ans et visent à compenser financièrement les restrictions et les interdictions de la pratique des activités qui causent la déforestation. Il s'agit de paiements fixes par hectare versés aux familles, selon les règles de leur communauté, qui varient en fonction des types de droits fonciers. (García-Amado *et al.*, 2013)

Pour les habitants des réserves, les PSE comportent certains avantages. Ils peuvent être efficaces, car ils sont considérés comme une source de revenus rapide et fiable. En plus, ils permettent d'agir rapidement pour contrer la déforestation, alors que les ICDP sont beaucoup plus lents et compliqués à mettre en place (García-Amado *et al.*, 2013). Cependant, les PSE peuvent être également problématiques. Par exemple, Rico, Ruiz, Reyes, Barrasa et Contreras (2011) relèvent que les habitants de la RBSEP considèrent que les PSE n'offrent pas un revenu suffisant, représentant seulement 10 % leur revenu annuel. En plus, selon Cortina-Villar *et al.* (2012), certains habitants considèrent que les paiements sont distribués injustement entre les familles. Les montants sont distribués de manière égale dans toutes les communautés. Conséquemment, les habitants qui disposent de plus grandes portions de terres boisées reçoivent le même montant que ceux qui en possèdent peu. Les habitants dont les terres sont situées près des zones nucléaires, qui sont limités dans l'expansion de leurs terres, reçoivent également les mêmes montants que ceux qui ne sont pas touchés par cette limite. Cela crée plusieurs conflits à l'intérieur des communautés, ce qui affaiblit les liens sociaux. En plus, les PSE sont davantage utilisés par les autorités de la réserve pour imposer leur autorité aux communautés présentes, plutôt que pour les inclure dans les processus de décision. Ces dernières coopèrent seulement puisque les autorités des réserves les menacent d'arrêter leurs PSE, si elles continuent leurs activités d'exploitation. (Cortina-Villar *et al.*, 2012)

Conséquemment, les PSE ne contribuent pas à améliorer les réseaux et les liens sociaux de manière durable. L'argent est simplement distribué de manière individuelle aux ménages qui ont appliqués au programme, qui en disposent comme ils le souhaitent, devenant dépendants de cette ressource (García-Amado *et al.*, 2013). Le fait que les PSE sont attribués sur une période de cinq ans, sans assurance de renouvellement, est aussi problématique pour les familles qui dépendent de ce revenu supplémentaire. Cette période devait à la base garantir le développement et le financement autonomes

des marchés des services écosystémiques, afin que les communautés puissent y avoir accès sans le support des institutions gouvernementales. Cependant, cela n'a pas été le cas puisque les formations et l'éducation relatives aux PSE ont été limitées dans les communautés, qui n'ont pas pu développer leur autonomie. (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; García-Amado *et al.*, 2013) De ces faits, les PSE peuvent contribuer à améliorer les efforts de conservation, mais ils ne sont pas suffisants. En plus, ce type de stratégie ne prend pas suffisamment en compte les besoins des communautés locales, ne favorisant pas la gouvernance locale et le dialogue avec les autorités de la réserve.

2.5 Les principaux obstacles qui compliquent la conservation

Les stratégies de conservation énoncées précédemment ne sont pas efficaces, puisque les processus de fragmentation de la RBTRI et de la RBSEP sont toujours continus. Le dilemme existant entre le développement local et la conservation de la biodiversité reste également d'actualité dans les deux réserves. Plusieurs obstacles liés à la présence des communautés autochtones et locales nuisent aux objectifs de conservation. Certains ont été mentionnés précédemment, comme la vulnérabilité sociale et économique des communautés, qui sont peu organisées socialement à l'intérieur des réserves et qui dépendent des ressources naturelles pour subvenir à leurs besoins. D'autres obstacles viennent compliquer ce dilemme, dont les irrégularités du régime foncier et les problématiques de gouvernance.

2.5.1 Les irrégularités du régime foncier

Les conflits liés à la conservation de la biodiversité au Mexique sont souvent influencés par le régime foncier présent dans les aires protégées. Il représente l'ensemble des normes et des règlements qui déterminent l'attribution des droits de propriété agraire, l'accès aux droits d'utilisation ainsi que les responsabilités et les limites d'utilisation. Au Mexique, les terres sont principalement divisées par les propriétés sociales (qui incluent les *ejidos* et les terres communautaires), les propriétés privées et les propriétés fédérales. (Trujillo Díaz, Morales, Barrios et Fernández, 2018) Dans les régimes fonciers des aires protégées, il y a souvent une multiplicité institutionnelle, qui implique la présence simultanée de plusieurs acteurs aux intérêts souvent opposés. Conséquemment, la gouvernance liée aux décisions prises sur l'utilisation des ressources dans les aires protégées est souvent disputée entre ces différents acteurs, où les plus puissants sont généralement ceux qui imposent leurs conditions selon leurs intérêts, au détriment des groupes les plus marginalisés. (Brenner, 2010)

La mise en place des aires protégées a compliqué le régime foncier mexicain établi auparavant, puisqu'elle a modifié les politiques d'utilisation des terres. Cela a catégorisé les propriétés sociales et privées présentes dans les aires protégées comme étant irrégulières, c'est-à-dire que leurs droits de possession et d'utilisation ne peuvent plus être assurés légalement. Au Chiapas, plus du 30 % des terres ont des titres agraires irréguliers, dont certaines font partie des territoires de la RBSEP et de la RBTRI. Certaines personnes se sont également retrouvées en situation irrégulière parce qu'ils se sont installés dans des réserves après leur procuration. Ces irrégularités de dossier peuvent être fatales pour les occupants de ces terres, car ils peuvent être relocalisés ou expulsés par les autorités gouvernementales, sans assurance de protection juridique ou financière. (Trujillo Díaz *et al.*, 2018) Ces irrégularités ont aussi entraîné des conflits internes entre les membres des communautés, qui se

disputent la délimitation des terres. Cela a compliqué le développement des formes d'organisation communautaire dans les réserves, au profit de la dominance des institutions gouvernementales. Ces formes d'organisations locales sont essentielles pour réunir les groupes sociaux à l'interne vers des objectifs communs, notamment pour assurer la réalisation des objectifs de conservation. (Cruz-Morales, 2014) En plus, les conflits internes créés par les irrégularités de définition du statut des terres ont entraîné davantage de déforestation. Par exemple, dans la RBTRI, certaines familles ont défriché complètement des terres à statut irrégulier, dans le but de démontrer qu'elles possèdent leurs droits d'utilisation et de propriété (Cortina-Villar *et al.*, 2012).

Pour mieux expliquer les enjeux reliés au régime foncier, Trujillo Díaz *et al.* (2018) documentent le cas de la communauté de Los Laureles, qui fait partie de la municipalité de Villaflores de la RBSEP. La création de la RBSEP a entraîné le classement des terres de Los Laureles comme étant irrégulières, ce qui les a privés des programmes gouvernementaux d'aide sociale dont ils bénéficiaient à l'origine (notamment pour encourager la culture du maïs). En plus, étant donné que cette communauté est située dans un zonage dédié à la protection de la biodiversité, les autorités de la CONANP sont venues imposer les règles environnementales, en interdisant la chasse, la cueillette, la pratique de l'agriculture sur brûlis et l'abattage des arbres, entre autres. Ces interdictions ont été établies sans la consultation des groupes sociaux présents, principalement formés par des groupes autochtones, ce qui a entraîné des conflits liés à la gestion des ressources, menant à des désobéissances. Pour aider les groupes autochtones à adopter des pratiques durables, la CONANP a organisé quelques petits projets de développement de plantations de café. Cependant, certaines compagnies influencent également les producteurs dans la communauté, dont Café California. Cette entreprise transnationale a encouragé les producteurs de café à utiliser des techniques non durables, en offrant des crédits. Cela a envenimé les relations internes de Los Laureles, où les groupes autochtones se sont retrouvés en compétition avec les autres producteurs. (Trujillo Díaz *et al.*, 2018)

2.5.2 Les problématiques de gouvernance

Dans les réserves de biosphère mexicaines, il y a souvent la présence de plusieurs parties prenantes, qui se disputent la gouvernance environnementale. Selon Brenner et Job (2011), il y a en général cinq groupes distincts d'acteurs présents : (1) les institutions gouvernementales ; (2) les ONG nationales et internationales ; (3) les entreprises et les compagnies privées ; (4) les populations locales et les utilisateurs des ressources et (5) les touristes. Tous ces groupes possèdent des intérêts, des capacités d'action et des pouvoirs qui sont souvent inégaux. Conséquemment, les conflits de gouvernance sont récurrents dans les réserves de biosphère mexicaines. Les institutions gouvernementales détiennent beaucoup de pouvoirs décisionnels, puisqu'elles contrôlent les outils politiques et administratifs des réserves, ainsi que les sources d'informations et la majorité du budget disponible. Cependant, le contrôle et l'utilisation des ressources reviennent souvent entre les mains des communautés locales. Ces dernières peuvent donc utiliser leurs ressources informationnelles, sociales et physiques pour résister aux autorités de conservation. Le développement économique et la présence des entreprises privées sont une autre source de conflit. Le développement économique est souvent encouragé par le SEMARNAT, qui autorise par exemple des projets miniers, ou encore par le Secretaría de Agricultura,

Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (SAGARPA ; Secrétariat de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation), qui encourage l'agriculture intensive, ce qui va à l'encontre des objectifs de conservation. Les entreprises privées ont également des pouvoirs financiers et techniques importants. Leur présence entraîne donc une compétition avec l'économie des communautés locales. (Brennet et Job, 2011)

Concernant la gouvernance des communautés autochtones et locales, malgré le fait que la CONANP considère que leur participation est prioritaire pour assurer la réussite des objectifs de conservation, elle promeut davantage une politique de conservation hiérarchique. Ce type de politique encourage l'exclusion plutôt que l'inclusion des communautés dans la gouvernance environnementale des réserves. (Durand et Vázquez 2010 ; Peterson 2011). Comme le démontrent les auteurs Durand *et al.* (2014), cette exclusion est d'abord perceptible dans l'élaboration des programmes de gestion, qui définissent les objectifs, les priorités, les politiques et les stratégies de conservation mis en place dans les réserves de biosphère du Mexique. Ces programmes sont très complexes à élaborer, demandant l'utilisation d'un vocabulaire scientifique précis, ainsi que l'implication de plusieurs ressources juridiques, administratives et politiques reliées aux différents niveaux décisionnels du pays (national, étatique, local). Le financement du SINAP est également international ; il est pris en charge par le gouvernement. Leur élaboration est donc effectuée exclusivement par les autorités et les experts des réserves, qui proviennent de la CONANP, ce qui exclut la participation des communautés locales. Une fois élaborés, les programmes de gestion sont ensuite révisés par les instances gouvernementales du SEMARNAT. Lors de la révision, les consultations publiques sont autorisées, mais les principes du processus de consultation ne sont pas précisés dans les instances juridiques. En plus, les décisions quant aux modifications dépendent principalement des autorités régionales, ce qui peut omettre l'intégration des commentaires reçus lors des consultations publiques. À la suite des révisions, les autorités de la réserve doivent modifier le programme de gestion soumis selon les recommandations, ce qui peut provoquer plusieurs changements. Ces changements ne sont pas soumis à des consultations ou débats publics. L'approbation finale du programme de gestion dépend donc uniquement des institutions fédérales, indépendamment du discours participatif. (Durand *et al.*, 2014)

L'exclusion est aussi perceptible et partagée par les communautés autochtones et locales. Selon les recherches ethnographiques de Cortina-Villar *et al.* (2012), la majorité des habitants présents dans la RBSEP et la RBTRI se sentent ignorés par les autorités des réserves. Les individus interrogés mentionnent le fait qu'ils ne croient pas être suffisamment compensés pour les efforts déployés pour assurer la conservation de la biodiversité des réserves, malgré leur désir de coopérer. Les auteurs rapportent aussi qu'il y a un grand manque de confiance entre les communautés et les autorités des réserves, ce qui entraîne de la méfiance et de la désobéissance. Les auteurs affirment que les efforts réalisés par le gouvernement et les ONG ne sont pas suffisants et ne répondent pas aux besoins des communautés. Ils conseillent donc l'application d'une approche plus intégrale, qui impliquerait des projets de cogestion avec l'intégration égalitaire de toutes les parties prenantes. Cela impliquerait des responsabilités et des engagements partagés, pour assurer que les communautés se sentent incluses dans les efforts de conservation. Ils militent également pour le renforcement des organisations communautaires, qui sont affaiblies par les autorités qui se sont approprié les processus de décision.

D'autres experts ayant effectué des travaux dans la région militent pour une meilleure intégration de la gouvernance locale dans les aires protégées. Par exemple, Vargas de la Mora (2018) affirme que pour améliorer la durabilité de certaines activités, en mentionnant celles qui concernent l'élevage au Chiapas, il est nécessaire de recourir aux organisations sociales locales. Ces organisations permettent un meilleur dialogue avec les acteurs locaux, pour intégrer leurs besoins, leurs connaissances et leurs habilités aux projets, dans le but de faciliter l'implantation de technologies, d'infrastructures, de méthodes et d'équipements adaptés au contexte. L'auteur met aussi l'accent sur la reconnaissance des TEK, qui permettent de développer des stratégies durables créatives et adaptées au contexte. (Vargas de la Mora, 2018) Cette argumentation est aussi reprise par les travaux de Schroth *et al.* (2009), qui traitent des projets de plantations de café dans la SMC. Les auteurs militent pour le renforcement des organisations communautaires locales ainsi que pour le développement de réseaux de communication, pour assurer l'intégration des communautés dans les processus décisionnels. Ils affirment que ces organisations et ces réseaux permettraient une meilleure collaboration avec les municipalités et les autorités des réserves, pour assurer le respect des intérêts communs, une diversification des moyens de subsistance et un accès amélioré aux bénéfices. (Schroth *et al.*, 2009). En plus, Brenner et Job (2011) ajoutent qu'une bonne gouvernance inclurait également la transparence, le partage de l'information ainsi que la création de systèmes de communication, éducatifs et financés, qui intègrent les organisations sociales communautaires présentes dans les réserves.

2.6 Synthèse de l'information et des problématiques relevées

Le tableau synthèse 2.1 résume les principales problématiques contenues dans ce dernier chapitre, qui compliquent la conservation des milieux naturels de la SMC. Il mentionne les points positifs, les défis et les conséquences des principaux éléments relevés.

Tableau 2.1 Synthèse des problématiques des stratégies de conservation liées au cas de la RBTRI et de la RBSEP dans la SMC, contenue dans le chapitre 2

Thème	Synthèse
Stratégie : Zonage des réserves	<p><u>Points positifs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permet une meilleure conservation de certaines parcelles ; • Autorise et encourage les activités d'exploitation et de développement qui respectent les objectifs de conservation dans les zones tampons ; • Zones dédiées à la restauration. <p><u>Défis</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décisions finales uniquement effectuées par les autorités de la réserve et le gouvernement fédéral ; • Aucune consultation des communautés pour effectuer le zonage ; • Interdiction totale des activités traditionnelles ou d'exploitation dans les zones nucléaires, où il peut y avoir présence de propriétés <i>ejidales</i>, municipales ou privées. <p><u>Conséquences</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conflits, méfiance, désobéissance, utilisation illégale et non contrôlée des ressources.
Stratégie : ICDP	<p><u>Points positifs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement d'activités durables et du milieu social des communautés ; • Utilisation des connaissances autochtones, pratique d'activités traditionnelles ; • Opportunités économiques importantes ; • Aide financière et humaine des ONG. • Projets plus axés sur la participation et l'intégration des communautés locales. <p><u>Défis</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse des institutions locales et absence de gouvernance locale bien définie ; • Le nombre de personnes pouvant participer au projet est limité ; • Engagement à long terme, résultats et bénéfices visibles seulement à long terme ; • Financement externe non continue et fonds manquants ; • Irrégularités du régime foncier en place. <p><u>Conséquences</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre très limitée.

Tableau 2.1 Synthèse des problématiques des stratégies de conservation liées au cas de la RBTRI et de la RBSEP dans la SMC, contenue dans le chapitre 2 (suite)

Thème	Synthèse
Stratégie : PSE	<p><u>Points positifs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revenus donnés aux individus et aux communautés locales en échange d'une utilisation durable des ressources ou d'une cessation de leur exploitation ; • Développement de marchés qui encouragent la conservation de la biodiversité, qui sont supportés financièrement par les grandes ONG, les institutions gouvernementales, les ONG locales, etc. ; • Accès à des revenus rapides et fiables, qui permettent une certaine participation des communautés locales dans la gouvernance environnementale ; • Stratégie plus facile à mettre en place, qui obtient des résultats plus rapides. <p><u>Défis</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financement insuffisant pour combler les besoins des communautés locales ; • Division des montants inadéquate et non décidée par les communautés locales ; • Augmentation des différences de pouvoirs entre les institutions dominantes et les communautés ; • Dépendance financière des communautés locales envers les institutions dominantes ; • Financement attribué sur une courte période de temps (5 ans). <p><u>Conséquences</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de contribution au développement social des communautés ni à la gouvernance locale ; • Création de conflits internes entre les familles et les communautés ; • Pas de contribution suffisante aux efforts de conservation à long terme ; • Ne favorise pas un dialogue d'égal à égal entre les autorités de la réserve et les communautés locales ; • Continuation des activités d'exploitation néfastes pour l'environnement.
Obstacle : Régime foncier	<p><u>Défis</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Différents types de propriétés présentes dans les aires protégées, qui sont distribués entre plusieurs acteurs qui ont des intérêts divergents ; • Irrégularités liées aux droits de propriété et d'utilisation des terres (statut confus) ; • Légalité des droits de propriété et d'usufruit non assurée. <p><u>Conséquences</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conflits internes liés à la délimitation des terres et aux droits d'utilisation des ressources ; • Désobéissance envers les règles de conservation des autorités des réserves ; • Complication du développement des institutions locales ; • Continuation et augmentation de la déforestation, impacts négatifs pour l'environnement.
Obstacle : Gouvernance locale faible	<p><u>Points positifs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence de la reconnaissance de l'importance de la participation des communautés autochtones et locales dans la LGEEPA et par la CONANP ; • Développement des ICDP. <p><u>Défis</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence de plusieurs parties prenantes dans les aires protégées possédant des pouvoirs inégaux et des intérêts divergents ; • Favorisation de la politique de conservation <i>top-down</i> ; • Exclusion des communautés dans l'élaboration des programmes de gestion des réserves ; • Organisations et institutions locales faibles et mal-développées ; • Absence de mécanismes et d'outils de participation reconnus juridiquement. <p><u>Conséquences</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mauvais partage de pouvoir, mauvaise communication ; • Conflits internes récurrents qui empêchent la réalisation des objectifs de conservation ; • Compétitions économiques ; • Sentiment d'ignorance et de méfiance des communautés envers les autorités ; • Désobéissance qui favorise des comportements négatifs pour l'environnement ; • Continuation de la déforestation des réserves.

Afin de proposer des solutions pour la RBTRI et la RBSEP, il est intéressant d'explorer les alternatives qui existent à travers le monde. Cela permet de constater d'autres modèles de régime foncier, de gouvernance et de gestion des activités productives qui respectent ou qui intègrent les différences culturelles. Le cas des Cris de l'Eeyou Istchee Baie-James au Québec est un bon exemple. Ce peuple autochtone possède des mécanismes, des traités et des ententes établis avec les autorités gouvernementales du Canada et du Québec, qui leur permettent une meilleure participation dans la gestion des ressources naturelles de leur territoire ancestral. Le prochain chapitre explore plus en détail la relation que les Cris possèdent avec leur territoire, leur mode de gouvernance particulier, ainsi que les outils et mécanismes en place qui permettent leur participation à la protection de la biodiversité.

3. LES CRIS D'EYYOU ISTCHEE ET LA CONSERVATION DU NORD QUÉBÉCOIS

Les Cris d'Eeyou Istchee sont l'une des 11 nations autochtones présentes au Québec. Leur territoire ancestral se situe dans la région administrative du Nord-du-Québec, dans la région de la Baie-James. (Secrétariat des affaires autochtones, 2017b) Comme la plupart des peuples autochtones, les Cris entretiennent une relation profonde avec leur territoire, qui leur procure leurs moyens de subsistance, mais qui est aussi à la base de leur culture et de leur mode de vie. Ils cherchent donc à protéger ses ressources pour assurer la perpétuité de leur mode de vie traditionnel. (Feit, 1986 ; Tanner, 1979) En matière de conservation, il s'agit d'un cas intéressant, puisque les Cris possèdent un régime juridique basé sur la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ). Il est qualifié de « régime socio-écologique spécial dont le principe directeur [est] le développement en harmonie avec la protection de l'environnement » (Gouvernement du Québec, 1998, p. xxii). Plusieurs experts le considèrent comme prometteur, avancé et innovateur, puisqu'il permet d'intégrer la participation des Cris dans la conservation de leur territoire, dont la gestion des aires protégées, en y incluant le respect et la protection de leur mode de vie (Fortier et Wyatt, 2014 ; Gagnon et Rocher, 2002). Selon l'agente de liaison de la Société du Plan Nord, Julie Simone Hébert, les Cris possèdent également une forte volonté ainsi qu'un leadership grandissant en matière de conservation. Le développement des aires protégées fait notamment partie des priorités de leur gouvernement. Ils ont donc développé une expertise ethnique en matière de géomatique, d'écologie et de connaissances environnementales qui se retrouve peu dans d'autres nations autochtones au Québec. (J. S. Hébert, conversation téléphonique, 24 avril 2019) Le cas des Cris peut donc servir d'exemple pour de nombreuses communautés autochtones et locales qui souhaitent obtenir plus de pouvoir et d'influence liés à la conservation de leur territoire.

Les prochaines sections décrivent d'abord la mise en contexte du système d'aires protégées présent au Québec, qui diffère de celui du Mexique, mais qui intègre également les recommandations de l'UICN. Les particularités sociales, écologiques et juridiques liées à la culture des Cris et à leur territoire sont également expliquées, suivies de leur régime foncier et de leur mode de gouvernance. Les dernières sections comprennent une description des activités d'exploitation présentes sur le territoire des Cris, ainsi que les différents mécanismes qui leur permettent de participer à la gestion des ressources naturelles, à la conservation de leur territoire et à la gestion des aires protégées.

3.1 Les aires protégées au Québec

La première stratégie québécoise de mise en œuvre de la CDB a été annoncée en 1996. (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MELCC], 2019b) Cette stratégie avait pour but de fixer les objectifs de conservation de la province, qui concernaient principalement le développement des aires protégées. Ces dernières représentaient moins de 1 % du territoire québécois en 2000. Pour augmenter ce chiffre à 8 %, le gouvernement provincial a mis en place la Stratégie québécoise sur les aires protégées, ainsi que la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, adoptée en 2002. (MELCC, 2019c) Cette loi vise principalement à faciliter la mise en place d'un réseau d'aires protégées représentatif de la biodiversité québécoise (*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, art. 1). Le Québec est divisé en trois principales zones de végétation allant du sud au nord : la zone

tempérée nordique, la zone boréale et la zone arctique. La zone tempérée nordique comprend la forêt décidue et la forêt mixte. La zone boréale regroupe la forêt boréale, la taïga et la toundra forestière. La zone arctique comprend le pergélisol et un couvert végétal de moindre hauteur et dispersé. (Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs [MFFP], 2016) La gestion des aires protégées du Québec est administrée par différents types d'organisations, soit le gouvernement fédéral ou provincial, les municipalités, les ONG, le secteur privé ou les communautés locales ou autochtones, selon le régime foncier (MELCC, 2019a).

Le Québec a ensuite cherché à porter son réseau d'aires protégées à un recouvrement de 12 % du territoire pour 2015 (Gouvernement du Québec, 2011b). Cet objectif n'a cependant pas été atteint. Selon les dernières données datant du 31 décembre 2018, le Québec compte 166 760 km² d'aires protégées terrestres et marines, qui protègent 10 % de sa surface. Cela représente 4 775 sites, qui sont réglementés en fonction de 32 désignations juridiques ou administratives. Les aires protégées au Québec respectent également les lignes directrices établies par l'UICN ainsi que ses catégorisations de 1994 (Catégories I à VI). (MELCC, 2019a ; MELCC, 2019c ; MELCC, 2019g) L'annexe 3 présente la carte des aires protégées québécoises selon les données de septembre 2018. L'annexe 4 présente les différentes désignations d'aires protégées au Québec selon leur catégorie de l'UICN, leur superficie en kilomètre carré, le nombre de sites et l'institution responsable de leur juridiction.

3.1.1 La priorisation de la protection du Nord québécois

Pour répondre à la cible du 11^e objectif d'Aichi, qui vise la conservation de 17 % de la superficie mondiale, le Québec a adopté plusieurs stratégies (MELCC, 2019c). Il vise particulièrement la protection des territoires du Nord, qui sont encore peu habités, notamment par le développement du Plan Nord, introduit en 2011. Il s'agit d'un projet principalement économique qui consiste à développer le potentiel énergétique, minier, forestier, bioalimentaire et touristique des territoires québécois compris au nord du 49^e parallèle. Par ce projet, le gouvernement vise également à consacrer 50 % du territoire à des fins de protection de l'environnement et à la sauvegarde de la biodiversité, notamment en étendant son réseau d'aires protégées. (Gouvernement du Québec, 2015) Selon Martin Vachon, agent de liaison à la Société du Plan Nord, 40 % de la superficie devant être protégée sera consacrée au développement des aires protégées, tandis que d'autres modes de conservation sont actuellement explorés pour le 60 % restant. Il sera question de créer de nouvelles zones de protection qui permettent à la fois la conservation du territoire ainsi que le développement économique et social. La Société du Plan Nord travaille entre autres en collaboration avec les communautés locales crie et non autochtones de la Baie-James pour développer ces nouveaux modes de conservation, qui font référence aux OECM de l'UICN. (M. Vachon, conversation téléphonique, 24 avril 2019)

3.1.2 L'implication des communautés autochtones et locales au Canada et au Québec

L'importance de la collaboration et de la participation des organisations autochtones et des communautés locales dans la planification et la création des aires protégées est maintenant devenue un enjeu amplement reconnu au Canada. Il a été inclus dans les buts et les objectifs canadiens pour la biodiversité d'ici 2020, qui soulignent l'importance de la préservation de l'usage coutumier des ressources biologiques et de celle des connaissances traditionnelles. (Environnement et Changement

climatique Canada [ECCC], 2016) La gouvernance de cogestion est majoritairement adoptée à différents niveaux par les organismes responsables des aires protégées (Berkes, 2009). Au Canada, les organismes œuvrant dans la planification et la gestion des aires protégées disposent généralement de mécanismes qui permettent d'inclure les peuples autochtones et les communautés locales. Parmi ces mécanismes, il y a l'organisation de consultations ciblées avec les peuples autochtones et de consultations publiques, l'assurance d'une participation au processus de planification d'aménagement du territoire notamment par la création de comités conjoints, la participation d'organismes consultatifs (dont les conseils de bande), ainsi que des traités et des accords territoriaux. (ECCC, 2016) De plus, il existe maintenant une première APAC officiellement désignée au Canada, celle de l'Edézhzié, située dans les Territoires du Nord-Ouest. Elle est gérée conjointement par le conseil de gestion de l'Edézhzié, les Premières Nations du Dehcho et le Service canadien de la faune. (Radio-Canada, 2018, 11 octobre)

Au Québec, la Loi sur la conservation du patrimoine naturel précise la consultation obligatoire des communautés autochtones concernées lors de la planification de la création d'une aire protégée (*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, art. 14). Leur participation est également de plus en plus sollicitée, surtout dans la création des parcs nationaux dans le Nord québécois (Hébert, 2012). Elle se réalise d'abord en amont du projet, où les communautés sont invitées par le MELCC à se prononcer sur l'élaboration du projet (limite, zonage, concept d'aménagement), par l'organisation d'audiences publiques ou de séances d'information. Les connaissances de terrain des communautés sont souvent réclamées pour la création des aires protégées. Le gouvernement peut également décider de déléguer leur gestion à une communauté ou à un organisme autochtone, qui peut alors profiter davantage des bénéfices économiques que rapporte leur création. (Desroches et Freedman, 2012) Certaines nations autochtones, comme celles des Cris, bénéficient également d'avantages supplémentaires grâce aux traités et aux ententes développés avec le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada. Leur cas est abordé en détail dans les prochaines sections.

3.2 Les Cris de l'Eeyou Istchee

Le Québec compte 11 premières nations autochtones, qui représentent environ 1 % de sa population. Il s'agit des Abénaquis, des Algonquins, des Atikamekw, des Cris, des Hurons-Wendat, des Innus, des Inuits, des Malécites, des Micmacs, des Mohawks et des Naskapis. Les Inuits forment un groupe ethnique distinct des autres nations, puisqu'ils sont issus d'une vague de peuplement plus tardive. Ces nations se divisent en 55 communautés qui sont réparties à travers le territoire du Québec, dans des réserves, des villages ou des établissements, qui sont généralement administrés par un conseil de bande. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2017b)

Parmi ces nations, les Cris, aussi appelés les « Eeyou », occupent les territoires de la région subarctique et des plaines qui s'étendent de la province de l'Alberta à celle du Québec. (Preston, 2018) La population crie contenue au Québec est aussi surnommée les Cris de la Baie-James (Saganash, 2011). Elle forme la deuxième nation autochtone la plus peuplée au Québec, regroupant environ 17 900 habitants, qui sont répartis dans neuf communautés (Institut de la statistique du Québec, 2017). Deux communautés supplémentaires, nommées Washaw Sibi et MoCreebec sont aussi en voie d'être officiellement reconnues et établies (Centre pour la conservation et le développement autochtones

alternatifs [CICADA], 2019 ; Grand conseil des Cris [GCC], 2019b). Les communautés crie sont situées dans la région administrative du Nord-du-Québec, qui est la seule région québécoise majoritairement habitée par des peuples autochtones. Elle est divisée en deux sous-régions : au nord du 55^e parallèle, il y a le Nunavik où se situent les villages inuits, ainsi que la Jamésie ou l'Eeyou Istchee Baie-James, au sud. Les communautés crie sont situées dans la partie sud du Nord-du-Québec, principalement sur les rives de la Baie-James ainsi qu'à l'intérieur des terres de la Jamésie. (Létourneau, 2011 ; Secrétariat des affaires autochtones, 2017a). La figure 3.1 illustre la localisation des 9 communautés crie ainsi que les différentes catégories de terres qui sont expliquées plus en détail à la section 3.3.

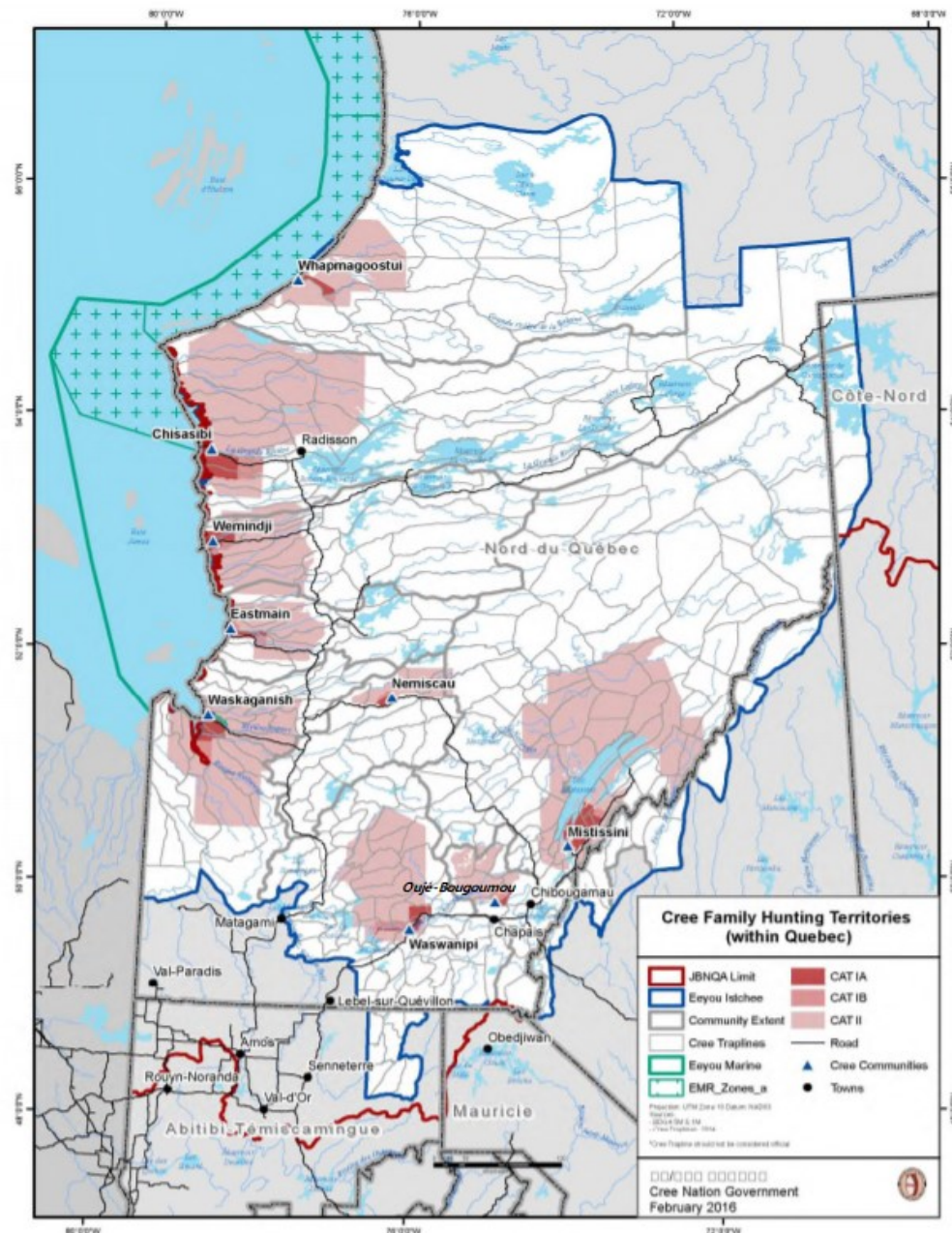


Figure 3.1 Localisation des neuf communautés crie et du territoire traditionnel de l'Eeyou Istchee (tiré de : GCC et Gouvernement de la Nation crie, 2017)

Le territoire des Cris de la Baie-James se nomme « Eeyou Istchee » en langue crie, ce qui signifie « Terre des Cris » (GCC, 2019b). Officiellement, l'Eeyou Istchee est un territoire discontinu qui est situé entre le 48° et le 56° parallèle et qui regroupe une superficie de 5 271 km². Il est enclavé dans le territoire municipal d'Eeyou Istchee Baie-James, qui regroupe également la Jamésie (Beck, 2014 ; Institut de la statistique du Québec, 2017). Toutefois, les Cris considèrent que leur territoire traditionnel s'étend sur l'ensemble de la Baie-James sur environ 400 000 km² (Beck, 2014).

3.2.1 Les particularités écologiques de l'Eeyou Istchee

Le territoire traditionnel de l'Eeyou Istchee se retrouve principalement dans la zone boréale. Au sud, il correspond à la sous-zone de la forêt boréale continue, qui est formée majoritairement par le domaine de la pessière à mousses. (MFFP, 2016) Les températures sont majoritairement marquées par le climat continental froid et humide, où la température annuelle moyenne demeure au point de congélation, avec une forte amplitude entre les saisons chaudes et les saisons froides (MELCC, 2019d). La pessière à mousse est caractérisée par la dominance de l'épinette noire (*Picea mariana*), associée à quelques autres conifères comme le sapin baumier (*Abies balsamea*), ainsi que certains feuillus comme le bouleau blanc (*Betula papyrifera*) et le peuplier faux-tremble (*Populus tremuloides*) (MFFP, 2016). La pessière à mousse s'étend environ jusqu'au 52° parallèle (Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la Baie-James [CRRNTBJ], 2010). Au nord de l'Eeyou Istchee, on retrouve majoritairement la sous-zone de la taïga, caractérisée par le domaine de la pessière à lichens (MFFP, 2016). La taïga correspond au climat continental subpolaire, où les températures moyennes sont sous le point de congélation entre les mois de novembre et avril. Les étés sont également plus courts et frais. (MELCC, 2019d) Le couvert forestier y est moins dense, formé essentiellement par l'épinette noire ainsi que par un tapis de lichens. L'extrême nord-est du territoire est aussi en partie situé dans la toundra forestière, qui est formée par des mosaïques de landes arbustives entrecoupées de forêts d'épinettes noires rabougries. (MFFP, 2016) D'innombrables lacs sont également présents sur le territoire. Par exemple, le lac Mistassini, situé sur les terres de la communauté crie de Mistissini, est le plus grand lac naturel du Québec. Il compte une superficie de 2 335 km² et il est très prisé pour la pêche au doré (*Sander vitreus*), à la truite mouchetée (*Salvelinus fontinalis*) et au touladi (*Salvelinus namaycush*). (Québec original, s. d.) Ces successions végétales créent une variété d'habitats qui abritent plusieurs espèces de mammifères, d'oiseaux, d'amphibiens, de reptiles et d'insectes.

L'Eeyou Istchee Baie-James compte notamment plusieurs espèces fauniques prioritaires. Elles ont un statut précaire qualifié comme étant vulnérable, menacé ou susceptible d'être menacé, établi selon la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables. Ce sont également des espèces qui ont une importance sociale, culturelle et économique pour les populations de la région. Parmi les mammifères, la forêt boréale de la Baie-James compte la présence du caribou des bois (*Rangifer tarandus caribou*), du carcajou (*Gulo gulo*), ainsi que du cougar (*Puma concolor*). L'arlequin plongeur (*Histrionicus histrionicus*), le faucon pèlerin anatum (*Falco peregrinus anatum*) et le râle jaune (*Coturnicops noveboracensis*) sont des espèces oiseaux de la région qui sont considérées comme étant vulnérables ou menacées. (CRRNTBJ, 2011 ; MFFP, 2018)

3.2.2 La culture et l'histoire des Cris

Les Cris sont originaires de l'Ouest canadien. Ils résident dans la région de la Baie-James depuis environ 5 000 ans. (Gouvernement du Québec, 2011a) Pendant des milliers d'années, les Cris ont pratiqué un mode de vie nomade, en tant que chasseurs-cueilleurs. Ils ont parcouru la forêt boréale et la toundra pour suivre les migrations saisonnières des animaux nordiques, comme le caribou (*Rangifer tarandus caribou*) et l'orignal (*Alces americanus*). Ils se nourrissaient également de poissons ainsi que de petits gibiers, en se déplaçant en canot d'écorce sur les nombreux lacs présents sur leur territoire. Durant l'hiver, ils utilisaient des toboggans et des raquettes pour parcourir les forêts, en évoluant en petites bandes ou groupes de chasse familiaux. Ils résidaient dans des habitations temporaires en forme de cône, faites de peaux d'animaux. Les petits groupes se réunissaient ensuite à l'été pour socialiser et pratiquer leurs cérémonies culturelles. (Preston, 2018) Comme de nombreux autres peuples autochtones, le territoire et ses ressources naturelles sont donc la base de la culture et des croyances spirituelles des Cris. Ceux-ci considèrent que la santé et le bonheur sont obtenus en vivant en équilibre avec la nature. Ils croient également que les humains, les animaux, la terre et l'eau sont imprégnés d'esprits vivants interconnectés. (Tanner, 1979) Conséquemment, l'humain fait partie intégrante de l'écologie, n'étant pas supérieur à la nature qui au contraire est vénérée (Berkes, 1999).

Au début du 17^e siècle, les communautés crées rencontrent les missionnaires et les explorateurs européens, qui développent la traite des fourrures. La trappe devient alors la principale activité économique des Cris, au détriment de la chasse. (Preston, 2018) Afin de participer équitablement au commerce des fourrures, les différents clans familiaux crées ont divisé leur territoire en terrains de trappage, qui sont sous la responsabilité des maîtres de trappe. Ces derniers sont encore considérés aujourd'hui comme les principaux gestionnaires des ressources naturelles du territoire. Les terrains de trappage sont également utilisés dans les traités modernes comme unité de référence en matière de gestion forestière et d'aménagement du territoire. (Hébert, 2012) Le territoire de l'Eeyou Istchee compte actuellement 311 terrains de trappage (Eeyou Istchee Conservation, 2019b). Ils sont représentés à la figure 3.1, présente à la section 3.2. La traite des fourrures constitua l'activité économique la plus importante entre le 17^e et le 20^e, jusqu'à la chute du prix des peaux (CRRNTBJ, 2010).

Les Cris ont conservé leur mode de vie nomade, jusqu'aux années 1950. Le gouvernement fédéral a alors imposé leur sédentarisation, en prenant en charge l'administration de leur éducation, de leur justice, de leurs logements et de leur santé. (Simard, 1994) Le développement des activités minières et forestières commence alors également dans le Nord québécois, ce qui entraîne la construction de petites villes principalement occupées par des non-autochtones (Simard, 2017). Cette présence accrue du gouvernement et des non-autochtones dans le territoire des Cris bouleverse complètement leur mode de vie. Ils deviennent sédentaires et ils doivent maintenant cohabiter avec les Jamésiens, ce qui implique de partager les ressources de leur territoire (CRRNTBJ, 2010). Actuellement, la majorité des Cris occupent des emplois salariés et modernes, ne dépendant plus des ressources naturelles pour assurer leur survie. La chasse, la pêche et le piégeage restent tout de même des activités qui conservent une place importante dans leur mode de vie actuel et dans leur culture. (Gagnon et Rocher, 2002)

3.2.3 Les ententes et les traités modernes

En 1971, le premier ministre du gouvernement du Québec, Robert Bourassa, annonce le début d'un énorme projet pour répondre aux besoins énergétiques grandissants de la province : le développement hydroélectrique de la Baie-James. Il s'agit d'un projet risqué, car le thermonucléaire est alors l'énergie préférée par de nombreux politiciens. Néanmoins, Bourassa opte pour l'hydroélectricité qui semble représenter une solution plus profitable sur le plan écologique. (Archives de Radio-Canada, 2008) Ce projet prend place sur les territoires traditionnels des Cris et des Inuits, qui ne sont pas consultés au sujet de sa planification ni de sa mise en œuvre (GCC, 2019i ; Panasuk, 2006). Les travaux commencent également sans la moindre réalisation d'évaluation d'impacts environnementaux (Gagnon et Rocher, 2002). Pourtant, la construction des barrages demande de détourner les eaux d'une partie des rivières du bassin versant de La Grande. Cela implique l'inondation d'une grande superficie de terrains utilisés par les Cris et les Inuits comme zones de chasse et de pêche. Les communautés des peuples autochtones décident de contester le projet, en ayant recours aux tribunaux. Après de longues discussions et à la surprise générale, le juge Malouf ordonne l'arrêt immédiat des travaux en novembre 1973, rendant une décision favorable aux revendications autochtones. (Archives de Radio-Canada, 2008) Malgré tout, les travaux continuent avec le renversement de la décision en cour d'appel. Les négociations avec les peuples autochtones restent cependant nécessaires pour le gouvernement du Québec, s'il désire assurer le financement et la continuation du projet. Après deux ans de pourparlers tendus entre les négociateurs du Québec et les représentants autochtones des Cris et des Inuits, la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) est finalement signée le 15 novembre 1975. (Panasuk, 2006) Ce premier traité moderne est établi entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec, les Cris d'Eeyou Istchee, les Inuits du Nunavik et Hydro-Québec (GCC, 2019d). Cette convention contient un grand nombre de dispositions régissant diverses sphères de la vie en société sur un territoire qui correspond à la région administrative du Nord-du-Québec. Il est situé entre le 48^e et le 62^e parallèle nord, regroupant environ 1 082 000 km² qui représentent 70 % de l'ensemble du territoire québécois (Beauchemin, 1992 ; Gagnon et Rocher, 2002). Il inclut l'Eeyou Istchee Baie-James et le Nunavik. La CBJNQ vient établir le cadre juridique en matière de propriété et d'administration des terres, de gestion des ressources naturelles, de protection de l'environnement ainsi que du milieu social, relié aux activités traditionnelles (Gouvernement du Québec, 1998).

À la suite de la création de la CBJNQ, plusieurs organismes ont été mis en place pour assurer la gestion du territoire de l'Eeyou Istchee Baie-James. D'abord, la Société de développement de la Baie-James, mandatée par le gouvernement du Québec, a pour mission de mettre en place des projets qui favorisent le développement durable et économique, ainsi que la mise en valeur des ressources naturelles autres que les ressources hydroélectriques (Société de développement de la Baie-James, 2009). Les projets et les services d'ingénieries reliés au domaine de l'énergie sont pris en charge par la Société d'énergie de la Baie-James, qui est une filiale d'Hydro-Québec (Société d'énergie de la Baie-James, s. d.). Le territoire était également sous la juridiction de la Municipalité de la Baie-James.² Également, grâce à la

² Depuis l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James de 2012, la Municipalité de la Baie-James a été remplacée par le Gouvernement Eeyou Istchee Baie-James (voir section 3.3.1).

CBJNQ, les Cris ont pu mettre en place leur propre administration régionale. Ils ont créé le Grand conseil des Cris (GCC) en 1974, un organisme politique qui assure la représentation des membres de la Nation crie, ainsi que l'Administration régionale crie en 1978 (remplacée actuellement par le Gouvernement de la Nation crie, voir section 3.3.1). Cette administration assume les questions reliées à la protection de l'environnement, au développement économique et communautaire, à la gestion des activités traditionnelles et aux négociations sur les droits autochtones. (GCC, 2019h)

Les Cris ont mis beaucoup d'espoirs dans l'application de la CBJNQ pour assurer la protection de leur territoire et de leurs activités traditionnelles. Cependant, plusieurs désaccords ont persisté sur l'interprétation et l'application du traité, menant à plusieurs conflits entre les Cris et le gouvernement québécois dans les années 1990. (Maclure, 2005) Ces conflits concernaient en particulier le projet hydroélectrique de la Grande-Baleine, dont la construction était planifiée sur les territoires occupés conjointement par les Cris et les Inuits près du 55^e parallèle. L'évaluation des impacts faite par Hydro-Québec pour le projet ne respectait pas les lignes directrices de la CBJNQ. Les peuples autochtones se sont donc lancés dans une série de revendications pour dénoncer le non-respect de la convention. (Dufous, 1996 ; Maclure 2005). Plusieurs conflits concernaient également les exploitations forestières de la forêt boréale au sud de l'Eeyou Istchee, qui ne respectent pas le régime de protection environnemental mis en place à la suite de la signature de la CBJNQ (Lathoud, 2005).

Pour mettre fin aux conflits et corriger les lacunes de la CBJNQ, l'Entente de la Paix des Braves est signée entre les Cris et le gouvernement québécois en 2002. Elle assure les bases d'une relation « de nation à nation » (Maclure, 2005). La Paix des Braves met en place un nouveau partenariat davantage basé sur la confiance, la coopération et le respect mutuel. Elle vise l'actualisation de la CBJNQ, en assurant des moyens concrets pour assurer que les Cris puissent prendre en charge leur développement social et économique. Elle prévoit notamment le versement de 3,5 milliards de dollars d'indemnité sur 50 ans, ainsi que de divers partenariats qui assurent une participation des Cris dans le développement hydroélectrique, forestier et minier. L'entente prévoit aussi des mécanismes de protection de l'environnement, comme un comité de liaison Québec-Cri et un processus de médiation pour coordonner les intervenants cris et non-cris. Cette entente représente une avancée majeure, puisqu'elle permet de briser l'approche traditionnelle basée sur la compensation financière, qui engendre une dépendance économique des communautés locales envers le gouvernement. (Létourneau, 2011 ; Maclure, 2005) Plusieurs autres ententes ont également été conclues entre les Cris et le gouvernement québécois ou fédéral, pour renforcer la mise en œuvre de la CBJNQ ainsi que les droits autochtones liés à la gestion et la gouvernance de leur territoire. Le tableau 3.1 présente une synthèse des ententes et des conventions établies, ainsi que leurs principales implications.

Tableau 3.1 Synthèse des principales ententes et conventions établies avec les Cris (inspiré de : GCC, 2019d)

Nom officiel	Date de création	Sommaire des accords établis
Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ)	1975	<ul style="list-style-type: none"> Administration et réorganisation du territoire (division des terres en catégories I, II et III) ; Développement de l'administration et de la gouvernance des Cris et des Inuits (locale, régionale) ;

Tableau 3.1 Synthèse des principales ententes et conventions établies avec les Cris (suite)

Nom officiel	Date de création	Sommaire des accords établis
Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) (suite)	1975	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des droits exclusifs de chasse, pêche et piégeage, programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et les trappeurs cris ; • Développement d'un régime environnemental, procédé d'évaluation environnementale et de mécanismes de participation ; • Versements d'indemnités ; • Encouragement du développement social et économique.
Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec – Paix des Braves	2002	<ul style="list-style-type: none"> • Relation de nation à nation ; • Augmentation de l'autonomie des Cris en vertu de la CBJNQ ; • Accords sur le développement de certains projets hydroélectriques (Eastmain et Rupert) ; • Meilleure participation au développement minier (Conseil sur l'exploration minérale) ; • Régime forestier adapté pour intégrer le mode de vie traditionnel cri ; • Versements d'indemnités.
Entente concernant une nouvelle relation entre le Gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee	2008	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la mise en œuvre de la CBJNQ et modifications de certaines dispositions concernant les pouvoirs et les compétences des organismes cris ; • Développement d'une transition vers un gouvernement cri ; • Résolution de revendications et de conflits entre les Cris et le gouvernement du Canada concernant la CBJNQ.
Accord entre les Cris d'Eeyou Istchee et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada sur la région marine d'Eeyou	2010	<ul style="list-style-type: none"> • Résolution de revendications territoriales protégées par la Constitution du Canada ; • Établissement de droits de propriété, d'aménagement du territoire et d'usage des ressources des Cris et des Inuits de certaines îles et eaux situées dans la région de la Baie-James et du Nunavik.
Entente sur la gouvernance dans le territoire de la Baie-James d'Eeyou Istchee entre les Cris d'Eeyou Istchee et le Gouvernement du Québec	2012	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'autonomie des Cris sur les terres de catégorie II, concernant la planification et la gestion des ressources naturelles, le développement régional et l'administration municipale ; • Modernisation du régime de gouvernance ; • Création du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour la gestion collaborative des terres de catégories III, composé de représentants cris et jamésiens (entré en vigueur en 2014).
Entente sur la gouvernance de la Nation Crie entre les Cris d'Eeyou Istchee et le Gouvernement du Canada	2017	<ul style="list-style-type: none"> • Entente découlant des négociations entamées avec l'Entente de 2008 ; • Établissement d'un régime d'autonomie gouvernementale des Cris sur les terres de catégories IA ; • Nouveaux arrangements financiers à long terme ; • Création de la Constitution de la Nation crie d'Eeyou Istchee.

Les prochaines sections explorent plus en détail certaines de ces implications, qui sont en lien avec le régime des terres, l'administration et la gouvernance locale ainsi que la participation des Cris à la protection de l'environnement.

3.3 Le régime des terres et gouvernance des Cris

La CBJNQ a établi un nouveau régime de terre afin de régler l'impasse des revendications territoriales des Cris et des Inuits à la suite du développement des projets hydroélectriques. Il s'agissait donc de mettre en place une division des terres qui pouvait satisfaire les besoins des autochtones ainsi que ceux du gouvernement du Québec. (Beauchemin, 1992) Le concept du régime a été formulé par Billy Diamond, le chef cri de Waskaganish, durant les négociations de la CBJNQ. Après avoir jeté un caillou dans la piscine de John Ciaccia, le négociateur du gouvernement du Québec, il a observé les cercles concentriques qui se dégageaient de l'épicentre. Il a alors eu l'idée de créer trois principales catégories

de terre, qui divisent la superficie du Nord québécois. (Panasuk, 2006) Le tableau 3.2 résume les principales caractéristiques des catégories territoriales définies dans la CBJNQ, en intégrant leur superficie totale pour chaque catégorie. L'annexe 5 présente une carte plus détaillée de la portion crie du territoire conventionné avec le régime des terres ainsi que leur division par catégories.

Tableau 3.2 Caractéristiques et superficies des catégories territoriales de la CBJNQ (modifié de : Simard, 2017)

Catégorie	Caractéristiques	Superficie
IA	Assises des communautés autochtones, appartenant au gouvernement canadien, et des villages nordiques, appartenant aux corporations foncières inuites.	14 020 km ² (1,3 %)
IB	Espaces environnants des villages (IA) possédés et gérés par les autochtones. Terres exclues de la Jamésie, mais qui relèvent de la compétence provinciale.	
II	Terres publiques où les autochtones possèdent des droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage et obtiennent des redevances liées à l'exploitation des ressources minières ou forestières. Terres exclues de la Jamésie, qui sont gérées en partenariat avec le gouvernement provincial et les autochtones.	154 531 km ² (14,3 %)
III	Terres résiduelles gérées comme terres publiques par le gouvernement du Québec avec certains droits de chasse, de pêche et de piégeage pour les autochtones.	910 711 km ² (84,4 %)

Le statut des terres de la catégorie I diffère selon leur situation géographique, soit si elles sont localisées sur le territoire d'Eeyou Istchee ou sur celui du Nunavik. Les terres de catégories I présentes sur le territoire de l'Eeyou Istchee Baie-James sont officiellement exclues de la Jamésie et considérées comme les terres de l'Eeyou Istchee, au sens strict du terme. Elles sont attribuées aux autochtones pour leur usage exclusif. Conséquemment, les droits d'exploitation naturels appartiennent exclusivement aux Cris, ce qui protège leur territoire de l'exploitation extérieure. Le Québec conserve cependant le droit d'y conduire de l'exploitation minière, mais les projets doivent être soumis au consentement préalable des communautés concernées. (Gouvernement du Québec, 1998) Les terres de catégorie I réservées aux Cris représentent un territoire d'environ 3 473 km² (Gagnon et Rocher, 2002). Les terres IA correspondent aux délimitations des villages ou des communautés autochtones. Elles appartiennent au gouvernement fédéral, mais elles sont gérées, contrôlées et administrées par les conseils de bandes de chaque communauté, ainsi que le gouvernement de la Nation crie. Les terres de la catégorie IB sont les parcelles de territoire qui entourent les communautés. Elles restent sous la propriété provinciale, mais elles sont également gérées par les autochtones. (Gouvernement du Québec, 1998 ; Simard, 2017)

Les terres de catégorie II sur le territoire cri couvrent une superficie d'environ 40 443 km². Les autochtones y ont des droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage ainsi que certains droits miniers (Gouvernement du Québec, 1998). Cependant, le Québec peut en tout temps désigner ses terres à des fins de mise en valeur, à condition de les remplacer ou d'indemniser les peuples autochtones (Gagnon et Rocher, 2002). Depuis 2012, les terres de catégorie II sont également gérées par le gouvernement de la Nation crie, en partenariat avec le gouvernement du Québec (Secrétariat aux affaires autochtones, s. d.b). Finalement, les terres de catégorie III sont soumises aux lois et aux règlements du Québec relatifs aux terres publiques. Le régime de chasse, de pêche et de piégeage ainsi que les protections de l'environnement définies dans la CBJNQ doivent cependant y être

respectés. (Gouvernement du Québec, 1998 ; Gagnon et Rocher, 2002) Les terres des différentes catégories sont également subdivisées en terrains de trappage. Les activités traditionnelles contenues dans ces territoires sont gérées par un maître de trappe et sa famille. (Simard, 2017) Les terrains de trappage manquent cependant de définition légale plus formelle, autre que celle mentionnée dans la CBJNQ et dans les ententes subséquentes (A. Penn, courriel, 4 avril 2019).

3.3.1 L'administration et le mode de gouvernance des Cris

Les Cris possèdent une gouvernance bien développée, qui a été mise en place à la suite de la CBJNQ et des différentes ententes créées depuis 1975. Les principales entités responsables des questions gouvernementales et des fonctions administratives sont le gouvernement de la Nation crie ainsi que le GCC. Malgré le fait qu'il s'agit de deux entités juridiques distinctes, elles possèdent les mêmes structures de gouvernance, les mêmes membres et le même conseil d'administration. Ce conseil est formé par 20 personnes qui sont élues par les membres de la nation crie. Il comprend le Grand Chef/président ainsi qu'un Grand-Chef adjoint/vice-président, qui sont élus tous les quatre ans. Le conseil d'administration compte également les neuf chefs des neuf communautés crie, ainsi que neuf représentants provenant de chacune des communautés. Ils sont élus par les membres de leur communauté respective. En plus, le conseil compte un chef élu et un représentant des communautés de Washaw Sibi et de MoCreebec, qui ne sont pas encore reconnues. (GCC, 2019h)

Le GCC est davantage un organisme de représentation politique, tandis que le gouvernement s'occupe de l'administration du régime de chasse, de pêche et de piégeage, du développement économique, des redevances monétaires découlant de la CBJNQ, des services sociaux et municipaux, etc. (Gagnon et Rocher, 2002 ; GCC, 2019h). Depuis 2012, par l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee établie avec le gouvernement du Québec, le gouvernement de la Nation crie peut maintenant exercer des juridictions et des pouvoirs de municipalité, de municipalité régionale de comté (MRC) et de conférence régionale des élus sur les terres de catégorie II. L'Entente prévoit également la mise en place du régime forestier adapté, qui assure une collaboration entre les Cris, les Jamésiens et les intervenants concernés liés au domaine forestier pour gérer les ressources forestières sur les terres de catégorie II. (Secrétariat des affaires autochtones, s. d.b) Le gouvernement de la Nation crie peut également administrer tout programme qui s'applique aux terres I, avec l'autorisation des conseils de bande des communautés concernées (Gagnon et Rocher, 2002). En plus, depuis 2017, l'Entente sur la gouvernance de la Nation crie, établie avec le gouvernement du Canada, permet un régime d'autonomie gouvernementale crie sur les terres IA. Les Cris peuvent donc créer et appliquer leurs propres lois sur une grande variété de questions, incluant la protection de l'environnement et l'usage des terres et des ressources, sans consulter les gouvernements fédéral et provincial. L'Entente fournit également une stabilité à long terme aux Cris en matière d'arrangements financiers avec le Canada. (Affaires autochtones et du Nord Canada, 2018)

La gouvernance locale de chaque communauté crie est aussi assurée par les conseils de bande et leur chef, qui exercent les pouvoirs semblables à un conseil municipal quant à l'usage, la gestion et la réglementation sur les terres de catégorie I. (*Loi sur les villages crie et le village naskapi*, art. 14). En outre, comme expliqué précédemment, les terres de la convention des différentes catégories sont

également divisées en terrains de trappage (ou terrains familiaux de chasse et de piégeage), qui sont utilisés comme unité de référence en matière de gestion forestière et d'aménagement du territoire. Ils sont gérés par un maître de trappe et leur famille, qui sont considérés comme les pourvoyeurs du savoir séculaire, des valeurs et des principes éthiques qui guident les négociations quant à la gestion des ressources. Ils forment ainsi un système décisionnel collectif, qui influence les décisions prises par les conseils de bande, notamment concernant la gestion des aires protégées et des activités pouvant s'y pratiquer. (Hébert, 2012 ; Wattez, 2015)

En outre, depuis 2014, la région de l'Eeyou Istchee et de la Jamésie expérimente un mode de gouvernance multiculturelle, qui vient rompre avec la gestion antérieure caractérisée par des organismes distincts entre Jamésien et Cris pour faire l'administration d'un même territoire (Simard, 2017). Le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) est venu remplacer la Municipalité de la Baie-James en 2014, à la suite de la signature de l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee en 2012 (Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James [GREIBJ], 2019a). Cette entente a été créée dans le but de moderniser le régime de gouvernance établi sur le territoire de la CBJNQ, pour assurer une meilleure inclusion des Cris. Ce régime permet une plus grande participation dans la gouvernance des terres de catégorie III, en partenariat avec les Jamésien. Il assure donc la construction d'une relation plus positive, égalitaire et coopérative entre la Nation crie et le gouvernement québécois. (Secrétariat des affaires autochtones du Québec, 2018)

Le GREIBJ est régi par les lois du Québec et possède les compétences équivalentes à une MRC. Le président du GREIBJ alterne tous les deux ans entre un représentant des Cris, soit le Grand Chef du gouvernement de la Nation crie, et un représentant des Jamésien. Le conseil est composé de 11 représentants cris, dont le Grand Chef ainsi que 10 personnes élues qui siègent au sein du conseil d'administration du gouvernement de la Nation crie. Il est également composé de 11 représentants jamésien, qui sont désignés par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, parmi les membres élus qui siègent dans les municipalités allochtones du territoire. Le conseil comporte également un représentant du gouvernement du Québec. (GREIBJ, 2019b) Le GREIBJ offre plusieurs services aux citoyens, dont ceux en lien avec la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement. La figure 3.2 présente le résumé des informations liées à la gouvernance des Cris.

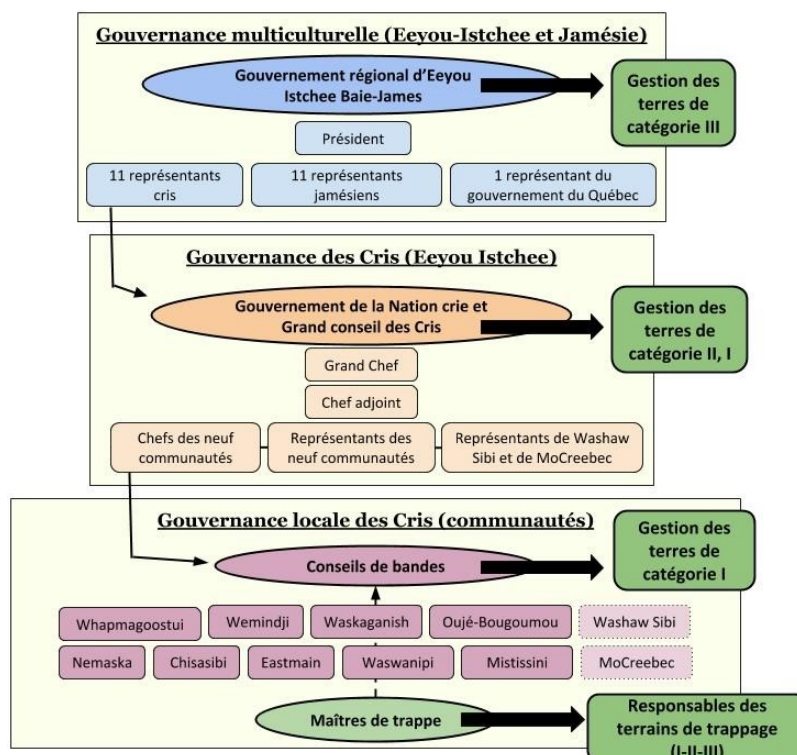


Figure 3.2 Gouvernance locale et régionale des Cris dans l'Eeyou Istchee Baie-James

3.4 La participation des Cris aux activités d'exploitation

Plusieurs activités d'exploitation des ressources naturelles sont pratiquées dans le territoire de l'Eeyou Istchee Baie-James, dont l'hydroélectricité, l'exploitation minière, l'exploitation forestière, la pratique des activités traditionnelles, ainsi que le développement du tourisme. Ces activités sont prises en charge par différents acteurs, dont le gouvernement provincial, les organismes de gestion territoriale présents sur le territoire, les compagnies et les industries, les propriétaires privées, etc. Ces activités représentent différents impacts pour l'environnement ainsi que pour le territoire ancestral des Cris. Ils existent donc plusieurs mécanismes qui permettent aux Cris de participer à leur planification et à leur gestion. Cela leur permet de minimiser les impacts sociaux et environnementaux des activités, ainsi que de bénéficier davantage de leurs retombées économiques.

3.4.1 L'hydroélectricité

L'hydroélectricité est très présente sur le territoire de l'Eeyou Istchee Baie-James, qui est parsemé de rivières et de lacs. Il s'agit d'une activité énergétique très importante pour le Québec, qui est contrôlée principalement par la compagnie nationalisée d'Hydro-Québec. Environ 83 % de la production d'énergie hydroélectrique produite par Hydro-Québec provient des installations présentes sur le territoire des Cris et des Innus. (Hydro-Québec, 2019) Il compte plusieurs complexes importants, dont celui de La Grande, qui regroupe 11 centrales hydroélectriques situées sur la Grande Rivière. La centrale Robert-Bourassa est la plus grande centrale souterraine au monde. (Développement Chibougamau, 2014 ; Hydro-Québec, 2019) La région possède également les complexes d'Eastmain-Rupert (Hydro-Québec, 2019). Les développements hydroélectriques permettent d'exploiter une forme d'énergie renouvelable. Cependant, ils restent dommageables pour les écosystèmes, puisqu'ils modifient le régime hydraulique

et la qualité de l'eau, causant l'inondation de grandes superficies de terrain. La création des réservoirs augmente également la teneur en mercure dans les poissons, qui sont consommés par les communautés locales. (Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James [CCEBJ], 2019b)

Les communautés autochtones se sont longtemps opposées aux projets hydroélectriques, qui viennent modifier leur territoire et mettre en péril leurs activités traditionnelles. Les projets, comme celui de La Grande en 1971, étaient également planifiés sans aucune consultation autochtone. Grâce aux revendications organisées par les Cris et les Inuits, une prise de conscience s'établit peu à peu chez les politiciens, qui constatent la nécessité d'inclure les communautés autochtones dans le développement hydroélectrique. (Blancquaert, 2011) Aujourd'hui, le gouvernement du Québec insiste sur le développement durable et l'établissement de partenariats entre Hydro-Québec et les peuples autochtones. Les Cris tirent donc profit de leurs droits acquis par les différentes ententes pour influencer la planification des projets hydroélectriques. Par exemple, grâce à la Paix des Braves, les Cris ont pu modifier les aménagements des complexes Eastmain-Rupert, afin d'assurer leur acceptabilité sociale. (A. Penn, courriel, 4 avril 2019 ; Savard, 2009) Les Cris reçoivent également des redevances pour la production hydroélectrique générée sur leur territoire. Ils peuvent ainsi bénéficier d'une partie des profits générés par l'hydroélectricité. (Rodon et Therrien, 2017)

3.4.2 L'exploitation minière

Le territoire de l'Eeyou Istchee-Baie-James représente également un fort attrait minier. On y retrouve plusieurs projets d'exploitation qui visent principalement l'or, le cuivre, le diamant et la kimberlite (CCEBJ, 2019a). Les plus importants dans l'Eeyou Istchee sont la mine d'or Eleonore à Wemindji, la mine de diamant Renard près de Mistissini et la mine Bracemac-McLeod, à Matagami (Rodon et Therrien, 2017). Ces activités peuvent avoir plusieurs impacts négatifs pour l'environnement. Les procédés d'extraction des mines et des gisements produisent plusieurs résidus qui peuvent contaminer les milieux aquatiques environnants, touchant directement la santé des communautés locales (CCEBJ 2019a). La participation des Cris est donc essentielle pour assurer le respect de leur milieu environnemental et social, ainsi que leur développement économique.

Historiquement, les Cris ont été exclus de toute participation aux activités minières. Cependant, grâce à la CBJNQ et à la Paix des Braves, les Cris peuvent maintenant participer au développement minier, notamment en négociant avec les compagnies minières des ententes sur les répercussions et les avantages (ERA). Ces ententes leur permettent d'obtenir des bénéfices en termes de formation, d'emploi et d'opportunité de contrats, qui leur permettent d'assurer leur développement économique. (GCC, 2013 ; Rodon et Therrien, 2017). En vertu de la Loi sur les mines, le gouvernement de la Nation crie et le GREIBJ peuvent aussi choisir de soustraire certaines parcelles des terres de catégories II et III aux claims miniers (*Loi sur les mines*, art 304.1.1). Une autorisation doit également être obtenue par les communautés crie concernées pour développer des projets miniers sur les terres de catégorie I (Gouvernement du Québec, 1998). Également, le gouvernement de la Nation crie soutient et favorise les activités minières de la Baie-James, grâce à la Politique minière de la Nation crie, établie en 2010. Elle vise à favoriser une approche normalisée, uniforme et efficace pour assurer la participation des Cris aux activités minières. (GCC, 2019f)

3.4.3 L'exploitation forestière

Comme mentionné précédemment, la forêt boréale est l'écosystème le plus important du territoire de l'Eeyou Istchee. Elle permet notamment d'offrir de nombreux services écosystémiques, tels que le stockage du carbone, la purification de l'air et de l'eau, la régularisation du climat, la production de produits ligneux et non ligneux divers, etc. (Ressources naturelles Canada, 2019). Environ 92 % des forêts du Québec font partie des terres publiques, ce qui permet au gouvernement d'y établir des pratiques de récolte et d'aménagement du territoire grâce à diverses lois et politiques. (MFFP, 2017) Dans les années 1970, la diminution de la matière ligneuse au sud du Québec a entraîné l'expansion de l'industrie forestière vers le Nord québécois. Le régime de la CBJNQ s'est d'abord avéré insuffisant pour les Cris qui n'ont pas pu contrôler l'expansion des coupes forestières. (Lathoud, 2005) La foresterie a entraîné le développement d'infrastructures de transport, ce qui a rendu la région plus accessible à la population allochtone (A. Penn, courriel, 4 avril 2019). Dans les années 1990, les compagnies forestières ont récolté plus de 5 millions de m² de bois par la coupe à blanc. (GCC, 2019g) Conséquemment, en 1997, le déboisement réalisé correspondait à 10 % de la superficie des forêts boréales du territoire traditionnel des Cris. Certains terrains de chasse et de trappage ont été coupés à plus de 80 %. Les conséquences ont été nombreuses pour l'écosystème de la forêt boréale : destruction des habitats fauniques, déforestation, augmentation de l'érosion, dégradation de la qualité du sol et de l'eau, bouleversement des routes migratoires de la faune, etc. En plus, les Cris étaient exclus des bénéfices économiques de l'exploitation forestière, représentant moins de 1 % des employés engagés dans ce secteur. (Lathoud, 2005) Ces injustices menèrent vers de nombreux conflits, qui opposaient le gouvernement provincial et les communautés crie touchées par la déforestation de leur territoire.

La signature de la Paix des Braves en 2002 a permis de régler les conflits liés à l'exploitation forestière. Son troisième chapitre met en place un nouveau régime forestier, adapté à la région ainsi qu'aux connaissances et au mode de vie des Cris, leur permettant une meilleure participation à la planification des activités forestières et l'accès à de meilleurs bénéfices économiques (Lathoud, 2005 ; Wyatt, Fortier et Hébert, 2010). Plusieurs mécanismes permettent aux Cris de gérer ces activités, tels que le Conseil Cris-Québec sur la foresterie et les groupes de travail conjoint. Ces organismes sont composés à parts égales de représentants du Québec et des communautés locales pour planifier l'aménagement forestier de leur territoire. (Conseil Cris-Québec sur la foresterie, 2018) De plus, les unités d'aménagement du territoire sont également divisées en fonction des terrains de trappage, qui doivent respecter un quota annuel maximal d'exploitation forestière. (Secrétariat aux affaires autochtones, s. d.a, art. 3.7.4, art. 3.8.4) Le régime permet également aux communautés crie et aux maîtres de trappe d'identifier des sites à intérêts particuliers, pour les soustraire à l'exploitation forestière ou pour les soumettre à un aménagement forestier qui respecte les peuplements écoforestiers (Secrétariat aux affaires autochtones, s. d.a, art. 3.9.1, 3.10.1 et 3.10.3). Le gouvernement du Québec reste cependant la principale autorité en matière de l'encadrement et de la gestion de l'exploitation forestière, excepté dans les terres de catégorie I (Simard, 2017). Le régime forestier adapté reste tout de même une avancée prometteuse et efficace, qui a permis de redonner une place importante aux autochtones dans la gestion forestière québécoise (Fortier et Wyatt, 2014). Quinze ans à la suite de la mise en place de la Paix des Braves, les récoltes forestières ont été réduites de 50 % par rapport aux années 1990 (GCC, 2019g).

3.4.4 Les activités traditionnelles (chasse, pêche et piégeage)

Comme mentionné précédemment, les activités de chasse, de pêche et de piégeage sont aussi très pratiquées dans l'Eeyou Istchee. Le chapitre 24 de la CBJNQ prévoit une série de mesures qui assurent la protection de ces activités traditionnelles pour les Cris (Gouvernement du Québec, 1998). D'abord, elles sont régies par un régime de chasse, de pêche et de piégeage, qui est géré par le gouvernement de la Nation crie ainsi que par le Comité conjoint en matière de chasse, de pêche et de trappage. Ce régime stipule que les Cris ont des droits exclusifs d'exploitation sur les terres des catégories I et II. Dans les terres de catégorie III, les Cris possèdent des droits exclusifs de trappage sur certains terrains de trappe désignés, mais la chasse et la pêche sont aussi autorisées pour les autochtones. Également, le programme de sécurité du revenu des chasseurs et trappeurs cris a été établi pour garantir une aide financière aux autochtones plus défavorisés. Il permet aux membres des Cris de choisir entre leur mode de vie traditionnel et de nouvelles occupations. Le programme assure également la mise en place de meilleures conditions de transport, d'établissements d'accueil et d'approvisionnement. Il est administré par l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. (Gagnon et Rocher, 2002 ; Gouvernement du Québec, 1998)

En plus, ces dispositions sont protégées par la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec, ainsi que par la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, qui assure aussi la protection des espèces fauniques. Le gouvernement du Québec peut cependant soustraire les droits d'exploitation exclusifs des autochtones s'il juge que la survie d'une espèce est compromise. (*Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec*, art. 17) Par exemple, le MFFP a notamment interdit la chasse sportive du caribou forestier le 1^{er} février 2018, malgré le fait qu'il s'agit d'une espèce régulièrement utilisée par les Cris (Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs, 2018).

3.4.5 Le tourisme

Dans le cadre du Plan Nord, le gouvernement du Québec cherche à développer le tourisme du Nord québécois, notamment par sa Stratégie touristique au nord du 49^e parallèle, cultures et espaces à découvrir. Le tourisme dans l'Eeyou Istchee est une industrie en expansion, qui est encore peu développée, mais qui possède un grand potentiel économique (Koyo, s. d.). Le site internet touristique de l'Eeyou Istchee Baie-James présente plusieurs activités touristiques intéressantes à pratiquer sur le territoire : expéditions en plein air (raquettes, canots, randonnées pédestres, motoneige, traineau à chien, ski, VTT, etc.), découvertes des cultures autochtones (artisanat, musée, centre culturel, expérience culturelle, festivals, etc.), ateliers d'interprétation ou d'observation de la nature, activités sportives (golf, pêche, chasse, vélo, etc.), pourvoiries, visites de centrales hydroélectriques, etc. (Eeyou Istchee Baie-James, 2016) Le tourisme peut donc représenter un levier de développement durable intéressant pour les Cris et les communautés locales. Cependant, les Cris devront s'assurer que les activités touristiques respectent l'authenticité de leur culture, ainsi que les enjeux environnementaux de leur territoire, pour assurer un développement touristique durable. (Bonin, 2018)

3.5 La participation des Cris à la conservation du territoire

Cette section aborde la participation des Cris dans la conservation et dans la protection de leur territoire par l'entremise de la CBJNQ et de ses ententes subséquentes. Elle aborde notamment le régime de protection de l'environnement, qui permet aux Cris de participer aux décisions prises sur la planification et la mise en œuvre des projets de développement présents sur leur territoire. Elle aborde également l'implication des Cris dans la planification et la gestion des aires protégées de l'Eeyou Ischee, ainsi que leur stratégie de conservation locale.

3.5.1 Le régime de protection de l'environnement de la CBJNQ

La CBJNQ donne une place importante aux considérations environnementales en lien avec le développement et la conservation du territoire, ainsi que la possibilité pour les peuples autochtones d'y participer. Malgré le fait que certains accords mis en place à l'époque dans la CBJNQ se sont avérés incomplets dans les premières années d'application, surtout dans le cas de l'exploitation forestière et de l'hydroélectricité, ils étaient tout de même considérés comme une véritable innovation. Les ententes qui ont suivi la CBJNQ sont néanmoins venues corriger plusieurs lacunes identifiées dans la CBJNQ. (Gagnon et Rocher, 2002 ; Gouvernement du Québec, 1998 ; Lathoud, 2005) Le régime de protection de l'environnement concernant les Cris est contenu au chapitre 22 de la CBJNQ. L'annexe 5 présente également le territoire conventionné par ce chapitre. Le régime comporte plusieurs principes directeurs, dont certains démontrent un intérêt particulier pour les peuples autochtones. Ces principes incluent la protection des droits de chasse, de pêche et de piégeage, ainsi que la protection de leur milieu social et économique, afin de réduire les impacts négatifs des activités de développement. Pour se faire, le régime assure un processus de mise en place de lois et de règlements, qui vise la réduction des impacts négatifs environnementaux et sociaux. Il décrit également une procédure d'évaluation des impacts sur l'environnement et le milieu social (EIEMS), qui inclut la participation des Cris à la conservation de leur territoire. (Gagnon et Rocher, 2002 ; Gouvernement du Québec, 1998)

La procédure de l'EIEMS est assurée juridiquement par la Loi sur la qualité de l'environnement, qui dispose d'une section relative aux dispositions applicables dans la région de la Baie-James et du Nord québécois (*Loi sur la qualité de l'environnement*, titre II). La procédure assure une participation privilégiée pour les Cris, en incluant la protection de leur milieu social, de leur économie, de leur mode de vie ainsi que de leurs droits et garanties à l'égard de toutes activités ou de tous projets touchant le territoire conventionné. (Gagnon et Rocher, 2002 ; Gouvernement du Québec, 1998 ; Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs [MDDEP], 2003). La procédure implique plusieurs comités composés à part égale de membres venant soit du provincial, du fédéral ou du gouvernement cri, qui peuvent proposer des recommandations concernant les projets de développement. Les décisions définitives concernant l'évaluation et l'examen des projets sont prises en main par un administrateur. Il peut s'agir du ministre de l'Environnement du Québec si le projet est sous la compétence provinciale, du président de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, si le projet est sous la compétence fédérale, ainsi que du gouvernement de la Nation crie, si le projet est situé sur les terres de catégorie I. (MDDEP, 2003) Le tableau 3.3 résume les différents comités créés concernant la représentation des Cris dans la protection de l'environnement.

Tableau 3.3 Composition et rôle des comités responsables de la protection de l'environnement du territoire Eeyou Itschee Baie-James (inspiré de : MDDEP, 2003)

Comités	Membres	Rôle
Comité consultatif de l'environnement pour la Baie-James (CCEBJ)	4 (Gouvernement du Québec) 4 (Gouvernement du Canada) 4 (Gouvernement des Cris) Président du Comité conjoint – chasse, pêche et trappage	Consultation et surveillance des régimes de protection de l'environnement de la CBJNQ situés au sud du 55 ^e parallèle. Participation à l'élaboration de nouvelles lois et règlements relatifs à l'environnement.
Comité d'évaluation (COMEV)	2 (Gouvernement du Québec) 2 (Gouvernement du Canada) 2 (Gouvernement des Cris)	Évaluation préliminaire et élaboration des directives de l'étude d'impact des projets situés au sud du 55 ^e parallèle
Comité d'examen (COMEX)	3 (Gouvernement du Québec) 2 (Gouvernement des Cris)	Examen des projets et de leur étude d'impact situés au sud du 55 ^e parallèle

Le processus de l'EIEMS suit cinq étapes. La première étape consiste à débiter la planification préliminaire du projet. L'initiateur propose son avis d'intention, ses objectifs et ses meilleures options d'installations possibles en fonction des aspects techniques, économiques, environnementaux et sociaux. La deuxième étape est l'évaluation, où le dossier est transmis au COMEV qui décide si le projet doit faire l'objet d'une étude d'impact dépendamment s'il est assujetti ou non à la procédure. S'il est assujetti ou si le COMEV décide qu'une étude est nécessaire, le comité propose des directives sur la portée de l'étude d'impact à effectuer, qui sont remises à l'administrateur. Ce dernier les remet ensuite à l'initiateur avec ou sans modification. La troisième étape implique de mettre en œuvre l'étude d'impact, qui est effectuée par l'initiateur. La quatrième étape consiste à faire l'examen de l'étude réalisée, ce qui est effectué par le COMEX, avec la tenue d'audiences publiques. Les membres des communautés locales peuvent alors soumettre leurs commentaires à l'écrit ou à l'oral au COMEX qui doit les prendre en considération. Le COMEX décide ensuite de refuser ou d'autoriser l'étude d'impact, avec la possibilité de proposer des conditions et des modifications. Ses conclusions et recommandations sont remises à l'administrateur. La dernière étape est celle de la décision finale, qui reste entre les mains de l'administrateur. L'administrateur prend en compte les recommandations du COMEX et décide d'autoriser ou de refuser le projet. (Gouvernement du Québec, 1998 ; MDDEP, 2003)

Malgré le fait que la décision finale de tous les projets de développement situés sur l'Eeyou Itschee ne repose pas directement entre les mains des Cris dans les terres de catégorie II et III, ces derniers peuvent influencer cette décision par leurs recommandations, grâce à leur présence dans les différents comités environnementaux (GCC, 2019e). Le COMEX a également rédigé en 2016 plusieurs recommandations afin d'améliorer la participation publique et la circulation de l'information dans le processus de l'EIEMS (CCEBJ, 2016). Le GCC ainsi que le COMEX considèrent que la participation publique devrait avoir lieu à chaque étape de la procédure de l'EIEMS, en particulier en amont de la planification du projet. Cela permettrait une meilleure prise en charge des commentaires des membres de la Nation crie, afin qu'ils puissent partager leurs connaissances et leurs besoins, afin de proposer des mesures d'atténuation et d'assurer la protection de leur milieu. (CCEBJ, 2016 ; GCC, 2019e) Le COMEX mentionne également une meilleure transparence et accessibilité à l'information (CCEBJ, 2016).

3.5.2 Les aires protégées de l'Eeyou Istchee

Comme mentionné précédemment, le gouvernement du Québec vise maintenant à protéger 50 % du Nord-du-Québec, notamment en étendant son réseau d'aires protégées (Gouvernement du Québec, 2015). Le plan quinquennal de 2000-2004 impliquait le développement d'un immense réseau de parcs nationaux sur les terres conventionnées. Ce réseau, dont le développement n'est pas actuellement terminé, devait permettre de maximiser la protection de l'environnement ainsi que le développement du tourisme, en impliquant différents acteurs, dont les peuples autochtones. (Hébert, 2012) Le gouvernement de la Nation crie a déclaré qu'il appuierait ces stratégies de protection, s'il pouvait participer pleinement à l'identification et à la gestion des nouvelles aires protégées qui seront situées sur leur territoire traditionnel (Cercle autochtone d'experts, 2018). Actuellement, les aires protégées présentes dans l'Eeyou Istchee occupent une surface d'environ 59 000 km², ce qui représente 15 % du territoire (Eeyou Conservation, 2019). La région comporte trois parcs nationaux majeurs ainsi que plusieurs réserves de biodiversité (A. Penn, courriel, 4 avril 2019 ; Beck, 2014). La figure 3.3 illustre les aires protégées présentes dans l'Eeyou Istchee Baie-James.

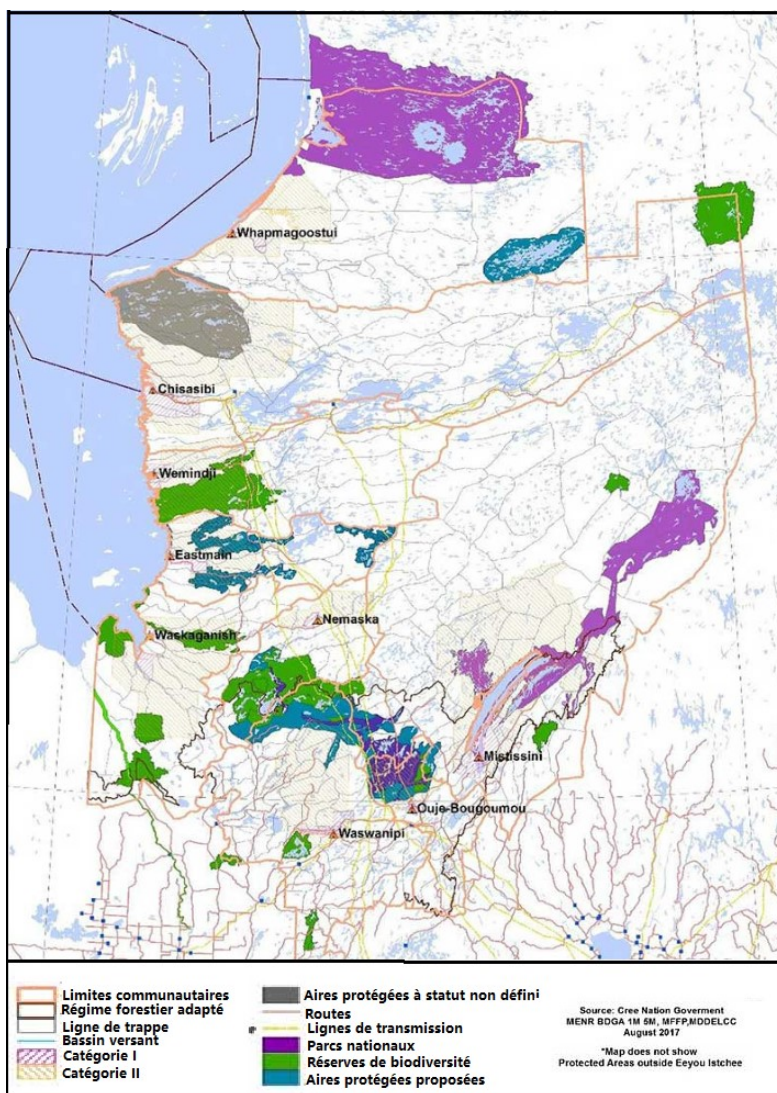


Figure 3.3 Aires protégées actuellement présentes dans l'Eeyou Istchee Baie-James (modifié de : Eeyou Istchee Conservation, 2019b)

Le gouvernement du Québec s'inscrit maintenant dans les recommandations de l'UICN, qui stipulent l'importance de la participation des communautés autochtones et locales dans l'établissement et la gestion des aires protégées. Plusieurs comités et tables de travail travaillent actuellement sur le développement des aires protégées et des OECM dans l'Eeyou Istchee Baie-James pour atteindre la cible du 50 %. Ils impliquent la participation et la coordination des professionnels issus des Cris, des Jamésiens ainsi que des organismes du gouvernement du Québec, dont la Société du Plan Nord, le MELCC et le MFFP. Ces organismes établissent des échanges d'expertise et construisent des relations de confiance entre les différentes parties prenantes, ce qui permet une meilleure avancée (M. Vachon, conversation téléphonique, 24 avril 2019). Au cours des dernières années, la Nation crie a également développé une expertise unique, en matière de connaissance géomatique, écologique et environnementale concernant leur territoire, ainsi que leur propre vision du développement de la conservation. Leurs données sont notamment utilisées pour développer leur argumentaire et leur stratégie liés à la protection du Nord québécois. (J. S. Hébert, conversation téléphonique, 24 avril 2019)

La CBJNQ et ses ententes ont également contribué à faire reconnaître le rôle des Cris dans la conservation de leur territoire. La Paix des Braves a notamment permis aux Cris de participer au développement des parcs nationaux et des réserves de biodiversité (Corporation Nibiischii, 2018 ; J. S. Hébert, conversation téléphonique, 24 avril 2019). Par exemple, l'article 17 de la Paix des Braves proposait la création d'une corporation conjointe entre la communauté crie de Mistissini et la Société des parcs du Québec (Sépaq) pour gérer la réserve faunique des Lacs-Albanel-Mistassini-et-Waconichi. La Corporation Nibiischii a donc été créée en 2005. En 2017, la gestion de la réserve a été entièrement confiée à la communauté de Mistissini par l'entremise de la Corporation. (Corporation Nibiischii, 2018) La Corporation représente également un moteur de développement économique régional, permettant de développer l'expertise des Cris dans la gestion des aires protégées et d'assurer leur embauche, malgré le fait que son financement reste difficile maintenant que la Sépaq n'est plus responsable de la réserve (J. S. Hébert, conversation téléphonique, 24 avril 2019). En plus, le développement des parcs Albanel-Témiscamie-Otish et Assinica a été respectivement confié à la communauté crie de Mistissini et à celle d'Oujé-Bougoumou (Hébert, 2012). En outre, la CBJNQ contient certains accords qui protègent les droits territoriaux des Cris et des Inuits dans les aires protégées. Elle permet à ses bénéficiaires de continuer la pratique de leurs activités traditionnelles à l'intérieur des aires protégées. Les autochtones sont également libres d'y circuler et d'y séjourner, sans avoir à payer de frais d'accessibilité. (Eeyou Istchee Conservation, 2019b ; Hébert 2012 ; Gouvernement du Québec, 1998) Leurs droits d'exploitation doivent avoir aussi une certaine priorité sur le droit d'usage des visiteurs (Martin, 2002). Le développement des aires protégées ne limite donc pas les droits d'utilisation du territoire des communautés crie (A. Penn, courriel, 4 avril 2019). La CBJNQ a préséance sur toutes les autres lois qui concernent la réglementation des aires protégées (Eeyou Istchee Conservation, 2019b). Le régime des terres leur permet également de gérer et de contrôler les terres de catégories I, ce qui inclut le développement des aires protégées. Concernant les terres de catégorie II et III, toutes les propositions relatives à la création des aires protégées doivent également être soumises au Comité conjoint de chasse, pêche et piégeage (Gouvernement du Québec, 1998).

Les Cris peuvent donc habiter et utiliser les ressources des aires protégées, sans contrevenir aux objectifs de conservation. Cela permet également aux usagers de réguler eux-mêmes leur pratique, notamment s'ils constatent des impacts négatifs sur l'environnement. Par exemple, dans le parc d'Albanel-Témiscamie-Otish, plus de 3 500 personnes principalement issues de la communauté de Mistissini y séjournent et pratiquent leur mode de vie traditionnel. Il y a également une trentaine de familles de trappeurs qui possèdent des campements sur le territoire du parc. (Hébert, 2012)

3.5.3 La Stratégie de conservation régionale crie

Le gouvernement de la Nation crie et le Grand Conseil des Cris ont mis en place en 2014 un comité, appelé Comité Eeyou Istchee de conservation, ainsi qu'une Stratégie de conservation régionale crie (Cercle autochtone d'experts, 2018 ; GCC, 2019a). Le comité est formé par des représentants des différentes communautés cries ainsi que par des membres de l'Association des trappeurs cris, du Conseil des jeunes de la Nation crie et du Gouvernement de la Nation crie. La Stratégie a été mise en œuvre en collaboration avec l'organisme de Conservation nature Canada (Cercle autochtone d'experts, 2018). Elle contient les objectifs suivants :

- « 1) Créer un réseau interconnecté d'aires de conservation d'importance écologique et culturelle pour la sauvegarde de la biodiversité ;
- 2) Conserver la population faunique et améliorer la sécurité alimentaire des générations présentes et futures ;
- 3) Assurer la pleine participation des Cris dans la planification et la gestion de la conservation ;
- 4) S'assurer que les connaissances, la culture et les systèmes de gestion des terres des Cris jouent un rôle central dans les initiatives de conservation ;
- 5) Renforcer la capacité des Cris en matière de planification et de gestion de la conservation ;
- 6) S'assurer que les jeunes cris participent à toutes les étapes de la Stratégie ;
- 7) Intégrer les principes scientifiques de conservation et inclure la résilience aux changements climatiques ;
- 8) S'assurer d'avoir une Stratégie adaptative fondée sur les meilleures connaissances disponibles. » (Gouvernement de la Nation Crie, 2015)

La Stratégie comprend trois principales étapes établies sur un calendrier de mise en œuvre : (1) planification (2014-2017); (2) désignation et établissement des aires de conservation (2014-2020); ainsi que (3) gestion et suivi continu des aires désignées (Gouvernement de la Nation crie, 2015). En décembre 2018, les Cris ont annoncé au gouvernement leur intention de protéger 30 % de leur territoire par des aires protégées, soit environ 80 000 km². Les aires proposées ont été choisies par les communautés cries, après plusieurs années d'étude et d'analyse de leur territoire ainsi que de consultations publiques avec leurs membres. (Bell, 2018, 14 décembre) Il existe notamment des désaccords au sein du GCC et du gouvernement de la Nation crie, puisque certaines communautés cries sont plus portées sur le développement économique de leur territoire tandis que d'autres souhaitent le préserver (M. Vachon, conversation téléphonique, 24 avril 2019). Les négociations concernant la création des aires protégées dans l'Eeyou Istchee sont en cours, se réalisant par les tables de travail, prévues pour l'année 2019-2020. (Bell, 2018, 14 décembre ; M. Vachon, conservation

téléphonique, 24 avril 2019). Les aires protégées priorisées seront choisies parmi les propositions de la Nation crie par le gouvernement du Québec, qui doit également considérer le développement minier et forestier (A. Penn, courriel, 2019).

Concernant la planification et la gestion des aires protégées, les Crie utilisent leur système de gouvernance locale, en coordonnant les décisions des maîtres de trappe, des conseils de bande et de l'administration régionale (Gouvernement de la Nation Crie, 2015). La Stratégie prévoit donc que les autorités des communautés assumeront l'aménagement et la gestion des futures aires protégées. En plus, étant donné que ces aires se superposent aux terrains de trappage, les maîtres de trappe et leur famille auront également un rôle important à jouer dans le système de gestion. Ces terrains sont l'unité de référence utilisée sur laquelle se fonde la Stratégie de conservation régionale crie, comme le régime forestier adapté. (Gouvernement de la Nation crie, 2015 ; Hébert, 2012) Le Conseil de bande reconnaît les maîtres de trappe comme les premiers gestionnaires des ressources naturelles de leur terrain. Ils peuvent également offrir des activités et des services aux visiteurs dans certaines aires protégées, dont les parcs nationaux, pourvu que ces activités soient autorisées par la direction du parc. (Hébert, 2012) Conséquemment, les projets de parcs nationaux et d'autres aires projetées sont souvent le résultat d'une coordination entre les maîtres de trappe ainsi que les autorités des communautés crie (Gouvernement de la Nation Crie, 2015). La Stratégie prévoit également d'établir des partenariats et des collaborations entre les diverses organisations présentes ou intéressées, telles que le gouvernement du Québec, le GREIBJ, l'Administration régionale Kativik, les ONG, les établissements universitaires, les chercheurs, ainsi que d'autres intervenants. À propos du type d'aires protégées à créer, la Stratégie souhaite utiliser le système mis en place par le Québec, dont les aires habituellement régies par le gouvernement provincial ou fédéral. En plus, elle projette l'exploration de nouveaux types d'aires protégées, qui font référence aux OECM, qui ne sont pas encore reconnues dans les lois du Canada et du Québec, comme les APAC. (Gouvernement de la Nation Crie, 2015)

3.5.4 L'exemple du bassin versant de la rivière Broadback

L'un des projets actuels les plus importants du Comité Eeyou Istchee de conservation est celui de la protection du bassin versant de la rivière Broadback. Ce dernier possède une superficie de 20 800 km². La rivière Broadback déferle sur 450 km, approvisionnant sur son passage plusieurs territoires de trappe et de chasse des communautés Mistissini, d'Oujé-Bougoumou, de Waswanipi, de Nemaska et de Waskaganish. Il s'agit d'une des dernières rivières du territoire à ne pas avoir été affectée par l'hydroélectricité (Eeyou Istchee Conservation, 2013 ; Eeyou Istchee Conservation, 2019a). Les collectivités crie font pression sur le gouvernement depuis plus de deux décennies pour assurer la protection de cette région et en particulier celle de ses populations de caribous (Cercle autochtone d'experts, 2018). Elles ont créé le Plan de conservation du bassin versant de Broadback, comme outil de planification. Il prévoit d'ajouter 9 355 km² d'aires protégées équivalentes aux catégories II à IV de l'UICN, ainsi que des zones tampons de 10 866 km², comparables à la catégorie V. Le plan prévoit notamment le prolongement du parc national d'Assinica. Il prévoit aussi deux nouveaux projets d'aires protégées de catégorie II ainsi que des zones spéciales de gestion, pour assurer la protection des milieux naturels contre le développement industriel. Ce plan est donc construit par approche sectorielle,

demandant la collaboration du gouvernement du Québec, des autorités jamésiennes et des communautés locales. (Eeyou Istchee Conservation, 2013) La figure 3.4 illustre le plan de conservation développé par les Cris pour protéger le bassin versant de la rivière Broadback.

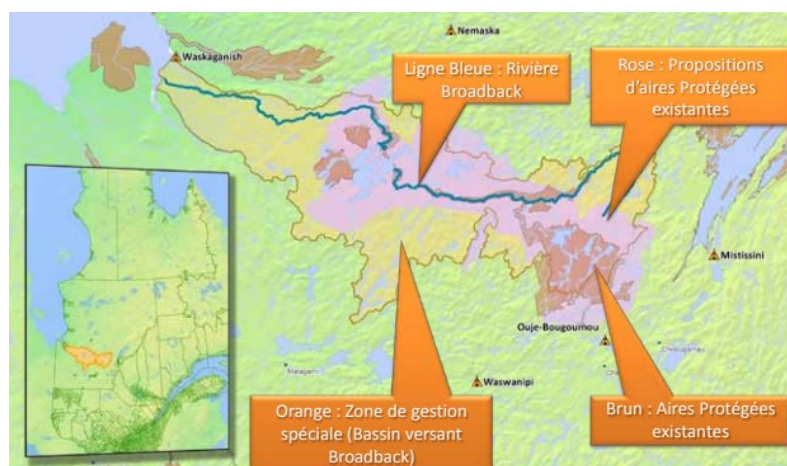


Figure 3.4 Plan de conservation du bassin versant la rivière Broadback établi par les Cris (tiré de : Eeyou Istchee Conservation, 2013)

Ce plan n'a cependant pas été accepté par le gouvernement québécois, qui souhaite développer l'exploitation forestière de cette région. Malgré un accord établi en 2015 entre le gouvernement du Québec et les Cris pour protéger environ les deux tiers du bassin versant contre l'exploitation forestière, le gouvernement a tout de même prévu un plan quinquennal forestier pour le tiers restant, ce qui représente environ 3 500 km². (Cercle autochtone d'experts, 2018 ; Peritz, 2018, 13 juillet). Selon le gouvernement, ce tiers est nécessaire pour assurer un approvisionnement en bois suffisant pour les compagnies forestières. Les plans des chemins forestiers prévus étaient déjà en cours d'analyse avant la proposition du plan de conservation. (J. S. Hébert, conservation téléphonique, 24 avril 2019). Cela a entraîné plusieurs manifestations de la part des Cris, qui soutiennent la nécessité de respecter les ententes établies avec le gouvernement, dont la promesse du régime forestier adapté à leur mode de vie (Bell, 2018, 11 septembre). Le développement de la foresterie entraîne également des conflits à l'intérieur du GCC, puisque certaines communautés crient dépendent de cette économie pour assurer leurs revenus (J. S. Hébert, conservation téléphonique, 24 avril 2019).

Conséquemment, les mécanismes de planification, de gestion et le système de gouvernance locale des Cris ne sont pas encore tous efficaces pour assurer leur pleine autonomie. Cependant, ils permettent une meilleure intégration des éléments culturels, sociaux, économiques et naturels, pour que les communautés puissent continuer leur mode de vie tout en assurant la conservation de leur territoire. Certains défis futurs restent cependant importants à considérer. Par exemple, la croissance de la population de l'Eeyou Istchee Baie-James est très rapide. Elle a augmenté de 21,9 % de 2011 à 2016 (Statistique Canada, 2017). Combinée à l'augmentation de l'accessibilité du territoire aux populations allochtones et du développement touristique, cela risque de causer des tensions culturelles et démographiques. Les communautés crient devront donc trouver des moyens de rendre compatible l'augmentation démographique sur leur territoire avec le maintien des objectifs de conservation des aires protégées et de protection des droits exclusifs d'exploitation. (A. Penn, courrier, 4 avril 2019 ;

Hébert, 2012) Le gouvernement du Québec devra également veiller à respecter les ententes établies avec les communautés autochtones, malgré sa volonté de développer le Nord québécois pour bénéficier de ses ressources naturelles.

3.6 Synthèse des informations

Le tableau 3.4 résume les informations contenues dans le chapitre 3 concernant les régimes en place et les stratégies de conservation, afin de pouvoir mieux distinguer les avantages dont bénéficient les Cris, qui leur assurent une participation la gestion et la conservation de leur territoire.

Tableau 3.4 Synthèse des informations contenues dans le chapitre 3 concernant les régimes et les stratégies de conservation des Cris

Thème	Informations résumées
Régime des terres	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion, contrôle exclusif et autonomie gouvernementale des Cris sur les terres de catégorie I ; • Droit de pratique des activités traditionnelles dans les terres de catégorie II et III ; • Gouvernance multiculturelle sur les terres de catégorie III ; • Autorisation nécessaire des Cris pour développer les projets miniers sur les terres de catégorie I, possibilité de soustraire des terres des catégories II et III aux claims miniers ; • Contrôle de l'exploitation forestière sur les terres de catégorie I. <p><u>Défis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La propriété des terres reste au gouvernement provincial ou fédéral ; • Les terres de catégorie III sont des terres publiques, utilisées principalement par le gouvernement du Québec et les compagnies d'exploitation ; • Possibilité pour le gouvernement de faire de l'aménagement de territoire sans le consentement des Cris sur les terres de catégorie III ; • Gouvernement du Québec reste la principale autorité quant aux projets d'exploitation des ressources sur les terres de catégorie III.
Régime de chasse, pêche et piégeage	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits de pratique exclusifs dans les terres de catégories I et II et dans les aires protégées ; • Programme de sécurité des revenus pour les chasseurs et trappeurs cris ; • Protection du mode de vie des Cris et protection des espèces fauniques. <p><u>Défis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits partiels dans les terres de catégorie III ; • Souscription possible de certaines espèces par le gouvernement du Québec ; • Augmentation de la population et création de nouvelles aires protégées risquent de limiter davantage les droits d'utilisation reliés aux activités traditionnelles.
Régime forestier adapté	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Représentants cris dans le Comité Cris-Québec sur la foresterie • Utilisation des terrains de trappage comme unité d'aménagement ; • Possibilité d'identification d'aires ou sites particuliers à protéger ; <p><u>Défis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Décisions relatives à l'exploitation forestière restent principalement sous le contrôle du gouvernement québécois surtout dans les terres publiques.
Régime environnemental	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation des Cris dans les comités (CCEBJ, COMEV, COMEX) ; • Principes favorisant les droits des Cris (considération du milieu social, culturel, économique, droit de pratique des activités traditionnelles, etc.) ; • Consultations publiques sur les études d'impact des projets. <p><u>Défis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Décision finale par l'administrateur, qui peut ignorer les recommandations du COMEX ; • Consultations publiques ne sont pas possibles à toutes les étapes de l'EIEMS ; • Manque de transparence et d'accessibilité d'information pour le public.
Conservation du territoire et aires protégées	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection de la pratique des activités traditionnelles dans les aires protégées ; • Intégration des connaissances et du mode de gouvernance des Cris ; • Projets de participation/cogestion/partenariat/délégation des aires protégées ; • Utilisation de l'organisation locale pour la gestion des aires protégées ; • Volonté de conservation des Cris, stratégie de conservation. <p><u>Défis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire concilier les besoins en développement du territoire du gouvernement et des compagnies avec la conservation et les demandes des Cris ; • Conflits internes entre les communautés cries concernant les priorités d'utilisation du territoire ; • Assurer le respect des ententes établies ; • Augmentation de la population et des visiteurs, assurer le respect des objectifs de conservation.

Tableau 3.5 Synthèse des informations contenues dans le chapitre 3 concernant les régimes et les stratégies de conservation des Cris (suite)

Thème	Informations résumées
Ententes sur les répercussions et avantages (ERA)	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Permits de négocier les bénéfices de l'exploitation minière en matière de formation, d'emplois et d'opportunités de contrat ; • Permits une participation des Cris aux activités minières. <p><u>Défis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Décisions relatives à l'exploitation minière restent principalement sous le contrôle du gouvernement québécois surtout dans les terres publiques.
Indemnisations et redevances	<ul style="list-style-type: none"> • Financement du développement social, culturel, économique des Cris, remis par le gouvernement du Québec ou le gouvernement du Canada par les ententes établies • Permits aux Cris de développement leur organisation locale ; • Permits aux Cris de recevoir les bénéfices de l'exploitation des ressources ;

Malgré certains défis persistants, l'exemple des Cris décrit précédemment permet de constater quels sont les mécanismes et les outils de participation qui facilitent la gestion du territoire, afin de réduire les conflits liés à l'utilisation des ressources et à sa conservation. Le prochain chapitre analyse le cas des réserves de biosphère *El Triunfo* et *La Sepultura*, ainsi que celui de la gestion territoriale des Cris. Il fait ressortir les éléments qui pourraient être appliqués dans le cas de la SMC au Mexique, dans le but d'améliorer la gouvernance locale et le respect des droits des communautés présentes dans les deux réserves de biosphère.

4. MÉTHODOLOGIE ET ANALYSE

L'objectif de cet essai est de proposer des recommandations pour améliorer la gestion actuelle des stratégies de conservation de la biodiversité présentes dans la SMC, en intégrant une meilleure participation de ses communautés locales et autochtones. Ces recommandations doivent également inclure des exemples de bonnes pratiques, qui s'inspirent de l'étude du cas des Cris d'Eeyou Istchee, qui s'avère être un exemple prometteur d'intégration des intérêts et des besoins d'une communauté autochtone et locale au sein de la gestion et de la conservation du territoire. Pour ce faire, une analyse comparative qualitative de la synthèse des informations présentées dans les chapitres précédents a été effectuée. Il s'agit d'évaluer la gouvernance et la participation locale, ainsi que les trois principales sphères du développement durable (environnementale, sociale et économique) des deux cas d'étude, en relevant les points forts et les points faibles des stratégies, des mécanismes et des outils liés à la conservation du territoire. Les prochaines sections présentent d'abord la description de la méthodologie, qui explique le processus utilisé. Elles présentent ensuite les résultats de l'analyse.

4.1 Description de la méthodologie

L'analyse a été réalisée en deux approches principales, soit l'analyse de la gouvernance et de la participation locales, ainsi que l'analyse des sphères du développement durable des deux cas à l'étude.

4.1.1 Analyse de la gouvernance et de la participation locales

Comme il a été expliqué dans le chapitre 1, l'implication et la participation des communautés locales et autochtones dans la gouvernance environnementale sont devenues des facteurs essentiels pour assurer le respect des objectifs de conservation des aires protégées et de la protection de la biodiversité du territoire. Les grands organismes internationaux de conservation, comme l'UICN et le WWF, recommandent notamment la mise en place de types de gouvernances partagées ou collectives, faisant référence au modèle *bottom-up* de cogestion. Ces types de gouvernance suggèrent une participation locale efficace, par des approches participatives et collaboratives établies à différents niveaux. Afin de déterminer le type de gouvernance présent dans les deux cas d'étude, les catégories de l'UICN présentées à la section 1.4 ont été utilisées, ainsi que les informations relevées dans les chapitres précédents.

Également, afin d'analyser la participation locale de manière complète et actuelle, plusieurs outils d'analyse ont été utilisés, dont l'échelle d'Arnstein (1969), la typologie de Pretty (1995) et l'échelle de la participation publique de l'institut du Nouveau Monde (INM) (2013). L'échelle d'Arnstein, élaborée en 1969, est un outil de référence qui permet de mettre en évidence les niveaux de participation citoyenne, selon la répartition des pouvoirs entre décideurs et participants (Beuret, 2011). Il s'agit de l'échelle la plus connue et la plus citée dans les sciences sociales. Elle est souvent utilisée pour analyser la participation citoyenne présente dans diverses situations, dont les réserves de biosphère. (Beuret, 2011 ; Institut du Nouveau Monde [INM], 2013) Les niveaux les plus bas représentent des situations de non-participation, les niveaux intermédiaires indiquent une coopération minimale et plus symbolique, tandis que les niveaux les plus élevés représentent un pouvoir effectif pour les citoyens (Arnstein, 1969). La typologie de Pretty vient préciser les niveaux d'Arnstein concernant le partage du pouvoir, en

abordant d'autres dimensions qui peuvent être présentes dans les aires protégées (Beuret, 2011). Finalement, l'échelle de l'INM du Québec constitue une synthèse des échelles recensées auprès de différents organismes et chercheurs sur la participation, qui est adaptée aux besoins et aux mécanismes actuels. Elle vient préciser plusieurs concepts, dont l'information, la consultation et la participation : l'information est une relation unidirectionnelle, de l'organisation vers le citoyen ; la consultation est une relation bidirectionnelle dans laquelle les citoyens peuvent donner leur opinion ; et la participation est une relation qui implique une véritable implication dans le processus de décision et dans la gestion de l'organisation. (INM, 2013) Ces différents outils sont représentés au tableau 4.1.

Tableau 4.1 Outils utilisés pour l'analyse de la participation locale, incluant l'échelle de participation citoyenne d'Arnstein, la typologie de Pretty et l'échelle de l'INM (inspiré de : Arnstein, 1969 ; Beuret, 2011 ; INM, 2013 ; Pretty, 1995 ; Réseau wallon de Développement Rural, s. d.)

Échelle d'Arnstein (1969)	Typologie de Pretty (1995)	Échelle de l'INM (2013)
Niveau 1 (Manipulation) ; Niveau 2 (Éducation/Thérapie) : Ces niveaux supposent un public passif à qui l'on fournit des informations pouvant être partiales et partielles.	(1) Participation manipulative : Le public n'a pas de pouvoir ou de légitimité (exclusion du public).	Absence de niveau
Niveau 3 (Information) : Le public est informé sur ce qui va se produire, sur ce qui se produit actuellement et sur ce qui s'est déjà produit.	(2) Participation passive : Le public est informé de ce qui va se passer par le décideur, sans possibilité de réponse.	Niveau 1 (Information) : Les participants s'informent au sujet des enjeux liés à un problème à résoudre, à un projet ou à une politique.
Niveau 4 (Consultation) : Le public a la parole, mais n'a aucun pouvoir dans la prise en compte de leur point de vue.	(3) Participation par consultation : Le public est consulté et peut donner son avis, sans obligation pour le décideur de le prendre en compte. (4) Participation par échange d'incitations matérielles : Le public participe en échange d'un accès à certaines ressources.	Niveau 2 (Consultation) : Les participants informent les décideurs de leurs opinions et de leurs points de vue.
Niveau 5 (Implication) : Les opinions du public ont quelques influences, mais ce sont encore les détenteurs du pouvoir qui prennent les décisions.	(5) Participation fonctionnelle : La participation du public est perçue par le décideur comme un moyen de créer des conditions favorables pour la réussite du projet.	Niveau 3 (Discussion) : Les participants échangent autour d'un enjeu et confrontent leurs idées et leurs points de vue Niveau 4 (Délibération) : Les participants formulent un avis sur une question précise.
Niveau 6 (Partenariat) : Le public peut commencer à négocier avec les décideurs, incluant un accord sur les rôles, les responsabilités et les niveaux de contrôle. Niveau 7 (Délégation) : Le pouvoir central délègue à la communauté locale le pouvoir de décider un projet et de le réaliser. Niveau 8 (Contrôle citoyen) : La communauté locale gère de manière autonome un projet.	(7) Participation interactive : Le public participe à l'analyse conjointe du projet, au développement d'actions et au renforcement des institutions locales. Il peut décider de la suite du projet. (8) Automobilisation : Le public prend ses propres initiatives, détenant le contrôle des décisions.	Niveau 5 (Collaboration) : Les participants participent eux-mêmes à la définition et à la construction du processus participatif et contribuent directement à la décision finale.

4.1.2 Analyse du développement durable

Également, la réserve de biosphère est un type d'aire protégée qui sert à assurer le développement durable d'une région, en conciliant le développement social et économique des communautés ainsi que la conservation de l'environnement. Conséquemment, les points faibles et les points forts des stratégies mises en place dans les réserves étudiées ont été analysés en fonction des trois sphères du développement durable, pour constater leur efficience et l'atteinte des objectifs de conservation. Les stratégies du cas des Cris ont également été analysées de la même manière, pour constater quels sont les avantages de leur gestion et gouvernance environnementale, comparativement au cas de la SMC.

L'analyse se base sur la grille d'analyse du développement durable, développée par la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) (Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi [UQAC], 2016b). Elle est constituée de six dimensions (éthique, écologique, sociale, économique, culturelle et de gouvernance), qui regroupent des thèmes et des objectifs inspirés des textes des grandes conférences et conventions internationales portant sur le développement durable. L'analyse effectuée est une analyse sommaire, qui permet d'évaluer de façon qualitative la performance en développement durable des deux cas à l'étude, afin de vérifier leur orientation globale et de proposer par la suite des pistes de bonification. Ce type d'analyse favorise un processus de questionnement plus large, qui permet de détecter les éléments manquants et les forces présentes. (Chaire en éco-conseil de l'UQAC, 2016a) La dimension de la gouvernance n'a pas été utilisée, ayant été analysée précédemment. La dimension éthique a aussi été exclue de l'analyse, faute d'informations suffisantes. La dimension de la culture a été intégrée dans l'aspect social. Les thèmes des dimensions sont présentés à la figure 4.1. L'analyse s'est également inspirée des questions tirées de la grille d'analyse du développement durable de l'UQAC, servant à évaluer chaque dimension (voir annexe 6).

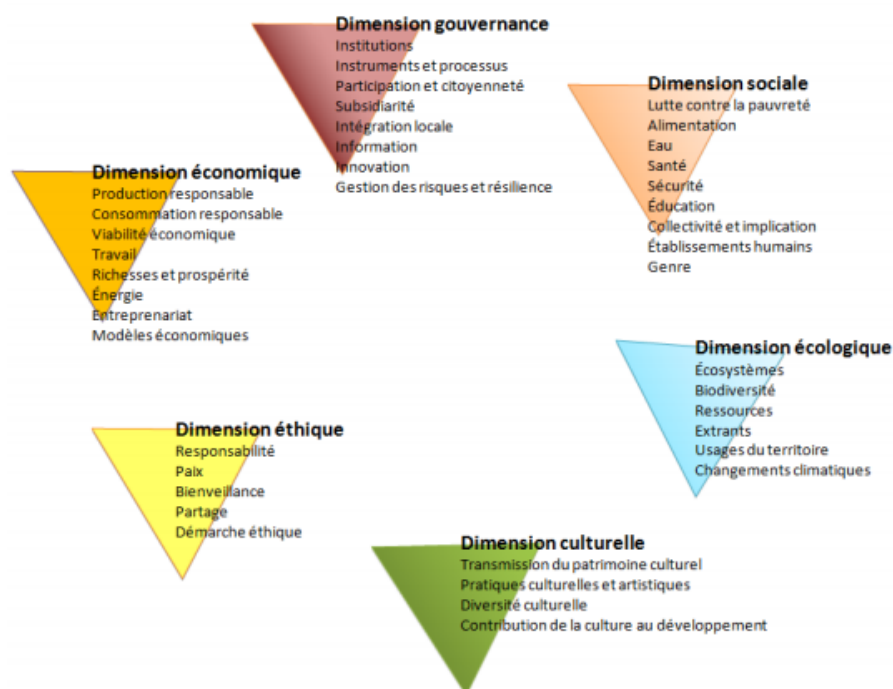


Figure 4.1 Thèmes de la grille d'analyse du développement durable de la Chaire éco-conseil de l'UQAC (tiré de : Chaire éco-conseil de l'UQAC, 2016a)

4.2 Évaluation de l'aspect de la gouvernance et de la participation locales

Cette section analyse la gouvernance et la participation locales des deux cas à l'étude, à l'aide de la méthodologie décrite précédemment et ainsi que des informations relevées dans les chapitres précédents. Les constats décrits permettent de mieux comprendre les forces et les faiblesses présentes dans les deux cas, tout en mettant en lumière les avantages que représente la mise en place d'une bonne gouvernance locale et d'une meilleure participation pour la conservation de la biodiversité.

4.2.1 Cas des réserves de biosphère de la SMC

Les réserves de la SMC possèdent une gouvernance environnementale de type gouvernemental. En effet, la gestion des réserves et les décisions prises sont sous la responsabilité d'organisations issues du gouvernement mexicain, qui œuvrent dans l'intérêt de la conservation de la biodiversité, dont le SEMARNAT et la CONANP. Les autorités des réserves possèdent et contrôlent les outils politiques et administratifs, l'information distribuée et la majorité du budget attribué à la conservation. Le budget des réserves de biosphère au Mexique provient principalement de la CONANP ainsi que des donations offertes par les organismes internationaux, comme l'UNESCO, le PNUE et le *Global Environmental Facility* (Fonds pour l'environnement mondial). Ces organismes possèdent donc aussi une certaine influence sur les mesures établies dans les réserves de biosphère, puisqu'ils offrent une assistance politique, consultative et financière complémentaire. (Brenner et Job, 2011)

La création des réserves de biosphère et l'élaboration de leurs programmes de gestion sont aussi entre les mains des experts de la CONANP, qui définissent les objectifs de conservation, les délimitations du zonage et les stratégies de conservation à mettre en place dans les réserves. Les communautés locales et autochtones n'ont pas été incluses dans l'élaboration des programmes de gestion. (Durand *et al.*, 2014) Cela fait donc référence aux niveaux 1 et 2 de l'échelle d'Arnstein et de la typologie de Pretty, où le public est principalement exclu des processus décisionnels, ayant accès à des informations partielles. Également, les sections concernant la description des communautés présentes dans les réserves sont très limitées. La culture et les activités traditionnelles des communautés autochtones présentes sont à peine mentionnées. Les programmes les mentionnent surtout en référence à leur appartenance à des groupes linguistiques. (INE, 1998 ; INE, 1999) Conséquemment, leurs intérêts et leurs besoins sont peu considérés dans les programmes de gestion des réserves, notamment par le fait qu'elles n'ont pas la possibilité d'y participer. En outre, une fois élaborés, les programmes de gestion sont révisés par le SEMARNAT. Durant cette étape, les consultations publiques sont autorisées, mais les processus pour les organiser sont peu décrits et l'intégration des commentaires issus du public dans le programme n'est pas obligatoire. La décision finale est remise entre les mains du SEMARNAT. (Durand *et al.*, 2014) Conséquemment, la création et l'élaboration du programme de gestion de la RBSEP et de la RBTRI ne dépassent pas le niveau 2 de la participation publique de l'INM, soit la consultation sans possibilité de prise en compte de l'avis des communautés locales et autochtones. Le zonage établi ne respecte pas non plus le régime foncier déjà en place avant la création de la réserve. Cela est particulièrement problématique dans le cas de la RBSEP, où plus de 5 000 ha appartenant à des propriétés *ejidales* ont été inclus dans des zones nucléaires, où toutes les activités d'exploitation des ressources sont complètement interdites (Cortinar-Villar *et al.*, 2012).

Également, les organismes gouvernementaux et internationaux ont moins de pouvoir de contrôle concernant les activités d'exploitation et d'utilisation des ressources naturelles dans les réserves de biosphère, étant défiés par les compagnies privées et les travailleurs locaux. Ces derniers remettent en question la réglementation et les mesures de conservation établies par les autorités des réserves, qui sont peu acceptées et peu ancrées dans les structures sociopolitiques en place. Par exemple, dans la RBSEP et la RBTRI, la CONANP et les ONG encouragent les systèmes agroécologiques qui concilient le développement social et économique avec les objectifs de conservation. Cependant, les producteurs locaux et les compagnies privées présentes adoptent peu ce genre de pratiques, qui sont plus difficiles financièrement à mettre en place et qui impliquent souvent une plus petite production, ce qui les prive de revenus essentiels. Les communautés locales et autochtones pratiquent également la chasse et la cueillette, qui sont cependant interdites dans certaines zones des réserves, ce qui entraîne des conflits. (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; Schroth *et al.*, 2009 ; Trujillo Díaz *et al.*, 2018) En plus, malgré le fait que les activités d'exploitation forestière sont surveillées par les autorités des réserves, il y a toujours présence d'exploitation illégale, notamment dans la RBSEP (INE, 1999). Conséquemment, la CONANP a besoin du support et de l'acceptation des acteurs impliqués dans les activités d'exploitation, pour assurer qu'elles puissent être conciliables avec les objectifs de conservation. Ce support ne peut être obtenu sans une participation locale efficace de toutes les parties prenantes dans la conservation.

Brenner et Job (2011) ajoutent également que les activités économiques d'exploitation situées en périphérie des réserves de biosphère mexicaines, qui ne prennent pas nécessairement en compte la conservation du milieu, représentent également une compétition pour les communautés situées autour des réserves. Ces activités sont encouragées par divers organismes gouvernementaux, qui disposent de plus grands financements et d'institutions plus développées que les organismes de conservation des réserves. Par exemple, le SAGARPA fait la promotion de l'agriculture intensive et de l'élevage (Brenner et Job, 2011). Il existe donc des incompatibilités de gouvernance entre les organismes gouvernementaux mexicains concernant les activités d'exploitation et la coordination de l'aménagement du territoire régional.

Concernant les autres stratégies de conservation, les ICDP sont un exemple où la gouvernance est davantage déléguée aux communautés locales et autochtones présentes dans les réserves, en collaboration avec des ONG. Les études de García-Amado *et al.* (2013) montrent que les ICDP présents dans la RBSEP permettent une meilleure intégration de la participation locale dans la conservation, puisqu'ils se basent sur leurs besoins et intérêts, en favorisant la mise en place d'un dialogue entre les autorités et les communautés. Cela fait référence au type de participation fonctionnelle de la typologie de Pretty, où la participation du public est perçue comme un moyen pour créer des conditions favorables pour la réussite des ICDP et pour la conservation. Les autorités de la CONANP et les ONG restent malgré cela les principales responsables des ICDP. Ils en sont les principaux investigateurs et responsables, puisque les institutions de gouvernance locale sont absentes ou peu efficaces, ce qui ne permet pas aux communautés de complètement s'appropriier les décisions. (Brechtin *et al.*, 2002 ; García-Amado *et al.*, 2013) Conséquemment, la participation ne dépasse pas le niveau 3 de l'INM et le niveau 5 de l'échelle d'Arnstein, où le public est impliqué dans les discussions, mais les autorités des réserves et les ONG restent les principaux détenteurs du pouvoir décisionnel.

En outre, les principaux projets de PSE au Mexique sont financés par le gouvernement fédéral et administrés par la CONAFOR, qui est également un organisme gouvernemental central (McAfee et Shapiro, 2010). Dans les réserves de la SMC, les PSE sont attribués aux familles et aux communautés par les autorités des réserves, selon les besoins et les demandes, pour compenser les pertes de revenus reliées aux restrictions d'utilisation des terres. Cependant, les PSE se révèlent insuffisants pour combler les interdictions d'utilisation des ressources. Ils sont également peu adaptés au contexte, ce qui entraîne plusieurs conflits à l'intérieur des communautés. Il n'existe pas non plus d'organismes ou d'institutions locales qui aideraient à distribuer l'argent de manière appropriée, afin de guider les familles dans l'utilisation de cet argent. (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; García-Amado *et al.*, 2013) Les communautés locales sont donc exclues de l'organisation des PSE. Elles reçoivent uniquement de l'information sur leur procédure, ce qui fait référence au niveau 3 d'Arnstein, à la participation passive de Pretty ainsi qu'au niveau 1 de l'INM.

Le régime foncier dans les réserves de biosphère est également problématique concernant la gouvernance. Les irrégularités de dossier, créées par la mise en place des réserves, confèrent des droits supplémentaires aux autorités gouvernementales. Par ces flous juridiques, celles-ci peuvent expulser les occupants des propriétés *ejidales*, sans retour ni protection financière. Les populations marginalisées, dont les peuples autochtones présents, sont également souvent les acteurs les plus désavantagés par ces flous juridiques. (Trujillo Díaz *et al.*, 2018). Les municipalités ne possèdent également pas de mécanismes ou d'institutions qui leur permettent de définir clairement la délimitation des terres, ce qui entraîne des conflits internes entre les membres des communautés (Cruz-Morales, 2014).

En résumé, la gouvernance gouvernementale présente dans la RBSEP et la RBTRI correspond principalement au modèle *top-down*, qui est aujourd'hui déconseillé par le nouveau paradigme de la conservation. La multiplicité des acteurs gouvernementaux présents, aux intérêts et aux pouvoirs divergents, ainsi que l'absence d'une coordination régionale de l'aménagement du territoire viennent également compliquer la gestion des réserves. La participation locale est également peu développée, ne dépassant majoritairement pas les niveaux associés à l'information et à la consultation, excepté dans le cas des ICDP. En plus, il n'existe pas d'institutions locales, communautaires ou municipales qui facilitent la mise en place d'une participation locale efficace et d'une meilleure gestion du territoire, notamment pour éviter les flous juridiques du régime foncier. Conséquemment, les réserves SMC subissent d'importants conflits sociaux internes, des désobéissances, ainsi qu'une utilisation des ressources non contrôlée ou illégale, ce qui crée des impacts négatifs sur la conservation des écosystèmes de la SMC.

4.2.2 Cas de la gestion territoriale des Cris du Nord québécois

Le cas des Cris du Nord québécois diffère largement de celui de la SMC. La CBJNQ et ses ententes subséquentes ont été réalisées grâce à la collaboration des Cris ainsi que celle des gouvernements provincial et fédéral. L'argent administré par ces ententes ainsi que les accords obtenus avec les autorités gouvernementales ont permis de mettre en place plusieurs mesures et mécanismes qui assurent une meilleure participation des Cris concernant l'aménagement et l'utilisation de leur territoire.

(GCC, 2019c ; Gouvernement du Québec, 1998 ; Simard, 2017) La conservation et le développement des aires protégées sont également des priorités présentes au sein du GCC, qui témoignent de la volonté de cette nation de protéger son territoire (J. S. Hébert, conversation téléphonique, 24 avril 2019).

Premièrement, le régime des terres du Nord québécois qui découle de la CBJNQ et de ses ententes a permis l'établissement d'une gouvernance collective dans les terres de catégories I. Il n'existe donc pas de flous juridiques associés au régime foncier, comme dans le cas de la SMC, ce qui permet d'éviter les conflits de délimitation qui causent davantage de déforestation dans la SMC. Les divisions consistent en un compromis, qui a été organisé de manière conjointe entre les gouvernements et les communautés locales et autochtones durant les négociations de la CBJNQ (Panasuk, 2006). Elles n'ont donc pas été totalement imposées par le gouvernement, comme dans le cas de la SMC. Malgré le fait que les Cris ne sont pas propriétaires des terres de catégorie I, les décisions quant à la gestion et au contrôle de leurs ressources leur reviennent directement (Gouvernement du Québec, 1998). Leur gouvernance est assurée par l'intermédiaire des institutions crie locales, qui sont très développées. Elles incluent la participation des maîtres de trappe et des conseils de bandes, dont les chefs sont actifs au sein du gouvernement de la Nation crie et du GCC (Gouvernement du Québec, 1998 ; Simard, 2017). Ces institutions sont efficaces puisqu'elles respectent les bases du système culturel crie, tout en s'adaptant au fonctionnement du système politique québécois. Les Cris peuvent aussi contrôler les décisions relatives à leurs activités traditionnelles, notamment grâce à la mise en place de leur régime de chasse, pêche et piégeage. Ils contrôlent également l'exploitation forestière sur les terres de catégorie I, où ils peuvent aussi autoriser ou non les projets miniers, ainsi que négocier des ERA (Gouvernement du Québec, 1998). Conséquemment, concernant les terres de catégorie I, la participation des Cris fait majoritairement référence aux plus hauts niveaux des échelles d'Arnstein et de l'INM, soit les niveaux 8 et 5, puisque la communauté locale gère de manière autonome son territoire, en participant directement aux décisions finales. Cela fait également référence à l'automobilisation de Pretty. Ce type de gouvernance leur permet notamment de retirer des bénéfices économiques par les activités d'exploitation, tout en conciliant le respect de l'écologie et de la conservation de la biodiversité de leur territoire, qui sont essentielles au maintien de leur mode de vie traditionnel.

Deuxièmement, concernant les terres de catégorie II et III, les Cris y possèdent une gouvernance plus participative. Ils y conservent leurs droits de pratique des activités traditionnelles, avec des droits partiels dans les terres de catégories III (Gouvernement du Québec, 1998). Ils peuvent également obtenir des redevances concernant les activités d'exploitation minières, hydroélectriques et forestières, ainsi que souscrire certaines parcelles de terres à ces activités d'exploitation pour assurer la conservation de leur territoire (*Loi sur les mines*, art 304.1 ; Savard, 2009 ; Secrétariat aux affaires autochtones, s. d.a, art. 3.9.1, 3.10.1 et 3.10.). Ces redevances sont davantage utilisées pour développer ou renforcer les institutions et les mécanismes qui permettent la participation des Cris dans le développement de leur territoire, contrairement aux PSE du Mexique qui servent plus à titre individuel (J. S. Hébert, conversation téléphonique, 24 avril 2019). Il faut cependant préciser que ces paiements servent à combler les besoins élémentaires des petits paysans, contrairement au cas des Cris dont la subsistance n'est pas menacée. Les terres de catégorie II sont également principalement gérées par le

gouvernement de la Nation crie, en partenariat avec le gouvernement du Québec (Secrétariat des affaires autochtones, s. d.b).

En plus, la Paix des Braves a permis de mettre en place un partenariat qui vise la coopération basée sur l'égalité entre les communautés locales et autochtones, soit entre les Jamésiens et les Cris, ainsi que le gouvernement. Contrairement aux PSE de la SMC, cette entente dépasse la simple compensation financière. Elle assure la mise en place de mécanismes de participation, servant à la protection de l'environnement, pour éviter une dépendance financière. (Létourneau, 2011 ; Maclure, 2005) Par exemple, elle a notamment permis de créer le régime forestier adapté, qui s'applique principalement sur les terres II (Secrétariat aux affaires autochtones, s. d.b). Grâce au conseil Cris-Québec sur la foresterie ainsi qu'aux groupes de travail conjoint, les représentants des Cris et des Jamésiens présents dans ces organismes peuvent contribuer aux décisions qui concernent l'aménagement du territoire. Les unités d'aménagement, basées sur les terrains de trappe, permettent aussi d'établir des quotas annuels pour éviter la déforestation rapide du territoire. (Conseil Cris-Québec sur la foresterie, 2018 ; Lathoud, 2005) Ce régime a permis de réduire de 50 % les récoltes de produits ligneux comparativement aux années 1990 (GCC, 2019f). Le gouvernement du Québec reste cependant la principale institution responsable des décisions de ce secteur, ce qui fait référence au niveau 5 de l'échelle de participation d'Arnstein.

Les terres de catégorie III sont des terres publiques, où une gouvernance multiculturelle est établie. Les Cris participent de manière collaborative à leur gestion grâce à leur présence dans le GREIBJ, dont la composition est divisée également entre les membres des Cris et des Jamésiens. Le gouvernement du Québec y possède également un représentant. Le GREIBJ possède les mêmes compétences qu'une MRC. (GREIBJ, 2019b) Conséquemment, la participation des Cris dans les terres de catégories III implique le niveau 6 de l'échelle d'Arnstein ainsi que le niveau 4 de l'INM, où les communautés locales sont impliquées dans les décisions, pouvant formuler leur avis et influencer les décisions, sans en détenir totalement le contrôle. Il s'agit donc d'une participation interactive, où les Cris et les Jamésiens participent conjointement au développement du territoire en renforçant le rôle de leurs institutions.

Troisièmement, au sujet de la participation des Cris au régime environnemental, ceux-ci possèdent une gouvernance participative. Les Cris possèdent des représentants dans le CCEBJ, le COMEV et le COMEX, ce qui leur permet de participer à l'évaluation des impacts environnementaux des projets qui touchent le développement et la conservation de l'Eeyou Istchee Baie-James (Gouvernement du Québec, 1998 ; MDDEP, 2003). Les représentants cris sont cependant en nombre minoritaire dans ces comités, qui sont également formés par des représentants des gouvernements provincial et fédéral. En outre, des audiences publiques sont organisées au courant de l'EIEMS, durant l'examen de l'étude d'impact d'un projet de développement. Cela permet une certaine consultation des communautés locales, qui est néanmoins limitée à l'étude d'impact. Le COMEX n'est pas non plus dans l'obligation d'inclure ces commentaires et l'autorisation finale repose entre les mains de l'administrateur, qui n'est pas membre de la nation crie lorsque les projets se retrouvent sur les terres de catégorie II et III. (MDDEP, 2003) Conséquemment, la participation des Cris est plus limitée quant à l'EIEMS, variant entre les niveaux qui impliquent la consultation, l'implication, la délibération et le partenariat. Ce

processus représente tout de même un mécanisme supplémentaire de participation pour les communautés locales et autochtones, qui n'est pas présent dans le cas de la SMC.

Finalement, la gouvernance des aires protégées présentes dans l'Eeyou Istchee varie entre la gouvernance participative et collective. La gestion de ces dernières est de plus en plus déléguée aux communautés crie qui sont comprises dans les aires en question, comme c'est le cas pour les parcs nationaux Albnel-Témiscamie-Otish et Assinica., ainsi que pour la réserve des Lacs-Albnel-Mistassini-et-Waconichi (Corporation Nibiischii, 2018 ; Hébert, 2012). Également, les aires protégées incluses dans les catégories I sont sous l'autorité et la responsabilité des communautés locales, ce qui implique les plus hauts niveaux de participation. Cela permet notamment aux communautés locales de définir leur propre réglementation et de réguler leurs pratiques, notamment en créant leur plan de conservation, pour assurer un équilibre entre la présence des communautés et le respect des objectifs de conservation. L'expertise et les connaissances des Crie sont également utilisées dans la planification des aires protégées. (Eeyou Istchee Conservation, 2013 ; Hébert, 2012) Les institutions locales des Crie ont également mis en place un Comité Eeyou Istchee de conservation, ainsi que la Stratégie de conservation régionale crie, pour proposer la création de nouvelles aires protégées qui respectent leurs intérêts et leurs besoins. Leur gouvernance et leur planification finale sont sous la responsabilité d'une coordination des institutions crie, tout en impliquant la collaboration avec le fédéral, le provincial, les Jamésiens ainsi que d'autres organismes. Cela assure donc une gouvernance participative, avec une participation collaborative (niveau 5 de l'INM). Les initiatives des Crie sont cependant limitées, puisqu'elles se heurtent aux intérêts économiques du gouvernement québécois, qui conserve le contrôle des décisions finales, surtout lorsque les aires protégées sont situées sur les terres publiques.

En résumé, malgré certaines limitations, la gouvernance collective et participative des Crie leur permet de participer à la gestion de leur territoire et de leurs ressources en établissant des partenariats avec les autorités provinciales et fédérales, pour intégrer leurs intérêts et leurs besoins. Plusieurs mécanismes et institutions locales sont en place pour leur assurer une participation collaborative, dont les terrains de trappe, les conseils de bande, le gouvernement de la Nation crie, leur présence dans le GREIBJ ainsi que les différents régimes et comités. Ces mécanismes ont été créés par la CBJNQ et ses ententes, en collaboration avec les communautés crie et les gouvernements fédéral et provincial. Ils ont permis de résoudre et d'éviter de nombreux conflits en lien avec l'utilisation du territoire. Ce type de gouvernance implique un haut niveau de participation qui leur permet de conserver davantage leur territoire, en limitant les projets de développement et d'exploitation des ressources. La gestion des aires protégées présentes sur le territoire est également majoritairement déléguée aux communautés locales, qui y intègrent leur propre expertise et leurs connaissances dans la planification des activités autorisées.

4.3 Évaluation de l'aspect environnemental

Les deux études de cas impliquent des milieux naturels complètement distincts ainsi que différentes stratégies environnementales pour les conserver. Plusieurs éléments contenus dans les grilles d'évaluation du développement durable de la Chaire éco-conseil sont respectés dans le cas de la SMC, concernant l'aspect environnemental, étant donné que les réserves ont été créées comme mesures de protection environnementale. De nombreuses règles et conditions d'utilisation des ressources

permettent d'assurer la protection de l'environnement à l'intérieur des aires protégées, pour limiter la déforestation et préserver la biodiversité. Dans la RBTRI et la RBSEP, le zonage permet de délimiter et de caractériser le territoire des réserves, pour créer différents types de zones, comme les zones de protection, de conservation, d'utilisation et de restauration (INE, 1998 ; INE, 1999). Cela favorise une utilisation optimale du territoire, pour mieux préserver certaines parcelles d'écosystèmes qui nécessitent davantage de protection. Le développement d'activités durables d'exploitation des ressources est également favorisé dans les zones tampons et les zones d'utilisation, notamment par le développement des ICDP. Le développement des systèmes agroécologiques de cultures de café sont les ICDP les plus importants de la région, permettant d'exploiter les fonctions écologiques des forêts de nuage tout en assurant la conservation leur biodiversité. (Valencia *et al.*, 2018 ; Schroth *et al.*, 2009). Les PSE permettent aussi de développer des marchés qui encouragent les activités de conservation de la biodiversité ainsi que de favoriser les activités durables (Engel *et al.*, 2008 ; Shapiro-Garza, 2013 ; Wunder, 2007). Ainsi, les réserves favorisent la conservation de la biodiversité, la restauration, la mise en place d'activités durables, ainsi qu'une utilisation optimale du territoire selon différentes utilités et fonctions. Le FONCET effectue également quelques projets environnementaux intéressants dans la région de la SMC, plus particulièrement dans la RBTRI. Ces projets sont liés à la restauration des forêts, à la surveillance des espèces fauniques menacées d'extinction, à la diminution de la contamination de l'eau, etc. (FONCET, 2016)

Cependant, certains éléments essentiels restent à considérer pour l'aspect environnemental. Certains ne sont pas mentionnés dans les informations relevées sur le cas des réserves de la SMC, comme l'utilisation d'énergies renouvelables à l'intérieur des réserves ainsi que la réduction de la production de déchets et de la pollution. Certaines activités qui comportent plusieurs impacts négatifs pour l'environnement et l'écologie, impliquant un changement d'utilisation des sols, restent présentes dans les réserves, comme l'agriculture (incluant l'utilisation de produits agrochimiques) et l'élevage extensif (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; Schroth *et al.*, 2009). Conséquemment, malgré les stratégies de conservation établies, la fragmentation et la déforestation de la SMC continuent d'augmenter (Navarrete *et al.*, 2010 ; Villafuerte, 2010).

L'Eeyou Istchee Baie-James est un territoire beaucoup plus vaste et moins peuplé que la SMC. En plus, le développement de la région a été plus tardif que dans le cas de la SMC. Cela a laissé les milieux naturels peu perturbés par les activités d'exploitation, jusqu'aux années 1970, notamment avec le développement de l'hydroélectricité (Blancquaert, 2011). L'implantation des stratégies de conservation est donc moins problématique que dans le cas de la SMC qui regroupe des communautés plus marginales et densifiées, qui ont perturbé le territoire. Les stratégies sont également plus diversifiées, incluant plusieurs mécanismes autres que la création d'aires protégées, dont le réseau dans ce territoire est encore en cours de développement. Ces stratégies incluent le régime de protection de l'environnement décrit dans la CBJNQ, qui permet notamment de formuler des lois et des règlements pour réduire les impacts environnementaux négatifs des projets de développement (Gouvernement du Québec, 1998). L'EIEMS permet aussi de refuser des projets jugés trop dommageables pour l'environnement, ou de donner des conditions de réalisation pour s'assurer qu'ils respectent certaines normes environnementales en fonction des études d'impact (*Loi sur la qualité de l'environnement*, titre

II). Le régime forestier adapté, créé par la Paix des Braves, émet également des quotas annuels maximaux pour chaque terrain de trappe, afin d'assurer un couvert forestier minimal, ce qui permet de réduire la déforestation du territoire ainsi que la superficie des coupes à blanc (GCC, 2019f ; Secrétariat aux affaires autochtones, s. d.a). Le territoire favorise également l'utilisation de l'énergie renouvelable, qui provient des installations hydroélectriques des complexes de La Grande et d'Eastmain-Rupert. La protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité font également partie des orientations de la stratégie 2016-2020 de la Société du Plan Nord. Le gouvernement du Québec et les Cris collaborent donc pour développer un réseau d'aires protégées et d'OECM, pour faire en sorte que 50 % du Nord québécois soit réservé à des fins autres qu'industrielles. (M. Vachon, conversation téléphonique, 24 avril 2019 ; Société du Plan Nord, 2016) En plus, comparativement aux communautés de la SMC qui priorisent davantage l'exploitation que la conservation, la plupart des communautés crie démontrent une forte volonté de protéger l'environnement de leur territoire. Leur administration a entre autres développé une expertise écologique qui leur permet de mieux cibler les parcelles de territoire essentielles à protéger, pour favoriser une utilisation et une conservation optimale de leur territoire (J. S. Hébert, conversation téléphonique, 24 avril 2019). Le GCC possède également sa propre stratégie régionale de conservation, afin de développer un réseau d'aires de conservation qui sauvegarde la biodiversité et qui intègre la résilience aux changements climatiques. Bien que la planification de ce réseau ne soit pas encore terminée, l'aspect environnemental du développement durable est bien pris en compte pour le futur du développement de l'Eeyou Istchee Baie-James.

Il est à noter cependant que plusieurs défis futurs devront être pris en compte pour assurer la continuation de la protection environnementale du territoire. L'augmentation des visiteurs et de la population risque de mettre de la pression sur les stratégies de conservation. Le gouvernement québécois devra également maintenir ces orientations environnementales pour le développement du Nord québécois, en évitant une exploitation des ressources du territoire qui soit plus dommageable pour l'environnement. Des considérations supplémentaires devront être décidées pour assurer le respect de l'aspect environnemental dans le développement du Nord.

4.4 Évaluation de l'aspect social

L'aspect social du cas des réserves de la SMC est très négligé. Les études relevées affirment que les communautés de la SMC sont des communautés très vulnérables, qui possèdent les plus hauts taux de marginalisation et de pauvreté au pays. Les services de santé et d'éducation sont également déficients, ce qui est expliqué en partie par l'isolement géographique créé par la topographie accidentée de la SMC (CONEVAL, 2010 ; González-Espinosa *et al.*, 2014). Les *ejidos* et les terres communautaires sont également situés sur les parcelles de terre les moins fertiles (Cortinar-Villar *et al.*, 2012). Conséquemment, selon Körner et Ohsawa (2005), les communautés rurales présentes dans les montagnes de la SMC sont les plus vulnérables en termes de sécurité alimentaire, car leur production annuelle agricole est souvent inférieure à 200 kilos de produits alimentaires par producteur. L'imposition des strictes conditions de conservation dans certaines parties de la RBSEP et de la RBTRI a également limité la pratique des activités de production agricole et d'élevage qui permettent aux communautés d'obtenir un revenu et de s'alimenter, en particulier dans les zones nucléaires. (Cortinar-Villar *et al.*,

2012 ; Maximiliano-Martínez, 2015) Ces conditions strictes de protection, établies sans consultation, contribuent donc à l'appauvrissement des communautés locales, augmentant leur vulnérabilité face à la sécurité alimentaire. En plus, contrairement au cas des Cris, il n'y a pas de régime qui permet la protection des activités traditionnelles dans les aires protégées, comme la pratique de la chasse et de la cueillette. Les activités d'exploitation restent cependant praticables dans les zones tampons.

En outre, les irrégularités du régime foncier concernant le statut de propriété et la délimitation des terres, créées entre autres par la mise en place des aires protégées de la SMC, sont aussi problématiques pour ses communautés locales et autochtones. Elles vivent sous la menace d'être expulsées ou relocalisées de leurs terres par les autorités des réserves. Cette situation a également entraîné des conflits sociaux internes entre les membres des communautés, qui se disputent les titres de propriété des terres. Cela affaiblit les relations sociales ainsi que le développement d'institutions collectives, tout en contribuant à l'augmentation des actes de désobéissance envers les règles de conservation (Cruz-Morales, 2014 ; Trujillo Díaz *et al.*, 2018).

Pour améliorer leur situation, les communautés de la SMC bénéficient de plusieurs programmes gouvernementaux et étatiques d'aide sociale. Ils incluent des subventions destinées à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'éducation et à la promotion d'activités agricoles (González-Espinosa *et al.*, 2014). Les PSE font également partie de ces subventions. Ils sont distribués aux familles des réserves afin de compenser financièrement les restrictions d'utilisation des terres (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; García-Amado *et al.*, 2013). Cependant, certains programmes sociaux peuvent être refusés par la présence des irrégularités foncières (Trujillo Díaz *et al.*, 2018). Les PSE sont aussi principalement destinés à répondre aux besoins des communautés à court terme plutôt qu'à long terme. (García-Amado *et al.*, 2013 ; González-Espinosa *et al.*, 2014). En plus, ils sont réservés à la participation individuelle et à la croissance du capital, plutôt qu'au développement de la collectivité, des services ou des institutions locales. Cela a contribué à affaiblir les réseaux sociaux et la participation communautaire dans les mises en œuvre des politiques locales et régionales (Cartagena-Ticona, Parra-Vázquez, Burguete Cal, Mayor et López-Meza, 2005 ; León Corona, 2011) Les seules stratégies présentes qui intègrent la participation des communautés et l'implication du milieu social sont les ICDP. Ils servent notamment à lutter contre la pauvreté, en organisant des projets liés à la conservation et à la mise en place d'activités de production durable, à l'éducation, à l'engagement à long terme, etc. (García-Amado *et al.*, 2013). Il s'agit donc d'une stratégie qui respecte davantage l'intégration de l'aspect social du développement durable dans les réserves de biosphère de la SMC. Certains organismes, dont le FONCET et la CONANP, effectuent également plusieurs projets reliés à l'éducation et à la sensibilisation dans les réserves (FONCET, 2016 ; García-Amado *et al.*, 2013).

Concernant la dimension culturelle, les communautés de la SMC sont formées de groupes ethniques mayas hétérogènes, ainsi que d'immigrants venant du Chiapas et du Guatemala (González-Espinosa *et al.*, 2014). Cependant, les études relevées et les programmes de gestion des réserves arborent très peu les particularités de la culture de ces communautés (INE, 1998 ; INE, 1999). Il ne semble donc pas avoir d'initiatives importantes dans la région qui impliquent l'importance de la transmission du patrimoine culturel ou qui fait la promotion des pratiques, des activités et de la diversité culturelle de la SMC.

En comparaison, l'aspect social du cas des Cris est beaucoup plus développé que celui de la SMC. Les indemnités versées par l'entremise des différentes ententes établies entre les gouvernements fédéral et provincial ont principalement servi à développer les organisations, les institutions et les entreprises locales et régionales des Cris (Gagnon et Rocher, 2002 ; GCC, 2019d). Elles couvrent plusieurs domaines, dont la prise en charge et le financement du domaine de la santé, de l'éducation, des services sociaux et de la sécurité du revenu (Secrétariat aux affaires autochtones, 2017a). Elles servent donc principalement au bénéfice de la collectivité et au développement du milieu social et économique, plutôt qu'au développement individuel comme dans le cas de la SMC. Elles permettent aussi aux communautés crie de développer et de partager des valeurs communes, comme l'importance de la protection de leur mode de vie et de leur territoire. Également, les organisations de gouvernance des Cris ont mis en place divers programmes pour la protection du développement social et culturel de leurs membres. Le GCC soutient notamment les entreprises sociales qui œuvrent à la protection des droits de la jeunesse, des femmes et des aînés. Il existe également plusieurs programmes culturels qui cherchent à sauvegarder et à promouvoir la culture et la langue des Cris, dont le Programme de recherche archéologique et l'Institut culturel cri Aanischaaukamikw. (GCC, 2019c) Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et pêcheurs permet également d'assurer la mise en place de conditions optimales pour protéger la pratique des activités traditionnelles (Gagnon et Rocher, 2002).

Concernant la conservation du territoire et les aires protégées, plusieurs mécanismes permettent la protection des droits des Cris. Les aires protégées présentes dans le territoire de l'Eeyou Istchee Baie-James tombent sous la juridiction de la CBJNQ. Grâce à cette dernière, les membres de la nation crie peuvent continuer de pratiquer leurs activités traditionnelles à l'intérieur des aires protégées. Les communautés dont le territoire est situé à l'intérieur des aires protégées peuvent également y établir leur propre mode de gouvernance. Le Conseil de bande est donc le principal gestionnaire des aires protégées. Les prises de décisions incluent également les maîtres de trappe et leurs familles, où se superposent le territoire des aires protégées et les terrains de trappe. Ils peuvent donc assurer le respect des droits des personnes qui résident dans les aires protégées tout en assurant le respect des objectifs de conservation (Eeyou Istchee Conservation, 2019b; Hébert, 2012 ; Gouvernement du Québec, 1998) Le régime de protection de l'environnement implique également la protection du milieu social des Cris, par l'entremise de l'EIEMS, afin de réduire les impacts négatifs des projets d'exploitation du territoire (Gagnon et Rocher, 2002 ; Gouvernement du Québec, 1998). L'implication sociale des Cris est donc beaucoup plus importante dans la conservation que dans le cas de la SMC.

4.5 Évaluation de l'aspect économique

L'aspect économique du développement durable du cas des réserves de biosphère de la SMC est également problématique à plusieurs égards. Comme mentionné précédemment, les strictes conditions de conservation ont limité l'exploitation des ressources, ce qui a limité également les activités économiques pratiquées par les communautés locales et autochtones. Les autorités des réserves ainsi que les organismes sociaux et environnementaux locaux ont cherché à transformer ces activités pour les rendre plus durables, en les orientant vers des modes de production plus viables et responsables du point de vue environnemental et social (Cortina-Villar *et al.*, 2012). Les systèmes agricoles

organiques, le sylvopastoralisme, la culture de produits non ligneux, ainsi que le développement d'entreprises sociales ont été favorisés dans les réserves de la SMC (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; FONCET, 2016 ; Pronatura Sur A.C., s. d.). Cependant, les productions durables qui présentent un certain succès économique sont limitées. Les meilleures initiatives sont celles des systèmes agroécologiques de production de café qui appartiennent aux familles de paysans et d'autochtones de la région, qui permettent de respecter l'environnement tout en profitant aux productions de petites échelles (Moguel et Toledo, 2004 ; Schroth *et al.*, 2009). La culture du palmier *camedor* est aussi une initiative intéressante, qui permet de développer un commerce supplémentaire grâce à une espèce indigène de la région (FONCET, 2016). Ces activités permettent d'améliorer la valeur et la qualité des produits et des biens, tout en favorisant l'entrepreneuriat local, ce qui respecte les principes du développement durable.

Néanmoins, les différents modes de production durable ne sont pas toujours adoptés par tous les acteurs présents dans les réserves. Les projets reliés au développement d'activités d'exploitation durables sont plus difficiles à mettre en place. Ils demandent souvent des investissements à long terme et du financement extérieur, qui est parfois difficile à obtenir (Barrasa García *et al.*, 2012 ; Sanfiorenzo-Barnhard *et al.*, 2009). En plus, les revenus associés aux productions durables sont souvent moins élevés, car leur vente est plus difficile. En effet, les prix des produits durables, équitables ou responsables sont plus élevés que les produits conventionnels qui proviennent des monocultures et des grandes compagnies privées. Étant donné que les populations locales sont très pauvres, ces dernières optent donc pour les produits les moins dispendieux. Les plus grandes compagnies privées disposent également de plus de ressources financières, technologiques et humaines que les petits producteurs, ainsi que de terres de meilleure qualité, ce qui leur permet d'obtenir une plus grande production. (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; Schroth *et al.*, 2009 ; Trujillo Díaz *et al.*, 2018). D'autres facteurs affectent aussi les productions agricoles, comme dans le cas de la maladie fongique de la rouille de caféier, ce qui menace l'économie des communautés locales qui se spécialisent dans ce type de production (FONCET, 2016). À tout cela s'ajoutent les problématiques du régime foncier, dont la désignation des terres à statut irrégulier prive leurs occupants d'allocations sociales pour les aider à entretenir leur culture (Trujillo Díaz *et al.*, 2018). Conséquemment, les communautés locales et autochtones des réserves de la SMC restent pauvres et marginalisées. Elles subissent aussi la compétition des compagnies privées. Les activités économiques permises par les autorités de la réserve ne permettent donc pas d'offrir une rentabilité financière viable. La monoculture, l'utilisation de produits agrochimiques, l'agriculture et l'élevage extensif, ainsi que la coupe de bois illégale sont donc des activités qui perdurent dans les réserves (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; INE, 1998 ; INE, 1999 ; UNESCO, s. d.).

Pour combler les interdictions et les restrictions d'utilisation des ressources dans les réserves ainsi que la compétition occasionnée par les acteurs privés, les PSE peuvent représenter une solution économique intéressante. Ils donnent une possibilité supplémentaire aux habitants des réserves d'obtenir du financement, de manière rapide et fiable. (García-Amado *et al.*, 2013) Cependant, les recherches effectuées dans la RBSEP et la RBTRI relèvent que les PSE sont insuffisants, divisés de manière inadéquate et utilisés à titre individuel plutôt que pour le bénéfice de la collectivité (Cortina-Villar *et al.*, 2012 ; FONCET, 2016 ; García-Amado *et al.*, 2013). Ils ne permettent donc pas une

redistribution qui bénéficie au plus grand nombre, qui permettrait notamment d'améliorer les institutions sociales ou les marchés locaux, afin de les rendre plus autonomes.

Les Cris se retrouvent dans une situation économique et sociale plus avantageuse que les habitants des réserves de la SMC. Cela s'explique entre autres par le fait qu'ils disposent d'un plus grand territoire peu développé ainsi que de moyens de subsistance plus variés qui n'impliquent pas l'agriculture. Leur milieu économique est également plus protégé que celui de la SMC. Grâce à la CBJNQ et aux ententes subséquentes, les gouvernements fédéral et provincial ont versé des indemnités aux communautés cries, afin qu'elles puissent développer leurs institutions et leur administration. Ces indemnités visent la priorisation du développement durable de leur économie, en évitant les simples compensations financières. (Létourneau, 2011 ; Maclure, 2005) Les ententes, dont en particulier celle de la Paix des Braves, permettent également d'assurer aux Cris la possibilité d'obtenir davantage de bénéfices et de retombées économiques reliés à l'exploitation des ressources de leur territoire. Par exemple, les Cris reçoivent des redevances pour la production hydroélectrique, versées par Hydro-Québec, ainsi qu'une assurance d'embauche (Rodon et Therrien, 2017). Ils participent également au développement minier par les ERA, qui leur permettent d'obtenir des formations, des emplois et des contrats avec les entreprises minières (GCC, 2013 ; Rodon et Therrien, 2017). La Paix des Braves a aussi permis d'assurer des emplois dédiés aux Cris dans le domaine de la foresterie, ainsi que des retombées financières pour partager les bénéfices reliés à l'exploitation du bois des forêts de l'Eeyou Istchee (Wyatt, Fortier et Hébert, 2010). Concernant les activités traditionnelles, le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et trappeurs permet aussi de garantir une aide économique importante aux membres des communautés cries qui désirent pratiquer leurs activités traditionnelles (Gagnon et Rocher, 2002). L'entrepreneuriat des Cris dans la région, qui comporte plusieurs entreprises locales importantes comme Air Creebec ou la Compagnie de construction et de développement crie, est également encouragé (Tremblay, 2002, 8 juin). Certains Cris sont aussi propriétaires de pourvoiries, qui leur permettent d'obtenir des revenus issus du tourisme (Eeyou Istchee Baie-James, 2016).

Les projets de développement et d'exploitation des ressources sont également surveillés par le régime de protection de l'environnement décrit dans la CBJNQ, qui assure la protection du milieu social et économique des Cris. Il permet d'orienter les projets vers des modes de production qui visent la réduction des impacts négatifs sur l'environnement, qui sont donc plus viables et responsables. L'EIEMS cherche également à assurer la protection du milieu économique des Cris. (Gagnon et Rocher, 2002 ; Gouvernement du Québec, 1998) Concernant les aires protégées, les communautés cries disposent de plusieurs opportunités de projets de cogestion et de délégation, qui leur permettent d'obtenir des emplois et de gérer les activités présentes dans les aires protégées situées sur leur territoire (Corporation Nibiischii, 2018). Par exemple, la Corporation Nibiischii représente un moteur de développement économique régional, en assurant l'embauche des Cris dans les aires protégées ainsi que le développement d'une expertise crie sur leur territoire (Corporation Nibiischii, 2018 ; J. S. Hébert, conservation téléphonique, 24 avril 2019). En outre, les maîtres de trappe et leur famille sont considérés comme les premiers gestionnaires des ressources naturelles de leur terrain de trappe, dont certains sont situés dans les aires protégées. Ils peuvent donc offrir des activités et des services aux visiteurs, pour bénéficier de leurs retombées économiques. C'est le cas pour le parc d'Albanel-Témiscamie-Otish,

qui regroupe une trentaine de familles de trappeurs, qui possèdent des campements dans le parc. (Hébert, 2012)

Conséquemment, les communautés crie disposent de nombreuses possibilités d'obtenir des biens et des capitaux issus des ressources de leur territoire, par un accès favorisé grâce aux diverses ententes établies entre le gouvernement et les entreprises des différents domaines d'exploitation. Les redevances sont également distribuées aux communautés concernées ou touchées par les projets d'exploitation, ce qui permet une juste redistribution. Les ententes établies avec les différentes entreprises et autres acteurs qui travaillent dans les activités d'exploitation des ressources leur permettent également de négocier des contrats de travail acceptables.

5. RECOMMANDATIONS

Les constats de l'analyse présentée au chapitre précédent permettent de conclure que les stratégies de conservation présentes dans la RBTRI et la RBSEP ne sont pas effectives sur plusieurs points. Comparativement à cette situation, la gestion territoriale de l'Eeyou Istchee Baie-James comporte de nombreux points positifs, qui permet une meilleure conservation de la biodiversité du territoire tout en assurant un meilleur respect du milieu social et économique des communautés cries. Cette section présente les recommandations qui ont été formulées à partir des résultats de l'analyse comparative. Elles ont pour but d'améliorer les stratégies de conservation des réserves de la SMC en s'inspirant du cas des Cris, pour proposer un modèle qui intègre une meilleure participation des communautés autochtones et locales. Ce modèle s'inspire des principes de la gouvernance participative et collective. Ces recommandations servent également à intégrer de manière plus optimale les différentes sphères du développement durable dans la gestion de la RBTRI et de la RBSEP.

- **Recommandation 1 : Redéfinir le régime foncier et le zonage dans les réserves en intégrant la participation des communautés locales.**

Le régime foncier des réserves comporte des irrégularités et des flous juridiques qui sont la source de plusieurs conflits. Le gouvernement mexicain doit donc coopérer avec la CONANP, les municipalités des réserves ainsi que les différents propriétaires ou utilisateurs des terres présents, pour négocier de nouvelles délimitations et tenter d'établir des compromis, comme dans le cas du régime foncier de la CBJNQ. Ce modèle pourrait s'inspirer de celui du régime des terres de la CBJNQ, où certaines parcelles de terrains seraient attribuées à l'usage exclusif des *ejidatarios*, sans l'intervention des autorités des réserves, tandis que d'autres seraient réservées à la conservation. Les zones réservées à la conservation permettraient cependant la tenue d'activités culturelles ou économiques à moindre impact environnemental, qui n'impliquent pas un changement d'utilisation des sols. Par exemple, la chasse et la cueillette destinées à la subsistance ou à l'autoconsommation pourraient être des activités permises dans les zones réservées à la conservation, comme dans le cas des Cris où les activités traditionnelles sont autorisées dans les aires protégées. Ces zones pourraient être disposées de manière à créer des corridors biologiques à travers la SMC. Le zonage des réserves doit inclure la participation des communautés pour assurer que les mesures de conservation n'entravent pas complètement la prise en compte de leurs besoins. Ainsi, ces mesures ne seraient pas imposées, mais bien négociées en partenariat, ce qui faciliterait leur acceptation sociale et limiterait les désobéissances.

- **Recommandation 2 : Accroître les connaissances concernant le milieu social, la culture des communautés et les parties prenantes présentes pour les intégrer à la gestion du territoire des réserves.**

Les programmes de gestion des réserves étudiées possèdent peu d'information concernant les parties prenantes présentes sur leur territoire. Ils datent également de plusieurs années. Pour améliorer la gestion des milieux social et économique des réserves, ils doivent être mis à jour en intégrant des informations plus approfondies sur toutes les parties prenantes présentes sur le territoire. L'analyse ou la caractérisation des parties prenantes est devenue une étape essentielle à effectuer dans une

démarche de planification et d'intégration du développement durable. Elle peut être appliquée dans l'élaboration des aires protégées et des autres stratégies de conservation. (Nastran, 2013 ; Rastogi, Badola, Ainul Hussain et Hickey, 2010 ; Zorilla-Pujana et Rossi, 2016) Cette étape est notamment utilisée au Québec, lors de la planification des parcs nationaux (MFFP, 2019). L'analyse des parties prenantes permet d'identifier leurs intérêts, leurs besoins, leur pouvoir d'influence, leurs intentions, leurs motivations, leurs opinions, ainsi que leurs liens sociaux ou connexions (Reed *et al.*, 2009). Cela sert donc à mieux anticiper les enjeux, les avantages et les risques que représente chaque partie prenante, afin de prévoir des stratégies et des solutions à mettre en place pour éviter les conflits ou pour rallier tous les acteurs vers les objectifs de conservation.

Par exemple, dans le cas de la SMC, il serait pertinent d'effectuer un recensement et une description des connaissances locales, des activités traditionnelles ou d'autres aspects culturels des communautés locales et autochtones présentes dans les réserves de la SMC, pour les retranscrire dans leur programme de gestion mis à jour. Ces notions sont davantage connues dans le cas des Cris, ce qui a permis d'intégrer leurs pratiques culturelles à l'élaboration de leurs institutions de gouvernance et de leurs différents régimes de gestion territoriale. Cela permettrait de faire de même pour les communautés locales et autochtones des réserves de la SMC. Il serait également pertinent d'impliquer les compagnies privées dans cette analyse, dans le but de prévoir des stratégies pour les inclure dans les objectifs de conservation et pour anticiper la compétition qu'elles représentent pour les communautés locales.

- **Recommandation 3: Assurer la participation des communautés autochtones et locales dans l'élaboration des programmes de gestion.**

Le processus d'élaboration des programmes de gestion des réserves doit être modifié, afin d'inclure une meilleure participation des communautés autochtones et locales à toutes ses étapes. Ce processus pourrait s'inspirer de celui de l'EIEMS, décrit dans le régime de protection de l'environnement de la CBJNQ. Ainsi, le comité ou l'organisme responsable de l'élaboration du programme doit comprendre des membres issus de la CONANP, du SEMARNAT ainsi que des communautés concernées. Cela garantit une démarche de collaboration basée sur la cogestion ou sur le partenariat entre les autorités de la CONANP, le gouvernement et les communautés présentes dans les réserves. La transparence de l'information doit aussi être assurée, tout comme son accessibilité, pour faire en sorte que tous puissent connaître les intentions du gouvernement. La consultation du public doit également être présente à toutes les étapes de l'élaboration du programme, ce qui inclut également sa révision. Les commentaires et les demandes du public doivent être transcrits et pris en compte dans l'élaboration du programme de gestion. En plus, afin d'assurer que ce processus soit respecté de manière légale, il devra être inclus dans les mécanismes juridiques du pays, comme la LGEEPA.

- **Recommandation 4 : Créer et mettre en place des institutions locales fonctionnelles, qui respectent la culture de leurs communautés, ainsi que des comités de travail conjoint.**

Les Cris possèdent une gouvernance participative bien définie et organisée, qui leur permet de participer à l'élaboration des décisions liées à la gestion, à la conservation et à l'aménagement de leur territoire, grâce à leurs institutions locales et aux comités de travail conjoints. Des institutions et des

comités similaires doivent être intégrés dans les réserves de la SMC pour assurer la participation effective et collaborative des communautés locales dans la gestion de la réserve et de ses ressources naturelles. Ces institutions doivent être adaptées à la culture des communautés ainsi qu'au milieu social et politique de leur territoire, comme c'est le cas pour les Cris. Par exemple, il serait nécessaire pour chaque municipalité de créer son propre conseil municipal, composé par des membres élus issus de la population. Ces conseils pourraient également inclure la participation des *ejidatarios*, qui possèderaient un rôle semblable à celui des maîtres de trappe. Les conseils municipaux pourraient gérer de manière autonome les activités présentes sur les terres municipales.

Les représentants des conseils municipaux pourraient être actifs dans les comités de gestion, qui comprendraient des représentants issus des différentes parties prenantes actives dans la réserve. Dans le cas des Cris, les comités de travail conjoint permettent de négocier des bénéfices économiques et sociaux pour les communautés crie avec le gouvernement et les compagnies qui exploitent les ressources naturelles de leur territoire. Ils permettent également aux Cris de participer au développement et à l'aménagement de leur territoire, notamment par la planification des aires protégées. Pour les réserves de la SMC, il serait intéressant de former des comités de travail conjoint pour réguler les activités productives d'exploitation des ressources ainsi que pour intégrer la participation des communautés dans la gestion de la conservation des milieux naturels de la réserve. Cela pourrait permettre aux communautés locales et autochtones d'obtenir des opportunités économiques, en matière de formations, d'emplois, de contrats de travail, de développement d'expertise, etc. Cela pourrait également leur permettre de mieux protéger leur milieu social, en assurant que les bénéfices des activités productives soient destinés en premier lieu aux membres des réserves, pour notamment développer une meilleure sécurité alimentaire. En plus, cela permettrait de développer davantage leur autonomisation, pour les rendre moins dépendantes à l'aide extérieure.

- **Recommandation 5 : Améliorer l'organisation des PSE et des ICDP et le financement pour les orienter vers le développement de services qui servent à la collectivité, en intégrant la participation des communautés locales et autochtones.**

Les Cris ont pu développer leurs services sociaux en mettant en commun les indemnités reçues par le gouvernement. Les communautés des réserves de la SMC peuvent faire de même en modifiant la distribution des PSE, qui sont actuellement payées de manière individuelle aux familles des communautés touchées par les mesures de conservation, qui en ont fait la demande. Les PSE doivent être distribués aux collectivités et non aux individus, afin de développer les institutions et les régimes, qui vont permettre d'offrir des services sociaux adaptés au contexte des habitants des réserves. Ils vont pouvoir aussi servir au financement des ICDP. Ainsi, la distribution des montants et l'élaboration des services ou des ICDP seraient également décidées par les représentants des communautés par l'utilisation des institutions locales. Cela permettrait de les aider à améliorer leur qualité de vie à long terme plutôt qu'à court terme, en assurant l'engagement des communautés et en limitant leur dépendance financière. Les montants devraient également servir à développer des services environnementaux, tels qu'un service de gestion des matières résiduelles, le développement de projets qui utilisent l'énergie renouvelable, des régimes de protection pour les utilisateurs des systèmes

agroécologiques, etc. Ils devraient aussi servir à développer des services culturels, comme un régime de protection des activités traditionnelles, des services de promotion des langues autochtones, la pratique de célébrations culturelles collectives, entre autres.

- **Recommandation 6 : Favoriser le développement de projets diversifiés de production durable qui minimisent les activités causant un changement d'utilisation des sols.**

Le changement d'utilisation des sols est le facteur principal qui explique la déforestation de la SMC et qui met en péril la conservation de son territoire. En collaboration avec les communautés locales et autochtones, les gestionnaires des réserves doivent donc opter le plus rapidement possible pour orienter les activités d'exploitation des ressources naturelles vers des méthodes durables et écologiques, qui assurent une productivité alimentaire suffisante pour assurer la subsistance des communautés. Les systèmes agroécologiques développés par les communautés autochtones mayas doivent être majoritairement utilisés dans les réserves. Les gestionnaires des réserves doivent aussi opter pour des moyens de production plus variés, qui impliquent d'autres ressources que le café et les plantations de palmier, en incluant de nouveaux produits alimentaires dont la culture est adaptée aux milieux naturels présents. Des recherches additionnelles devront donc être menées pour diversifier les moyens de production. Elles devront inclure les savoirs traditionnels autochtones qui peuvent représenter des solutions intéressantes. Les gestionnaires des réserves doivent impliquer la participation des communautés locales ainsi que celle des compagnies privées qui travaillent sur leur territoire dans le développement des activités durables. Des mécanismes juridiques contraignants pourraient être utilisés pour assurer que ces orientations soient respectées par tous, pour que ces compagnies encouragent la production de produits durables et non le contraire. Ils doivent également favoriser la formation et l'embauche des communautés locales. Ces projets doivent impliquer également le développement de commerces de produits biologiques, où les prix ne représenteraient pas une limite pour la vente des produits.

Idéalement, les gestionnaires devront anticiper les risques liés aux changements climatiques ainsi qu'à l'augmentation de la population dans les réserves, pour élaborer des stratégies d'adaptation qui incluent ces facteurs. Les concessions minières devront également être surveillées, pour limiter le développement des projets miniers qui nuiraient à la conservation de la biodiversité.

- **Recommandation 7 : Développer des valeurs collectives environnementales.**

Les Cris sont très actifs dans la conservation de leur territoire, car ils comprennent l'importance de cet enjeu pour assurer la pérennité de leur mode de vie. La protection de la nature est aussi au centre de leurs valeurs culturelles. Afin d'assurer que les communautés des réserves de la SMC se rallient aux objectifs de conservation, il serait nécessaire de les sensibiliser davantage face aux risques que représentent les activités d'exploitation des ressources liées aux changements d'utilisation des sols. Ainsi, ils seraient davantage ouverts à entreprendre des projets et à mettre en place des stratégies qui impliquent une utilisation durable des ressources naturelles.

CONCLUSION

Le déclin de la biodiversité est devenu l'enjeu le plus alarmant de la crise environnementale actuelle. Pour tenter de freiner ce déclin, plusieurs stratégies ont été conseillées et mises en place par les gouvernements et les agences internationales, dont celle des aires protégées. Cependant, leur création entre régulièrement en conflit avec les communautés autochtones et locales qui résident à proximité ou à l'intérieur des aires ciblées et qui dépendent des ressources naturelles pour garantir leur survie ainsi que la pérennité de leur mode de vie. Pour illustrer cette problématique, le cas de la RBTRI et la RBSEP a été choisi. Ces deux aires protégées mexicaines ont pour but de conserver les écosystèmes forestiers de la SMC, en particulier ses forêts de nuage. Les mesures de conservation imposées par la CONANP et le gouvernement fédéral ont limité la pratique des activités d'exploitation et de production dans certaines zones des réserves. Cela a mis en péril la subsistance des communautés présentes, qui sont composées de divers peuples d'origine maya. Ces communautés sont également exclues de la planification et de la gestion des réserves, qui comportent une gouvernance gouvernementale où les prises de décision sont effectuées par la CONANP. Cela crée donc de nombreux conflits entre les gestionnaires et les communautés, qui nuisent aux objectifs de conservation. Pour démontrer les avantages que représente l'instauration d'une gouvernance participative et collective, le cas des Cris et de la conservation du territoire de l'Eeyou Istchee Baie-James, situé dans le Nord québécois, a été abordé. Les régimes établis par la CBJNQ et ses ententes subséquentes ont permis de fournir aux Cris des moyens juridiques, économiques et sociaux pour assurer leur participation dans la planification, le développement et la conservation de leur territoire. Ces ententes permettent aussi de protéger leurs activités culturelles traditionnelles et le maintien de leur mode de vie.

L'objectif de cet essai était d'améliorer les stratégies de conservation de la SMC en s'inspirant du cas de la gestion territoriale des Cris afin de proposer un modèle de gestion qui intègre une meilleure participation des communautés locales et autochtones, ainsi que les principes du développement durable. Il reposait sur cinq sous-objectifs : (1) identifier les problématiques et les conflits de conservation présents dans la RBTRI et la RBSEP ; (2) décrire les activités d'exploitation pratiquées qui menacent la conservation des réserves ; (3) explorer et analyser les stratégies de conservation mises en place ainsi que leur lien avec le rôle des communautés locales ; (4) décrire le modèle de gestion territoriale et de gouvernance des Cris pour en relever les avantages et (5) formuler des recommandations pour améliorer la gestion des réserves de la SMC à partir des informations relevées.

Ces objectifs ont été atteints grâce à la revue littéraire et à l'analyse comparative effectuée dans les chapitres précédents. Le premier chapitre a permis de contextualiser l'enjeu de la conservation de la biodiversité en lien avec la présence des communautés locales et autochtones, en établissant un historique de l'évolution du paradigme de la conservation et en démontrant les critères actuels conseillés par l'UICN concernant la création, la gouvernance et la gestion des aires protégées. Les agences internationales recommandent maintenant l'intégration du développement durable dans les mesures de conservation. Elles militent également pour inclure les savoirs traditionnels des communautés locales et autochtones, ainsi que pour mettre en place une gouvernance environnementale participative ou collective, qui implique la participation de ces communautés.

Le deuxième chapitre a rempli les trois premiers sous-objectifs, en présentant le cas de la RBTRI et de la RBSEP. Ces réserves de biosphère ont été créées pour concilier la conservation des milieux naturels avec le développement économique, culturel et social. Elles possèdent des zones nucléaires de conservation plus stricte où les activités anthropiques sont interdites, ainsi que des zones tampons qui autorisent certaines activités de production durable. Il a été constaté que la déforestation de la SMC est surtout attribuée aux activités qui impliquent un changement d'utilisation des sols. Les communautés locales et autochtones ont donc été limitées dans leur production agricole, qui inclue la culture commerciale du maïs et l'élevage, et dans leur exploitation forestière. La chasse et la cueillette ont également été interdites dans les zones nucléaires, pour protéger les espèces. Afin d'assurer la subsistance des communautés, des stratégies ont été mises en place dont les ICDP et les PSE. Les ICDP misent sur le développement des systèmes agroécologiques, comme la culture du café ainsi que celles du palmier *camedor*. Ils représentent des alternatives de production intéressantes, qui impliquent la participation des communautés. Cependant, ils nécessitent un engagement à long terme ainsi qu'un financement difficile à obtenir. Les populations bénéficient également de programmes de subventions, tels que celui des PSE, pour pallier les interdictions environnementales. Cependant, les PSE se révèlent insuffisants et mal distribués, ne permettant pas de répondre aux besoins économiques des communautés à long terme. Ces stratégies sont également difficiles à mettre en place étant donné la présence d'irrégularités dans le régime foncier, ainsi que l'absence de mécanismes et d'institutions de gouvernance locale. Conséquemment, les besoins sociaux et économiques des communautés ne sont pas comblés. Les communautés désobéissent donc aux mesures de conservation, en continuant la pratique des activités qui sont néfastes pour la conservation de la biodiversité.

Le troisième chapitre a répondu au quatrième sous-objectif, en présentant le cas de la gestion territoriale des Cris dans le Nord québécois. Les revendications territoriales des Cris engagées dans les années 1970, ont mené vers l'élaboration de la CBJNQ et ses ententes subséquentes, qui ont été négociées entre autres avec le gouvernement du Québec et les représentants des Cris. La CBJNQ vient établir un cadre juridique qui concerne l'administration des terres, la gestion des ressources naturelles, ainsi que la protection de l'environnement et du milieu social des Cris, en intégrant la protection de leurs activités traditionnelles. Grâce à ces ententes, les Cris ont pu développer leur gouvernance locale et leurs institutions, qui défendent leurs intérêts et leurs besoins dans la gestion de leur territoire. La Nation crie possède notamment ses conseils de bande et son propre gouvernement, qui administrent certains territoires réservés à l'usage exclusif de la nation. Ces ententes sont venues garantir la participation des Cris dans la gestion des activités d'exploitation. Ils peuvent donc autoriser ou interdire certaines activités, prononcer des conditions d'utilisation ou obtenir des bénéfices économiques dans l'exploitation hydroélectrique, forestière et minière. Les Cris travaillent également de concert avec le gouvernement du Québec pour développer leur réseau d'aires protégées, dont la gestion est de plus en plus déléguée aux institutions des Cris. Ils peuvent donc habiter leurs aires protégées en continuant leurs activités traditionnelles ainsi qu'en retirant des bénéfices économiques et sociaux liés au tourisme, aux pourvoiries, à l'administration des réserves et au développement d'une expertise écologique.

Le quatrième chapitre a permis d'effectuer une analyse comparative des deux études de cas, pour définir leur gouvernance ainsi que leurs forces et leurs faiblesses concernant l'intégration des principes

du développement durable dans la gestion du territoire. Les recommandations tirées de cette analyse sont contenues dans le cinquième chapitre. Il a été constaté que la gouvernance présente dans la RBTRI et la RBSEP est gouvernementale, avec une participation des communautés qui ne dépasse généralement pas les niveaux associés à l'information et à la consultation. Également, les principes du développement durable ne sont pas tous bien intégrés. L'aspect environnemental est bien développé, grâce aux nombreuses initiatives de conservation instaurées. Les aspects social et économique sont cependant plus négligés. Les services reliés à la santé, à l'éducation, à la sécurité alimentaire et à la protection de la culture sont absents ou déficients. Les mesures de conservation ont également contribué à l'appauvrissement des communautés en interdisant plusieurs activités nécessaires à leur subsistance. L'implantation des activités durables est difficile et les activités concluantes sont peu diversifiées. Les subventions accordées pour combler les interdictions d'utilisation des ressources sont également insuffisantes pour répondre aux besoins des familles. Comparativement, les Cris possèdent une gouvernance participative ou collaborative, avec des niveaux de participation élevés. Ils possèdent des stratégies diversifiées de protection environnementale, qui incluent la considération du milieu social et économique. Ils disposent de plusieurs institutions et services qui protègent leur culture, leur éducation, leur santé, leurs opportunités économiques, etc. Le gouvernement québécois délègue de plus en plus la gestion des aires protégées aux communautés crie, qui peuvent habiter ces aires en pratiquant certaines activités et bénéficier de leurs retombées économiques.

Les recommandations formulées pour améliorer la gestion de la RBTRI et la RBSEP, qui font l'objet du chapitre 5, proposent d'abord de revoir le processus de la délimitation des terres du régime foncier en impliquant la participation des communautés locales. Elles incluent également le développement d'une meilleure connaissance du milieu social et culturel, ce qui implique une cartographie des parties prenantes présentes. Elles proposent aussi d'assurer la participation des communautés locales et autochtones dans l'élaboration des programmes de gestion des réserves, ainsi que de créer et de mettre en place des institutions fortes de gouvernance locale et des comités de travail conjoint. Le financement et les subventions accordées doivent également servir à l'essor de la collectivité, des services sociaux et des institutions locales. En plus, les projets de production doivent être plus diversifiés, en évitant les activités qui causent un changement d'utilisation des sols. Finalement, le développement de valeurs collectives axées sur la protection de l'environnement doit être favorisé. Des recherches et des actions supplémentaires devront aussi être entreprises pour explorer les options possibles afin de garantir une meilleure sécurité alimentaire pour ces communautés, qui permettent également le respect des écosystèmes de la SMC.

RÉFÉRENCES

- Affaires autochtones et du Nord Canada. (2018). Le Canada et les Cris d'Eeyou Istchee signent l'Entente sur la gouvernance de la Nation crie. Repéré à <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/le-canada-et-les-cris-deeyou-istchee-signent-lentente-sur-la-gouvernance-de-la-nation-crie-635212893.html>
- Archives de Radio-Canada. (2008). La grande aventure de la baie James. Repéré à http://archives.radio-canada.ca/economie_affaires/energie/dossiers/48-888/
- Armenteras, D., Rodriguez, N. et Retana, J. (2009). Are conservation strategies effective in avoiding the deforestation of the Colombian Guyana Shield?. *Biological Conservation*, 142(7), 1411-1419.
- Arnstein, S. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Planning Association*, 35(4), 216-224.
- Awashish, P. (2018). Une brève introduction au système traditionnel de gouvernance Eeyou des territoires de chasse (gouvernance traditionnelle Eeyou Indoh-hoh Istchee). *Anthropologica*, 60, 5-8.
- Banque mondiale. (2018). Peuples autochtones. Repéré à <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/indigenouseoples>
- Barber, C. V., Miller, K. R., Boness, M. (2004). *Securing Protected Areas in the Face of Global Change : Issues and strategies*. Gland, Suisse : UICN et WCPA.
- Barrasa García, L., García-Amado, R. et Ruiz Pérez, M. (2012). Análisis de Proyectos Integrados de Conservación y Desarrollo en la Reserva de la Biosfera La sepultura, Chiapas, México. *Mesoamericana*, 16.
- Beauchemin, G. (1992). L'univers méconnu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. *Forces*, 97, 14-35.
- Beck, C. (2014). *Forestry and Protected Areas in Eeyou Istchee*. Repéré à http://cicada.world/files/C_Beck_Forestry_and_PA_presentation_for_INSTEAD_June_9_2014.pdf
- Bell, S. (2018, 11 septembre). Quebec Cree hold protest, ramping up pressure to protect untouched forest. *CBC News*. Repéré à <https://www.cbc.ca/news/canada/north/quebec-cree-broadback-forest-1.4819252>
- Bell, S. (2018, 14 décembre). Cree Nation identifies 30 per cent of its territory in conservation wish list. *CBC News*. Repéré à <https://www.cbc.ca/news/canada/north/conservation-cree-quebec-plan-nord-hunt-trap-1.4941383>
- Bellier, I. (2018). Les droits des peuples autochtones : entre reconnaissances internationale, visibilité nouvelle et violations ordinaires. *L'Homme et la Société*, 206, 137-174.
- Bergandi, D. et Galangau-Quérat, F. (2008). Le développement durable : les racines environnementalistes d'un paradigme. *Aster*, 46, 31-43.
- Bergandi, D. et Blandin, P. (2012). From the Protection of Nature to Sustainable Development : The Genesis of an Ethical and Political Oxymoron. *Revue d'histoire des sciences*, 65, 103-142.
- Berkes, F. (2009). Evolution of co-management : Role of knowledge generation, bridging organizations and social learning. *Journal of Environmental Management*, 90, 1692-1702.
- Beuret, J.-E. (2011). Quelles voies pour la participation du public à la conservation de la nature? Le cas des réserves de biosphère. *Développement durable et territoires*, 2(3), 1-19.

- Binot, F. (2017). *L'interrelation des peuples autochtones et de la conservation de la nature : quelle intégration dans le droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire : le cas des Cris d'Eeyou Itschee* (Mémoire de maîtrise). Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique.
- BirdLife International (2009). *Important Bird Areas Americas : Mexico*. Repéré à https://www.biodiversidad.gob.mx/especies/scripts_aves/docs/mexico.pdf
- Blancquaert, L. (2011). L'impact du jugement Malouf au Québec (1973-1974). Repéré à www.fondationbonenfant.qc.ca/stages/essais/2011/2011Blancquaert.pdf
- Blom, B., Sunderland, T. et Murdiyarso, D. (2010). Getting REDD to work locally : lessons learned from integrated conservation and development projects. *Environmental Science & Policy*, 13, 164-172.
- Boehnert, J. (2015). The Green Economy : Reconceptualizing the Natural Commons as Natural Capital. *Environmental Communication*, 10(4), 395-417.
- Bonin, N. (2018). *Évaluation du tourisme comme levier de développement durable pour la nation crie d'Eeyou Itschee*. (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec.
- Borrini-Feyerabend, G., Dudley, N., Jaeger, T., Lassen, B., Pathak Broome, N., Phillips, A. et Sandwith, T. (2013). *Gouvernance des aires protégées : de la compréhension à l'action. Collection des lignes directrices sur les meilleures pratiques pour les aires protégées N°20*. Gland, Suisse : UICN.
- Borrini-Feyerabend, G., Dudley, N., Jaeger, T., Lassen, B., Pathak Broome, N., Philipps, A. et Sandwith, T. (2014). *Gouvernance des aires protégées : de la compréhension à l'action*. Gland, Suisse : UICN.
- Borrini-Feyerabend, G., Kothari, A. et Oviedo, G. (2004). *Indigenous and local communities and protected areas : towards equity and enhanced conservation*. Gland, Suisse : UICN.
- Borrini-Feyerabend, G., Pimbert, M., Farvar, M. T., Kothari, A. et Renard, Y. (2004). *Sharing Power : Learning by doing in co-management of natural resources throughout the world*. Tehran, Liban : International Institute for Environmental and Development, World Conservation Union, IUCN World Commission on Environmental, Economic and Social Policy et CEEP Collaborative Management Working Group.
- Braasch, M., García-Barrios, L., Ramírez-Marcial, N., Huber-Sannwald, E. et Cortina-Villa, S. (2017). Can cattle grazing substitute fire for maintaining appreciated pine savannas at the frontier of a montane forest biosphere-reserve?. *Agriculture, Ecosystem and Environment*, 250, 59-71.
- Brechin, S. R., Wilshusen, P. R., Fortwangler, C. L. et West, P. C. (2002). Beyond the square wheel : toward a more comprehensive understanding of biodiversity conservation as social and political process. *Society & Natural Resources*, 15, 41-64.
- Brenner, L. (2010). Gobernanza ambiental, actores sociales y conflictos en áreas naturales protegidas, *Revista Mexicana de Sociología*, 72(2), 283-310.
- Brenner, L. et Job, H. (2011). Challenges to actor-oriented environmental governance : Examples from three Mexican biosphere reserves. *Journal of Economic and Social Geography*, 103(1), 1-19.
- Brondizio, E. S. et Le Tourneau, F.-M. (2016). Environmental governance for all. *Science*, 352 (6291), 1272-1273.
- Bruijnzeel, L. A. (2001) Hydrology of tropical montane cloud forests : A reassessment. *Land Use Water Resources Research*, 1, 1-18.

- Bruijnzeel, L. A. et Hamilton, L. S. (2000). *Decision time for cloud forests*. Repéré à https://www.activeremedy.org/wp-content/uploads/2014/10/unesco_2002_decision_time_for_cloud_forests.pdf
- Burguete, C. et Mayor, A. (2013). Etnoterritorios : la dimensión cultural de la apropiación del espacio en regiones indígenas. Dans A. Cruz Angón, E. D. Melgarejo, F. Camacho Rico et K. C. Nájera Cordero (dir.), *La biodiversidad en Chiapas : Estudio de Estado* (p.97-107). Mexico, État de Mexico, Mexique : Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO).
- Büscher, B., Sullivan, S., Neves, K., Igoe, J. et Brockington, D. (2012). Towards a synthesized critique of neoliberal biodiversity conservation. *Capitalism Nature Socialism*, 23(2), 4-30.
- Butchart, S. H. M., Walpole, M., Collen, B., Van Strien, A., Scharlemann, J. P. W., Almond, R. E. A., ... Watson, R. (2010). Global biodiversity : Indicators of recent declines. *Science*, 328(5982), 1164-1168.
- Cano Castellano, I. J. (2016). La gestion et conservation de ressources naturelles de propriété collective au Mexique : fragmentation bureaucratique et articulation étatique. *Cahiers des Amériques Latines*, 81, 93-111.
- Cartagena-Ticona, R. P., Parra-Vázquez, M. R., Burguete Cal, A., Mayor, A. et López-Meza, A. (2005). Participación social y toma de decisiones en los consejos municipales de desarrollo rural sustentable de Los Altos de Chiapas. *Gestión y Política Pública*, 14, 341-398.
- Catlin, G. (1841). *Letters and Notes on the Manner and Customs of the North American Indians*. New York, États-Unis : Wiley and Putnam.
- Ceballos Lascuráin, H. (2010). Tourism, Ecotourism and Protected Areas : The State of Nature-Based Tourism Around the World and Guidelines for Its Development. Gland, Suisse : Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).
- Ceballos, G. (2014). *Mammals of Mexico*. Baltimore, Md : Johns Hopkins University Press.
- Ceballos, G., Ehrlich, P. R., Barnosky, A. D., Garcia, A., Pringle, R. M. et Palmer, T. M. (2015). Accelerated modern human-induced species losses : entering the sixth mass extinction. *Environmental sciences*, 1(5), 1-5.
- Centre de surveillance de la conservation de la nature (UNEP-WCMC), Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et National Geographic Society (NGS). (2018). *Protected Planet Report 2018*. Repéré à https://liverreport.protectedplanet.net/pdf/Protected_Planet_Report_2018.pdf
- Centre pour la conservation et le développement autochtones alternatifs (CICADA). (2019). Eeyouch (Cris de la Baie-James). Repéré à <http://cicada.world/fr/partenaires/groupe-autochtones/eeyou-cris-de-la-baie-james/>
- Cercle autochtone d'experts. (2018). Nous nous levons ensemble : atteindre En route vers l'objectif 1 du Canada en créant des aires protégées et de conservation autochtone dans l'esprit de la pratique de la réconciliation. Repéré à https://static1.squarespace.com/static/57e007452e69cf9a7af0a033/t/5abaa653562fa7dfaee1caa9/1522181723865/PA234-Rapport-ICE_FR_mar_22_2018_web.pdf
- Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). (2016a). *Comment réaliser une analyse de développement durable : Guide d'utilisation de la Grille d'analyse de développement durable*. Repéré à http://ecoconseil.uqac.ca/wp-content/uploads/2017/04/Guide_utilisation_GADD_2016_SM.pdf

- Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). (2016b). Guides et outils d'analyse de développement durable. Repéré à <http://ecoconseil.uqac.ca/guides-et-outils-danalyse-de-developpement-durable/>
- Challenger A. et Caballero, J. (1998). *Utilización y conservación de los ecosistemas terrestres de México : pasado, presente y futuro*. Mexico, État de Mexico, Mexique : Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO) et Universidad Nacional Autónoma de México et Agrupación Sierra Madre.
- Chapin, M. (2004). A challenge to conservationists. *World Watch Institute*, 7(6), 17-31.
- Cleaver, F. (2012). Reinventing Institutions : Bricolage and the Social Embeddedness of Natural Resource Management. *The European Journal of Development Research*, 14(2), 11-30.
- Colchester, M. (2003). *Salvaging Nature : indigenous people, protected areas and biodiversity conservation* (2^e éd.). Montevideo, Uruguay : World Rainforest Movement et Forest Peoples Programme.
- Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas (CONANP). (2018). *100 años de conservación en México : Áreas Naturales Protegidas de México*. Mexico, État de Mexico, Mexique : Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT) et Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas (CONANP).
- Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas (CONANP). (2019). Áreas Naturales Protegidas decretadas. Repéré à http://sig.conanp.gob.mx/website/pagsig/datos_anp.htm
- Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). (s. d.a). Áreas protegidas en México. Repéré à <https://www.biodiversidad.gob.mx/region/areasprot/enmexico.html>
- Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO). (s. d.b). La milpa. Repéré à <https://www.biodiversidad.gob.mx/usos/alimentacion/milpa.html>
- Comisión para la Cooperación Ambiental. (2018). Promoción del café de sombra dentro de la zona de amortiguamiento de la reserva de la biosfera El Triunfo. Repéré à <http://www.cec.org/es/content/promoci%C3%B3n-del-caf%C3%A9-de-sombra-dentro-de-la-zona-de-amortiguamiento-de-la-reserva-de-la-biosfera-ei-triunfo>
- Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James (CCEBJ). (2014). Carte du territoire d'application du chapitre 22. Repéré à <https://www.ccebj-jbace.ca/fr/documents/file/301-carte-du-territoire-d-application-du-chapitre-22>
- Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James (CCEBJ). (2016). *Mise en œuvre des recommandations du CCEBJ concernant la participation publique durant le processus d'évaluation et d'examen du chapitre 22 de la CBJNQ*. Repéré à <https://www.ccebj-jbace.ca/fr/documents/file/660-mise-en-oeuvre-des-recommandations-du-ccebj-concernant-la-participation-publique-durant-le-processus-d-evaluation-et-d-examen-du-chapitre-22-de-la-cbjnq-fev-2016>
- Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James (CCEBJ). (2019a). L'activité minière. Repéré à <https://www.ccebj-jbace.ca/fr/l-activite-miniere>
- Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James (CCEBJ). (2019b). L'impact des projets hydroélectriques. Repéré à <https://www.ccebj-jbace.ca/fr/l-impact-des-projets-hydroelectriques>
- Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la Baie-James (CRRNTBJ). (2011). *Priorisation multicritère des espèces fauniques de la Baie-James aux fins d'acquisition de connaissances*. Repéré à https://nanopdf.com/download/priorisation-multicritere-des-especes-fauniques-de-la_pdf

- Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la Baie-James (CRRNTBJ). (2019) Portrait de la Baie-James. Repéré à <http://www.crrntbj.ca/la-region/portrait-de-la-baie-james>
- Conseil Cris-Québec sur la foresterie. (2018). Le régime forestier adapté. Repéré à <http://www.ccqf-cqfb.ca/fr/le-regime-forestier-adapte>
- Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL). (2010). Medición de la pobreza 2010, México. Repéré à <http://www.coneval.gob.mx/cmsconeval/rw/pages/medicion/index.es.do>
- Conservation International. (2018). Hotspots. Repéré à <https://www.conservation.org/How/Pages/Hotspots.aspx>
- Corporation Nibiischii. (2018). À propos de la corporation Nibiischii. Repéré à <http://www.nibiischii.com/>
- Cortina-Villar, S., Plascencia-Vargas, H. Vaca, R. Schroth, G., Zepeda, Y., Soto-Pinto, L. et Nahed-Toral, J. (2012). Resolving the conflict between ecosystem protection and land use in protected areas of the Sierra Madre de Chiapas, Mexico. *Environmental Management*, 49(3), 649-662.
- Crawhall, N. (2018). Les influences économiques et sociales s'exerçant sur les aires protégées. Dans Worboys, G. L., Lockwood, M. Kothari, A. Feary et I. Pulsford I (dir.). *Gouvernance et gestion des aires protégées*. Canberra : ANU Press.
- Cruz Angón, A., Melgarejo, E. D., Camacho Rico, F. et Nájera Cordero, K. C. (2013). *La biodiversidad en Chiapas : Estudio de Estado*. Mexico, État de Mexico, Mexique : Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO).
- Cruz-Morales, J. (2014). Desafíos para construir la democracia ambiental en la Cuenca Alta del Río El Tablón, Reserva de la Biosfera La Sepultura, Chiapas, México. Dans C. Legorreta Díaz, C. Márquez Rosano et T. Trench (dir.), *Paradojas de las tierras protegidas : Democracia y política ambiental en reservas de la biosfera en Chiapas*, México (p.21-60). Mexico, État de Mexico, Mexique : Universidad Autónoma Chapingo.
- Descola, P. (1999). Diversité biologique et diversité culturelle. *Aménagement et nature*, 135, 25-37.
- Desmet, E. (2011). *Indigenous Rights Entwined with Nature Conservation*. Cambridge, Royaume-Uni: Intersentia.
- Desroches, P. et Freedman, M. (2012). La participation des communautés locales dans les parcs nationaux au nord du 49e parallèle. *Revue de recherche en tourisme*, 31(1), 1-6.
- Développement Chibougamau. (2014). Le secteur de l'énergie. Repéré à <http://developpementchibougamau.org/fr/portrait-economique/secteurs-d-activites-economiques/le-secteur-de-l-energie/>
- De Vos, J. (1994). *Vivir en frontera : la experiencia de los pueblos indios de Chiapas*. Mexico, État de Mexico, Mexique : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social et Instituto Nacional Indigenista.
- Dove, M. R. (2006). Indigenous People and Environmental Politics. *Annual Review of Anthropology*, 35, 191-208.
- Dowie, M. (2011). *Conservation Refugees : The Hundred-Year Conflict between Global Conservation and Native Peoples*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- Dudley, N. (2008). *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*. Gland, Suisse : UICN.

- Dudley, N., Bhagwat, S., Higgins-Zogib, L., Lassen, B., Verschuuren, B. et Wild, R. (2010). Conservation of biodiversity in sacred natural sites in Asia and Africa : a review of the scientific literature. Dans B. Verschuuren, R. Wild, J. McNeely et G. Oviedo (dir.). *Sacred Natural Sites : Conserving Nature and Culture* (p.19-32). Londres, Royaume-Uni : Earthscan.
- Dudley, N., Groves, C., Redford, K. H. et Stolton, S. (2014). Where now for protected areas? Setting the stage for the 2014 World Parks Congress. *Fauna & Flora International*, 48(4), 496-503.
- Dudley, N. et Stolton, S. (2010). *Arguments for Protected Areas : Multiple Benefits for Conservation and Use*. Londres, Royaume-Uni : Routledge.
- Dufous, J. (1996). Le projet Grande-Baleine et l'avenir des peuples autochtones au Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 40(110), 233-252.
- Durand, L. et Vázquez, L. B. (2010). Biodiversity conservation discourses : a case study on scientists and government authorities in Sierra de Huautla Biosphere Reserve, Mexico. *Land Use Policy*, 28, 76-82.
- Durand, L., Figueroa, F. et Trench, T. (2014). Inclusion and exclusion in participation strategies in the Montes Azules Biosphere Reserve, Chiapas, Mexico. *Conservation & Society*, 12(2), 175-189.
- Eeyou Istchee Baie-James. (2016). Quoi faire. Repéré à <https://www.decrochezcommejamais.com/fr/quoi-faire/>
- Eeyou Istchee Conservation. (2013). *Plan de conservation du bassin versant de la Broadback*. Repéré à https://www.eeyouconservation.com/wp-content/uploads/2018/02/Broadback_Fr_sm.pdf
- Eeyou Istchee Conservation. (2019a). Broadback Watershed Conservation Plan. Repéré à <https://www.eeyouconservation.com/broadback-conservation-plan/>
- Eeyou Istchee Conservation. (2019b). Protected Areas Process. Repéré à <https://www.eeyouconservation.com/protected-areas-process/>
- Engel, S., Pagiola, S. et Wunder, S. (2008). Designing payments for environmental services in theory and practice : An overview of the issues. *Ecological Economics*, 65(4), 663-674.
- Environnement et Changement climatique Canada (ECCC). (2016). *Rapport sur la situation des aires protégées du Canada 2012-2015*. Repéré à http://publications.gc.ca/collections/collection_2016/eccc/En81-9-2016-fra.pdf
- Epstein, C. (2006). The Making of Global Environmental Harm Convention. *Global Society*, 20(3). 345-363.
- Espinoza Medinilla, E., Cruz, E., Lira, I et Sánchez, I. (2002). Mamíferos de la reserva de la biosfera La Sepultura, Chiapas, México. *Revista mexicana de mastozoología*, 6, 42-59.
- Fairhead, J., Leach, M. et Scoones, I. (2012). Green Grabbing : a new appropriation of nature?. *The Journal of Peasant Studies*, 39(2), 237-261.
- Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs. (2018). Chasse au caribou : la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs ne comprend toujours pas la fermeture de la chasse. Repéré à <http://fedecp.com/nouvelles/2018/chasse-au-caribou-la-federation-quebecoise-des-chasseurs-et-pecheurs-ne-comprend-toujours-pas-la-fermeture-de-la-chasse/>
- Feit, H. A. (1986). James Bay Cree Indian Management and Moral Considerations of Fur-bearers. Dans H. A. Feit (dir.), *Native People and Renewable Resource Management*. Edmonton, Alberta : Society of Professional Zoologist.

- Fondo de Conservación El Triunfo (FONCET) (s. d). El Triunfo. Repéré à [http://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/EGinG200rep.pdf](http://fondoeltriunfo.org/porque-es-importante/Fonds mondial pour la nature (WWF). (2000). <i>Indigenous and traditional peoples of the world and ecoregion conservation : An integrated approach to conserving the world's biological and cultural diversity</i>. Repéré à <a href=)
- Fondo de Conservación El Triunfo (FONCET). (2016). *Yo soy el Triunfo*. Repéré à <http://fondoeltriunfo.org/english/wp-content/uploads/2017/01/Reporte2016.pdf>
- Fonds mondial pour la nature (WWF). (2008). *Indigenous peoples and conservation : WWF statement of principles*. Repéré à https://www.conservationgateway.org/Documents/19_Indigenous_Peoples_and_conservation_WWF_Statement.pdf
- Fonds mondial pour la nature (WWF). (2018). *Rapport Planète Vivante 2018 : soyons ambitieux - synthèse*. Repéré à http://assets.wwf.ca/downloads/lpr_fr.pdf?_ga=2.125435914.1623612947.1544457952-1970327464.1544457952
- Fonds mondial pour la nature (WWF). (2019). History, Repéré à <https://www.worldwildlife.org/about/history>
- Fonseca, S. A. (2006). El café de sombra : un ejemplo de pago de servicios ambientales para proteger la biodiversidad. *Gaceta Ecológica*, 80, 19-31.
- Fortier, J.F. et Wyatt, S. (2014). Cooptation et résistance dans la planification forestière concertée au Québec : le cas des Atikamekw Nehirowisiwok et des « tables GIRT ». *Recherches amérindiennes au Québec*, 44(1), 35-47.
- Foster, P. (2001). The Potencial Negative Impacts of Global Climate change on Tropical Montane Cloud Forest. *Earth-Science Reviews*, 55, 73-106.
- Gagnon, A. G. et Rocher, G. (2002). *Regards sur la convention de la Baie-James et du Nord québécois*. Montréal, Québec : Québec Amérique.
- Galicía Luna, V. J. (2016). *Cartografías del deseo en Chiapas : Entre la conservación y el extractivismo* (Thèse de maîtrise). El Colegio de la Frontera Sur, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, Mexique.
- García-Amado, L. R., Ruiz Pérez, M. et Barrasa García, S. (2013). Motivation for conservation : Assessing integrated conservation and development projects and payments for environmental services in La Sepultura Biosphere Reserve, Chiapas, Mexico. *Ecological Economics*, 89, 92-100.
- Garnett, S. T., Burgess, N. D., Fa, J. E., Fernández-Llamazares, A., Molnár, Z., Robinson, C. J., Watson, J. E. M., Zander, K. K., Austin, B., Brondizio, E. S., Collier, N. F., Duncan, T. , Ellis, E., Geyle, H., Jackson, M. V., Jonas, H., Malmer, P., McGowan, B., Sivongxay, A. et Leiper, I. (2018). A spatial overview of the global importance of indigenous lands for conservation. *Nature sustainability*, 1, 369-374.
- Gavin, M. C., McCarter, J., Mead, A., Berkes, F., Stepp, J. R., Peterson, D. et Tang R. (2015). Defining biocultural approaches to conservation. *Trends in ecology and evolution*, 30(3).
- Ghimire K., et Pimbert, M. (1997). *Social change and conservation : environmental politics and impacts of national parks and protected areas*. Londres, Royaume-Uni : Earthscan.
- Gilligan, B. (2006). *The Indigenous Protected Areas Programme : 2006 Evaluation*. Repéré à <https://www.environment.gov.au/indigenous/publications/pubs/ipap-evaluation.pdf>

- Gion, E. et Chebanne, A. (2013). Une nature protégée sans les peuples autochtones? L'exemple des San dans la réserve du « Central Kalahari » (Bostwana). *Espace populations sociétés*, 1, 89-102.
- Gomez-Pompa, A. et Kaus, A. (1992). Taming the Wilderness Myth. *BioScience*, 42(4), 271-279.
- González-Espinosa, M., Ramírez-Marcial, N., Camacho-Cruz, A., Holz, S. C., Rey-Benayas, J. M. Et Parra-Vázquez, M. R. (2007). Restauración de bosques en territorios indígenas de Chiapas : modelos ecológicos y estrategias de acción. *Boletín de la Sociedad Botánica de México*, 80, 11-23.
- González-Espinosa, M., Ramírez-Marcial, N., Gómez-Pineda, E. Parra-Vázquez, M. R., Díaz-Hernández, B. M. et Musálem-Castillejos, K. (2014). Vulnerabilidad ambiental y social : perspectivas para la restauración de bosques en la Sierra Madre de Chiapas. *Investigación ambiental*, 6(21), 89-108.
- Gouvernement de la Nation crie. (2015). *Stratégie crie de conservation régionale*. Repéré à <https://www.eeyouconservation.com/wp-content/uploads/2018/02/cree-regional-conservation-strategy-f.pdf>
- Gouvernement du Mexique. (1990). Decreto por el que se declara el establecimiento de la reserva de la biosfera denominada El Triunfo, ubicada en los Municipios de Acacoyagua, Angel Albino Corzo, La Concordia, Mapastepec, Villa Corzo, Pijijiapan y Siltepec, Chis. Repéré à http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=4648239&fecha=13/03/1990
- Gouvernement du Mexique. (1995). Decreto por el que se declara área natural protegida con carácter de reserva de la biosfera, la región denominada La Sepultura, localizada en los municipios de Villacorzo, Villaflores, Jiquipilas, Cintalapa, Arriaga y Tonalá, Chis., con una superficie de 167,309-86-25 hectáreas. Repéré à http://www.dof.gob.mx/nota_to_doc.php?codnota=5518764
- Gouvernement du Québec. (1998). *Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions supplémentaires*. Repéré à http://www.aenq.org/fileadmin/user_upload/syndicats/z77/Stock/Francais/Documents/Conv_Baie_James/ConventionBaieJamesCompleet.pdf
- Gouvernement du Québec (2011a) *Amérindiens et Inuits : portrait des nations autochtones du Québec 2^e éditions*. Repéré à https://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications_documentation/publications/document-11-nations-2e-edition.pdf
- Gouvernement du Québec. (2011b). *Mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique du Québec (1992-2010)*. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/bilan-convention-biodiv-1992-2010.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2015). *Le Plan Nord : plan d'action 2015-2020*. Repéré à https://plannord.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2017/05/Synthese_PN_FR_IMP.pdf
- Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ). (2019a). Composition. Repéré à <https://www.greibj-eijbrg.com/fr/gouvernement-regional/composition>
- Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ). (2019b). Gouvernance. Repéré à <https://www.greibj-eijbrg.com/fr/gouvernement-regional/gouvernance>
- Graham, J., Amos, B. et Plumptre, T. (2003). *Governance principles for protected areas in the 21st century*. Ottawa, Canada : Parcs Canada et l'Agence canadienne de développement international.
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2013). *Mémoire du Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee) /Administration régional crie à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et des ressources*

naturelles de l'Assemblée nationale du Québec sur le Projet de loi 43, la Loi sur les mines.
Repéré à file:///C:/Users/mpper/Downloads/037m_grand_conseil_des_cris.pdf

- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019a). Aires protégées. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/environnement/aires-protegees/>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019b). Communauté et culture. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/communaute-et-culture/communautes/>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019c). Développement social et culturel. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/governance-structure/departments/social-and-cultural-development/>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019d). Ententes et conventions. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/gouvernance-et-structure/legislation/ententes-et-conventions/>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019e). Évaluation des impacts sur l'environnement et le milieu social (EIEMS). Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/environnement/evaluation-des-impacts-sur-l'environnement-et-le-milieu-social-eiems/>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019f). Exploitation minière. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/environnement/exploitation-miniere/>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019g). Foresterie. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/environnement/foresterie/>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019h). Gouvernance et structure. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/gouvernance-et-structure/#le-conseil>
- Grand Conseil des Cris (GCC). (2019i). Ligne du temps. Repéré à <https://www.cngov.ca/fr/communaute-et-culture/timeline/>
- Grand Conseil des Cris (GCC) et Gouvernement de la Nation crie. (2017). *Brief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) / Cree Nation Government to the Expert Panel on the National Energy Board Modernization*. Repéré à https://s3.ca-central-1.amazonaws.com/ehq-production-canada/documents/attachments/af186c23f5d3f8fd5f8c7cad3b04631daf7c4cb4/000/006/046/original/GCCEI_-CNG_on_the_Modernization_of_the_National_Energy_Board_-_March_31.pdf?1491339555
- Halffter, G. (2011). Reservas de la Biosfera : Problemas y Oportunidades en México. *Acta zoológica mexicana*, 27(1).
- Hébert, A. (2012). Les parcs nationaux du Nunavik et du territoire d'Eeyou Istchee–Baie-James : Un nouveau modèle de gouvernance des « parcs habités ». *Revue de recherche en tourisme*, 31(1), 9-18.
- Hébert, Y. (2006). *Une histoire de l'écologie du Québec : les regards sur la nature des origines à nos jours*. Québec, Canada : Éditions Gid.
- Higuera, D et, Martínez E. (2006). Sequestration and storage capacity of carbon in the canopy oak trees and their epiphytes in a Neotropic Cloud Forest, Colombia. *Lyonia*, 11(1), 17-23.
- Higuera, D., Martínez-López, B. et Sánchez-Jabba, A. (2012). Social preferences towards ecosystem services provided by cloud forests in the neotropics : implications for conservation strategies. *Regional Environmental Changes*, 13(4), 861-872.
- Hirt, I. et Collignon, B. (2017). Quand les peuples autochtones mobilisent l'espace pour réclamer justice. *Peuples autochtones et justices spatiales*, 11, Repéré à <http://www.jssj.org/article/quand-les-peuples-autochtones-mobilisent-lespace-pour-reclamer-justice/>

- Holmes, G. et Cavanagh, C. J. (2016). A review of the social impacts of neoliberal conservation: Formations, inequalities, contestations. *Geoforum*, 75, 199-209.
- Hydro-Québec. (2019). Centrales hydroélectriques. Repéré à <http://www.hydroquebec.com/production/centrale-hydroelectrique.html>
- Institut de la statistique du Québec (2017). Le Nord-du-Québec ainsi que ses municipalités régionales de comté (MRC). Repéré à http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/region_10/region_10_00.htm
- Institut du Nouveau Monde (INM). (2013). Les échelles de participation publique. Repéré à <http://archive.inm.qc.ca/blog/les-echelles-de-la-participation-publique/>
- Instituto Nacional de Ecología (INE). (1998). *Programa de manejo de la Reserva de la Biosfera El Triunfo*. Repéré à <http://www.paot.org.mx/centro/ine-semarnat/anp/AN14.PDF>
- Instituto Nacional de Ecología (INE). (1999). *Programa de Manejo de la Reserva de la Biosfera La Sepultura*. Repéré à https://www.conanp.gob.mx/que_hacemos/pdf/programas_manejo/sepultura.pdf
- Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI). (2011). Data on population censuses and population counts for Mexico. Repéré à <http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/ccpv/default.aspx>
- Kaimowitz, D., et Sheil, D. (2007). Conserving what and for whom? Why conservation should help meet basic human needs in the tropics. *Biotropica*, 39(5), 567–574.
- Kemf, E. (1993). *Indigenous Peoples and Protected Areas : The Law of Mother Earth*. Londres, Royaume-Uni : Earthscan.
- Kohler, F. et Brondizio, E. S. (2017). Considering the needs of indigenous and local populations in conservations programs. *Conservation Practice and Policy*, 31(2), 245-251.
- Kopnina, H., Washington, H., Gray, J. et Taylor, B. (2018). The future of conservation debate: defending ecocentrism and the Nature Needs Half movement. *Biological Conservation*, 217, 140-148.
- Körner C. et Ohsawa M. (2005). Mountain systems. Dans R. Hassan, R. Scholes et N. Ash (dir.), *Ecosystem and human well-being : current state and trends* (p. 681-716). Washington, D.C., États-Unis : Island Press.
- Kothari, A. (2008). Protected areas and people : the future of the past. *Parks*, 17, 23-34.
- Koyo, Y-C. (s. d.). *Investir en tourisme en Eeyou Istchee Baie-James*. Repéré à http://tourismebaiejames.com/wp-content/uploads/2017/05/Guide_Investir-en-tourisme_Baie-James.pdf
- Krech, S. (1999). *The Ecological Indian : Myth and History*. New York, États-Unis : W.W. Norton.
- Lathoud, F. (2005). Les enjeux de la participation des Cris de la Baie-James à l'exploitation des ressources forestières. *Revue internationale d'études québécoises*, 8(1), 155-173.
- Lemos, M. C. et Agrawal, A. (2006). Environmental governance. *Annual Review of Environment and Resources*, 31(1), 297-325.
- León Corona, B. (2011). ¿Redención o conducción? Los efectos del programa Oportunidades en los pobres. *Política y Cultura*, 35, 131-160.

- Létourneau, M. (2011). Le Nord-du-Québec : une géopolitique nordique d'exception. Dans J.-G. Petit, Y. B. Viger, P. Aatami et A. Iserhoff (dir.), *Les Inuits et les Cris du Nord-du-Québec : Territoire, gouvernance, société et culture* (p. 31-38). Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ley General del Equilibrio Ecologico y Proteccion al Ambiente*. DOF, 2012, p. 1-114
- Lindenmayer, D. et Burgman, M. (2005). *Practical conservation biology*. Collingwood, Australie : CSIRO Publishing.
- Lockwood, M., Worboys, G. L. et Kothari, A. (2006). *Managing Protected Areas : A Global Guide*. Londres, Royaume-Uni : Earthscan.
- Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec*, RLRQ, c. D-13-1.
- Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, RLRQ, c. C-61.01.
- Loi sur la qualité de l'environnement*, RLRQ, c. Q-2.
- Loi sur les mines*, RLRQ, c. M-13.1.
- Loi sur les villages cris et le village naskapi*, RLRQ, 1979, c. V-5.1.
- López Báez, W., Camas Gómez, R., Reynoso Santos, R., Cadena Íñiguez, P. et Castro Mendoza, I. (2014) Conectividad hídrica entre cuencas, municipios y reserva de la biósfera El Triunfo, Chiapas, México. *Revista Mexicana de Ciencias Agrícolas*, 8, 1417-1423.
- López Báez, W., Castro Mendoza, I. et Camas Gómez, R. (2014). Servicio ambiental de la reserva de la biósfera El Triunfo, Chiapas, México. *Ingeniería Hidráulica y Ambiental*, 35(3).
- López Ruiz, S. A. (2012). Culturas vivas de Chiapas. Repéré à <http://todochiapas.mx/chiapas/culturas-vivas-de-chiapas/13843>
- Lotze, H. K., Lenihan, H. S., Bourque, B. J., Bradbury, R. H., Cooke, R. G., Kay, M. C., ... Jackson, J. B. C. (2006). Depletion, degradation, and recovery potential of estuaries and coastal seas. *Science*, 312(5781), 1806-1809.
- Maclure, J. (2005). Définir les droits constitutionnels des peuples autochtones : la « nouvelle » approche du Québec. *Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 7(1), 1-15.
- Martin, T. (2002). Co-management of a national park : the Wapusk National Park's experience. *Canadian Studies*, 61(2), 139-148.
- Martin, A. et Sherington, J. (1997). Participatory research methods : implementation, effectiveness and institutional context. *Agricultural Systems*, 55, 195-216.
- Martínez-Camilo, R., González-Espinosa, M., Pérez-Farrera, M. A., Quintana-Ascencio, P. F. et Ruíz-Montoya, L. (2011). Evaluación del efecto del aprovechamiento foliar en *Chamaedorea quezalteca* Standl. & Steyerl. (*Palmae*), en la reserva de la biósfera El Triunfo, Chiapas, México. *Agrociencia*, 45, 507-518.
- Martínez-Camilo, R., Pérez-Farrera, M. A. et Martínez-Meléndez, N. (2012). Listado de plantas endémicas y en riesgo de la reserva de la biosfera El Triunfo, Chiapas, México. *Botanical Sciences*, 90(3), 263-285.
- Maximiliano-Martínez, J. (2015). Las áreas naturales protegidas como herramienta para el cuidado y gestión de los recursos naturales : caso de la reserva de la biosfera de La Sepultura en el estado de Chiapas. *Revista Mexicana de Ciencias Agrícolas*, 2, 261-272.

- McAfee, K. (2015). Green economy and carbon markets for conservation and development: a critical review. *International Environmental Agreements : Politics, Law and Economics*, 16(3), 333-353.
- McAfee, K. et Shapiro, E. N. (2010). Payments for Ecosystem Services in Mexico : Nature, Neoliberalism, Social Movements, and the State. *Annals of the Association of American Geographers*, 100(3).
- Meyer, J. W., Frank, D. J., Hironaka, A., Schofer, E. et Tuma, N. B. (1997). The Structuring of a World Environmental Regime, 1870-1990. *International Organization*, 51(4), 623-651.
- Moguel, P. et Toledo, V.M. (2004). Conservar Produciendo : Biodiversidad, Café Orgánico y Jardines Productivos, *Biodiversitas*, 55, 2-7.
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. (2018). *Les aires protégées au Québec*. Repéré à http://www.environnement.gouv.qc.ca/BIODIVERSITE/aires_protegees/aires-carte.pdf
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019a). Aires protégées au Québec : contexte, constats et enjeux pour l'avenir. Repéré à http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/contexte/partie3.htm#14
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019b). La conservation de la diversité biologique au Québec. Repéré à http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter_suite.htm
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019c). Les aires protégées au Québec. Repéré à http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/aires_quebec.htm#def
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019d). Normales climatiques. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/climat/normales/climat-qc.htm>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019e). Registre des aires protégées. Repéré à http://www.environnement.gouv.qc.ca/BIODIVERSITE/aires_protegees/registre/index.htm
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019f). Registre des aires protégées par désignation. Repéré à http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/reg-design/index.htm
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019g). Répertoire des aires protégées et des aires de conservation gérées au Québec. Repéré à http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/repertoire/partie1.htm
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016). Zones de végétation et domaines bioclimatiques du Québec. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/forets/inventaire/inventaire-zones-carte.jsp>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2017). *Chiffres-clés du Québec forestier*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/chiffres-cles.pdf>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2018). Liste des espèces désignées comme menacées ou vulnérables au Québec. Repéré à <http://www3.mffp.gouv.qc.ca/faune/especes/menacees/liste.asp>

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). (2003). *Évaluation environnementale des projets en milieu nordique*. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/evaluations/mil-nordique/eval-nordique.pdf>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019). Création d'un parc national. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-parcs/reseau-parcs-nationaux/creation-dun-parc-national/>
- Morin, F. (2006). Les Nations unies à l'épreuve des peuples autochtones. Dans C. Gros et M-C. Strigler (dir.). *Être indien dans les Amériques* (p. 43-54). Paris, France : Éditions de l'Institut des Amériques.
- Morin, F. (2013). Les droits de la terre-mère et le bien vivre, ou les apports des peuples autochtones face à la détérioration de la planète. *Revue du MAUSS*, 42, 321-338.
- Morin, J.-F. et Orsini, A. (2015). *Politique internationale de l'environnement*. Paris, France : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- Myers, N., Mittermeyer, R. A., Mittermeyer, C. G., da Fonseca, G. A. B. et Kent, J. (2000). Biodiversity hotspots for conservation priorities. *Nature*, 403, 853-858.
- Nadal, A. (2000). The Environmental & Social Impacts of Economic Liberalization on Corn Production in Mexico. Oxford, Royaume-Uni : Oxfam et le Fonds mondial pour la nature (WWF).
- Naranjo, E. J. (2009). Ecology and Conservation of Baird's tapir in Mexico. *Tropical Conservation Science*, 2(2), 140-158.
- Nash, R. F. et Miller, C. (2014). *Wilderness and the American Mind* (5e Éd.). New Haven, États-Unis : Yale University Press.
- Nastran, M. (2013). Stakeholder analysis in a protected natural park: case study from Slovenia. *Journal of Environmental Planning and Management*, 57(9), 1359-1380.
- Navarrete, D., Méndez, D., Flamenco, A. et Patrocino, A. (2010). Situación actual, fragmentación, áreas prioritarias de conservación y principales amenazas del bosque mesófilo de Chiapas. Dans M. A. Pérez Farrera, C. Tejeda Cruz, E. Silva Rivera (dir.), *Los bosques mesófilos de montaña en Chiapas* (p. 295-366). Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, Mexique : Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas.
- Nelson, A. et Chomitz, K. M. (2011). Effectiveness of strict vs multiple use protected areas in reducing tropical forest fires : a global analysis using matching methods. *Plos One*, 6(8).
- Nepal, S. K. (2003). Involving Indigenous Peoples in Protected Area Management : Comparative Perspectives from Nepal, Thailand, and China. *Environmental Management*, 30, 748-763.
- Nepal, S. K. et Weber, K. E. (1993). *Struggle for Existence : Park-People Conflict in the Royal Chitwan National Park*. Bangkok, Thaïlande : Division of Human Settlements Development et Asian Institute of Technology.
- Nazarea, V. D. (2006). Local Knowledge and Memory in Biodiversity Conservation. *Annual Review of Anthropology*, 35, 317-355.
- Organisation des Nations Unies (ONU). (1992). *Convention sur la diversité biologique*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2007). *Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones*. Repéré à https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2013). *Objectifs du Millénaire pour le développement durable : Rapport de 2013*. Repéré à http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/mdg_report2013_goal7.pdf

- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (s. d.). Biosphere Reserve Information Mexico : El Triunfo. Repéré à <http://www.unesco.org/mabdb/br/brdir/directory/biores.asp?mode=all&code=MEX+08>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2017a). Programme sur l'Homme et la biosphère. Repéré à <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/about-mab/>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2017b). Les réserves de biosphère : Sites d'apprentissage pour un développement durable. Repéré à <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (2017c). Qu'est-ce qu'une réserve de biosphère. Repéré à <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/mab40/press/biosphere-reserves/>
- Panasuk, A. (journaliste). (2006). L'aventure de la baie James [Reportage]. *Tout le monde en parlait*. Montréal, Québec : Société Radio-Canada.
- Perales, H. R. et Aguirre, J. R. (2008). Biodiversidad humanizada. Dans S. J. Sarukhán, J. Soberón, G. Halffter et J. Llorente-Bousquets (dir.), *Capita natural de México, vol. I : Conocimiento actual de la biodiversidad* (p. 565-603). Mexico, État de Mexico, Mexique: Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO).
- Pérez-Farrera, M. A. (2004). Flora y vegetación de la reserva de la biósfera El Triunfo: diversidad, riqueza y endemismo. Dans M. A. Pérez-Farrera, N. Martínez-Meléndez, A. Hernández-Yáñez et A. V. Arreola-Muñoz (dir.), *La Reserva de la Biósfera El Triunfo, Tras una Década de Conservación* (p. 77-100). Tuxtla Gutiérrez, Mexique : Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas.
- Pérez Farrera, M. A., Tejeda Cruz, C. et Silva Rivera, E. (2010). *Los bosques mesófilos de montaña en Chiapas : situación actual, diversidad y conservación*. Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, Mexique : Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas.
- Peritz, I. (2018, 12 juillet). Broadback Forest, home to last old-growth trees, threatened with logging, Waswanipi nation says. *Globe and Mail Canada*. Repéré à <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-broadback-forest-home-to-last-old-growth-trees-threatened-with/>
- Peterson, N. D. (2011). Excluding to include : (Non) participation in Mexican natural resource management. *Agriculture and Human Values*, 28, 99-107.
- Philipps, A. (2003). Turning ideas on their head : The new paradigm for protected areas. Dans H. Jaireth et D. Smyth (dir.), *Innovative Governance : Indigenous Peoples, Local Communities and Protected Area*. New Delhi, Inde : Ane Books.
- Philips, J., Ladd, A. et Meyers, K. (2010). *Romanticism and Transcendentalism : 1800-1860* (2^e éd.). New York, États-Unis : Infobase Publishing.
- Preston, R. J. (2018). Cri. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/cris>
- Pretty, J. N. (1995). Participatory learning for sustainable agriculture. *World Development*, 23(8), 1247-1263
- Prévil, C. (2009). Participation du public dans la gouvernance de l'environnement et du territoire : pour améliorer l'instrumentation. *Vertigo*, 9(1), 1-17.

- Primack, R. B. (2014). *Essentials of Conservation Biology* (6^e éd.). Sunderland, Massachusetts, États-Unis : Sinauer Associates Inc.
- Programmes des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). (2011). *Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté – Synthèse à l'intention des décideurs*. Repéré à <http://archive.ipu.org/splz-f/rio+20/rpt-unep.pdf>
- Programmes des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). (2019). À propos APAC. Repéré à <http://www.iccaregistry.org/fr/about/iccas>
- Pronatura Sur A.C. (s. d.). Sierra Madre de Chiapas. Repéré à <http://www.pronatura-sur.org/web/p.php?id=2&ids=25>
- Québec original. (s. d.). Pêche de classe internationale en Eeyou Istchee Baie-James. Repéré à <https://www.quebecnature.ca/regions-a-decouvrir/baie-james-et-eeyou-istchee/attraits/peche-de-classe-internationale-en-eeyou-istchee-baie-james>
- Radio-Canada. (2018, 11 octobre). Edézhzhie : la première aire protégée autochtone du Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1129282/edehzhie-aire-protgee-autochtone-dehcho>
- Rastogi, A., Badola, R., Ainul Hussain, S. et Hickey, G. M. (2010). Assessing the utility of stakeholder analysis to Protected Areas management: The case of Corbett National Park, India. *Biological Conservation*, 142, 2956-2964.
- Reed, M. S., Graves, A., Dandy, N., Posthumus, H., Hubacek, K., Morris, J., Prell, C., Quinn, C. H. et Stringer, L. C. (2009). Who's In and Why? A Typology of Stakeholder Analysis Methods for Natural Resource Management. *Journal of Environmental Management*, 90, 1933-1949.
- Redford, K. R. et Painter, M. (2006) *Natural Alliances Between Conservationists and Indigenous Peoples*. New York, États-Unis : Wildlife Conservation Society.
- Réseau environnemental autochtone (2019). Kari-Oca 2 Déclaration « peuples indigènes conférence mondiale sur Rio + 20 et la Terre mère ». Repéré à <http://www.ieneearth.org/kari-oca-2-declaration/>
- Réseau wallon de Développement Rural. (s. d.). *Fiche 32 : l'échelle de la participation*. Repéré à http://www.reseau-pwdr.be/sites/default/files/fiche_32%20Echelle%20Participation.pdf
- Ressources naturelles Canada. (2019). Forêt boréale. Repéré à <https://www.rncan.gc.ca/forets/boreale/13072>
- Richardson, B. A., Richardson, M. J., Scatena, F. N. et McDowell, W. H. (2000). The Effects of the Nutrient Availability and other Elevational Changes on Bromeliad Populations and their Phytolerm Invertebrate Communities in a Humid Tropical in Puerto Rico. *Journal of Tropical Ecology*, 16, 167-188.
- Rico, L., Ruiz, M., Reyes, F., Barrasa, S. et Contreras, E. (2011). Efficiency of payments for environmental systems : equity and additionality in a case study from a biosphere reserve in Chiapas, Mexico. *Ecological Economics*, 70, 2361-2368.
- Rodon, T. et Therrien, A. (2017). Quels modèles de développement pour le Québec nordique?. *Société sociographique*, 58(2), 447-440.
- Ross, H., Grant, C., Robinson, C. J., Izurieta, A., Smyth, D. et Rist, P. (2009). Co-management and Indigenous protected areas in Australia : achievements and ways forward. *Australasian Journal of Environmental Management*, 16(4), 242-252.

- Ross, A., Sherman, K. P., Snodgrass, J. G., Delcore, H. D. et Sherman, R. (2016). *Indigenous Peoples and the Collaborative Stewardship of Nature : Knowledge Binds and Institutional Conflicts*. New York, États-Unis : Routledge.
- Roussel, B. (2005). Savoirs locaux et conservation de la biodiversité : renforce la représentation des communautés. *Mouvements*, 4(41), 82-88.
- Rzedowski, J. (1996). Analisis preliminar de la flora vascular de los bosques mesofilos de montaña de Mexico. *Acta Botánica Mexicana*, 35, 25-44.
- Rzedowski J. (2006). *Vegetación de México* (Édition digitale). Mexico, État de Mexico, Mexique : Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO).
- Saganash, R. (2011). La reconnaissance des droits des Cris de la Baie-James : de la CBNJQ à la Déclaration de l'ONU. Dans J.-G. Petit, Y. B. Viger, P. Aatami et A. Iserhoff (dir.), *Les Inuits et les Cris du Nord-du-Québec : Territoire, gouvernance, société et culture* (p. 67-85). Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Sala, O. E., Chapin, F. S., Armesto, J. J., Berlow, E. L., Bloomfield, J., Dirzo, R., ... Wall, D. H. (2000). Global biodiversity scenarios for the year 2100. *Science*, 287(5459), 1770-1774.
- Salazar Cruz, C. E. (2011). La privatisation des terres collectives agraires dans l'agglomération de Mexico. *Revue Tiers Monde*, 2(206), 95-114.
- Sanfiorenzo-Barnhard, C., García-Barrios, L., Meléndez-Ackerman, E. et Trujillo-Vásquez, R. (2009). Woody Cover and Local Farmers' Perceptions of Active Pasturelands in La Sepultura Biosphere Reserve Buffer Zone, Mexico. *Mountain Research and Development*, 29, 320-327.
- Sarukhán, J., Koleff, P., Carabias, J., Soberón, J., Dirzo, R., Llorente-Bousquets, J., ... García Méndez, G. (2017). *Capital natural de México. Síntesis : evaluación del conocimiento y tendencias de cambio, perspectivas de sustentabilidad, capacidades humanas e institucionales*. Mexico, État de Mexico, Mexique : Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad (CONABIO).
- Savard, S. (2009). Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l'État de 1944 à aujourd'hui. *Recherches amérindiennes du Québec*, 39(1-2), 47-60.
- Schroth, G., Laderach, P., Dempewolf, J., Philpott, S., Haggard, J., Eakin, H., Castillejos, T., Garcia Moreno, J., Soto Pinto, L., Hernandez, R., Eitzinger, A. et Ramirez-Villegas, J. (2009). Towards a climate change adaptation strategy for coffee communities and ecosystems in the Sierra Madre de Chiapas, Mexico. *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*, 14(7), 605-625.
- Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT). (2018). Consulta Temática : Áreas Naturales Protegidas. Repéré à http://dgeiawf.semarnat.gob.mx:8080/ibi_apps/WFServlet?IBIF_ex=D3_R_BIODIV04_06&IBI_C_user=dgeia_mce&IBI_C_pass=dgeia_mce
- Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT) et Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas (CONANP). (2016). Áreas naturales protegidas. Repéré à <https://www.conanp.gob.mx/regionales/>
- Secrétariat aux affaires autochtones. (s. d.a). *Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les cris du Québec*. (2002). Repéré à https://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/cris/entente_cris_20020207.pdf

- Secrétariat aux affaires autochtones. (s. d.b). *Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec*. Repéré à http://www.saa.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/cris/entente-20120724.pdf
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2017a). Cris. Repéré à http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/profils_nations/cris.htm
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2017b) Profil des nations. Repéré à http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/profils_nations/profil.htm
- Secrétariat aux affaires autochtones du Québec. (2018). Création du gouvernement régional d'Eeyou Istchee-Baie-James. Repéré à https://www.autochtones.gouv.qc.ca/centre_de_presse/communiques/2012/2012-07-24.htm
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB). (s. d.a). COP 10 Décision x/2. Repéré à <https://www.cbd.int/decision/cop/?id=12268>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB). (s. d.b). L'Objectif biodiversité 2010. Repéré à <https://www.cbd.int/2010-target/>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB). (s. d.c). Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Repéré à <https://www.cbd.int/sp/targets/default.shtml>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB). (s. d.d). Plan stratégique 2002-2010. Repéré à <https://www.cbd.int/sp/2010/default.shtml>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB). (2000). *Sustaining life on Earth: How the Convention on Biological Diversity promoted nature and human well-being*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/publications/cbd-sustain-en.pdf>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB). (2010a). *Global biodiversity Outlook 3*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/publications/gbo/gbo3-final-en.pdf>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB). (2010b). *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/strategic-plan/2011-2020/Aichi-Targets-FR.pdf>
- Shapiro-Garza, E. (2013). Contesting the market-based nature of Mexico's national payments for ecosystem services programs : Four sites of articulation and hybridization. *Geoforum*, 46, 5-15.
- Simard, J-J. (1994). Les dépenses de l'État chez les Cris et les Inuits du Québec depuis la convention de 1975. *Recherches sociographiques*, 35(3). 505-550.
- Simard, M. (2017). Le Nord québécois : un plan, trois régions, neuf défis. *Recherches sociographiques*, 58(2), 263-295.
- Smyth, D. (2015). Indigenous protected areas and iccas : commonalities, contrasts and confusions. *Parks*, 21(2), 73-84.
- Société de développement de la Baie-James. (2009). Mission, vision et valeurs. Repéré à <https://www.sdbj.gouv.qc.ca/fr/societe/mission-et-vision/>
- Société d'énergie de la Baie-James. (s. d.). Notre expertise. Repéré à <http://www.hydroquebec.com/sebj/fr/expertise.html>
- Société du Plan Nord. (2016). *Plan stratégique 2016-2020*. Repéré à https://plannord.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2017/05/Plan_strategique_SPN_2016-2020.pdf

- Stojanovic, T., Ballinger, R.C. et Lalwani, C.C. (2004). Successful integrated coastal management : measuring it with research and contributing to wise practice. *Ocean Coast Manage*, 47, 273-298.
- Tanner, A. (1979). *Bringing Home Animals : Religious Ideology and Mode of Production of the Mistassini Cree Hunters*. New York, États-Unis : St. Martin's Press, 1979.
- The Nature Conservancy (TNC). (2019). Our history. Repéré à <https://www.nature.org/en-us/about-us/who-we-are/our-history/>
- Tremblay, M. (2002, 8 juin). Baie James : les Cris ont en main leur développement économique. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/2600/baie-james-les-cris-ont-en-main-leur-developpement-economique-et-social>
- Trujillo Díaz, A. G., Morales, J. C., Barrios, L. E. G. et Fernández, L. P. (2018). Campesinos sin resolución agraria : la difícil construcción de la gobernanza ambiental en un área natural protegida de Chiapas, México. *Revista pueblos y fronteras digital*, 13.
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (s. d.). *Les Aires de Patrimoine Autochtone et Communautaires (APAC) : Recommandations pour une reconnaissance et un soutien approprié*. Repéré à <http://terres-de-cultures.e-monsite.com/medias/files/draft-icca-guidelines-french.pdf>
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). (1980). *Stratégie mondiale de la conservation*. Repéré à <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/WCS-004-Fr.pdf>
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). (2005). *Proceedings of the Vth IUCN World Parks Congress*. Gland, Suisse : UICN.
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). (2018). *Guidelines for Recognising and Reporting Other Effective Area-Based Conservation Measures*. Gland, Suisse : UICN.
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). (2019). À propos. Repéré à <https://www.iucn.org/fr/a-propos>
- Valdivieso-Pérez, A. (2008). *Cambio del uso del suelo en la zona de amortiguamiento de la REBISE (1975–2005) : crisis del Maíz, ganaderización y recuperación arbórea marginal* (Thèse de maîtrise). Universidad Autónoma de Puebla, Puebla, État de Puebla, Mexique.
- Valencia, V., West, P., Sterling, E. J., García-Barrios, L. et Naeem, S. (2015). The use of farmers' knowledge in coffee agroforestry management : implications for the conservation of tree biodiversity. *Ecosphere*, 6(7).
- Valencia, V., García-Barrios, L., Sterling, E. J., West, P., Meza-Jiménez, A. et Naeem, S. (2018). Smallholder response to environmental change : Impacts of coffee leaf rust in a forest frontier in Mexico. *Land Use Policy*, 79, 463-474.
- Valiente-Banuet, A., Aizen, M. A., D., Gómez, J. M., Jordano, P., Medel, R., Navarro, L., Obeso, J. R., Oviedo, R., Ramírez, N., Rey, P. J., Traveset, A., et Zamora, R. (2014). Beyond species loss : the extinction of ecological interactions in a changing world. *Functional Ecology*, 29(3), 299-307.
- Vargas de la Mora, A. L. (2018). Ganadería en zonas de amortiguamiento en Chiapas, México : análisis de los capitales de la comunidad. *Agricultura, sociedad y desarrollo*, 15(4), 565-583.
- Ventura, A. (2015). L'écotourisme : une brève introduction. *Elohi-Peuples indigènes et environnement*, 7, 3-15.

- Vidal-Rodríguez, R. M., Alba López, M. P. et Contreras Muro, C. (2014). *Hacia una Estrategia Regional para la conservación de la biodiversidad en la Sierra Madre de Chiapas*. Repéré à http://www.pronatura-sur.org/web/docs/Elementos_Base_de_la_Estrategia_Regional_Sierra_Madre_V2.pdf
- Villafuerte, S. D. (2010). Condiciones de vulnerabilidad productiva, económica y social. Dans D. Villafuerte et E. Mansallia (dir.), *Vulnerabilidad y riesgos en la sierra de Chiapas : dimensiones económica y social* (p.79-142). Tuxtla Gutiérrez, Mexique : Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas.
- Wallerstein, N. (1999). Power between the evaluator and the community : research relationships within New Mexico's healthier communities. *Social Science and Medicine*, 49, 39-53.
- Wattez, P. (2015). Le renouveau du leadership autochtone. *Relations*, (778), 35-37.
- West, P., Igoe, J. et Brockington, D. (2006). Parks and Peoples : The Social Impact of Protected Areas. *Annual Review of Anthropology*, 35, 251-277.
- Whitmore, T. C. (1998) *An introduction to tropical rain forests* (2^e éd.). Royaume-Uni, Oxford : Oxford University Press.
- Wilderness Act*, Pub. L. 88–577. 1994, S-2.
- Worboys, G. L., Lockwood, M. et Kothari, A. (2015). *Protected Area Governance and Management*. Canberra, Australie : ANU Press.
- World Commission on Environment and Development. (1987). *Our Common Future*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Wunder, S. (2007). The efficiency of payment for environmental services in tropical conservation. *Conservation Biology*, 21(1), 8-58.
- Wyatt, S., Fortier, J.-F. et Hébert, M. (2010). Collaboration entre autochtones et autres acteurs forestiers du Québec : portrait d'une diversité de pratiques et de modèles. *The Forestry Chronicles*, 86(2), 243-255.
- Zorilla-Pujana, J. et Rossi, S. (2016). Environmental education indicators system for protected areas management. *Ecological Indicators*, 67, 146-155.

BIBLIOGRAPHIE

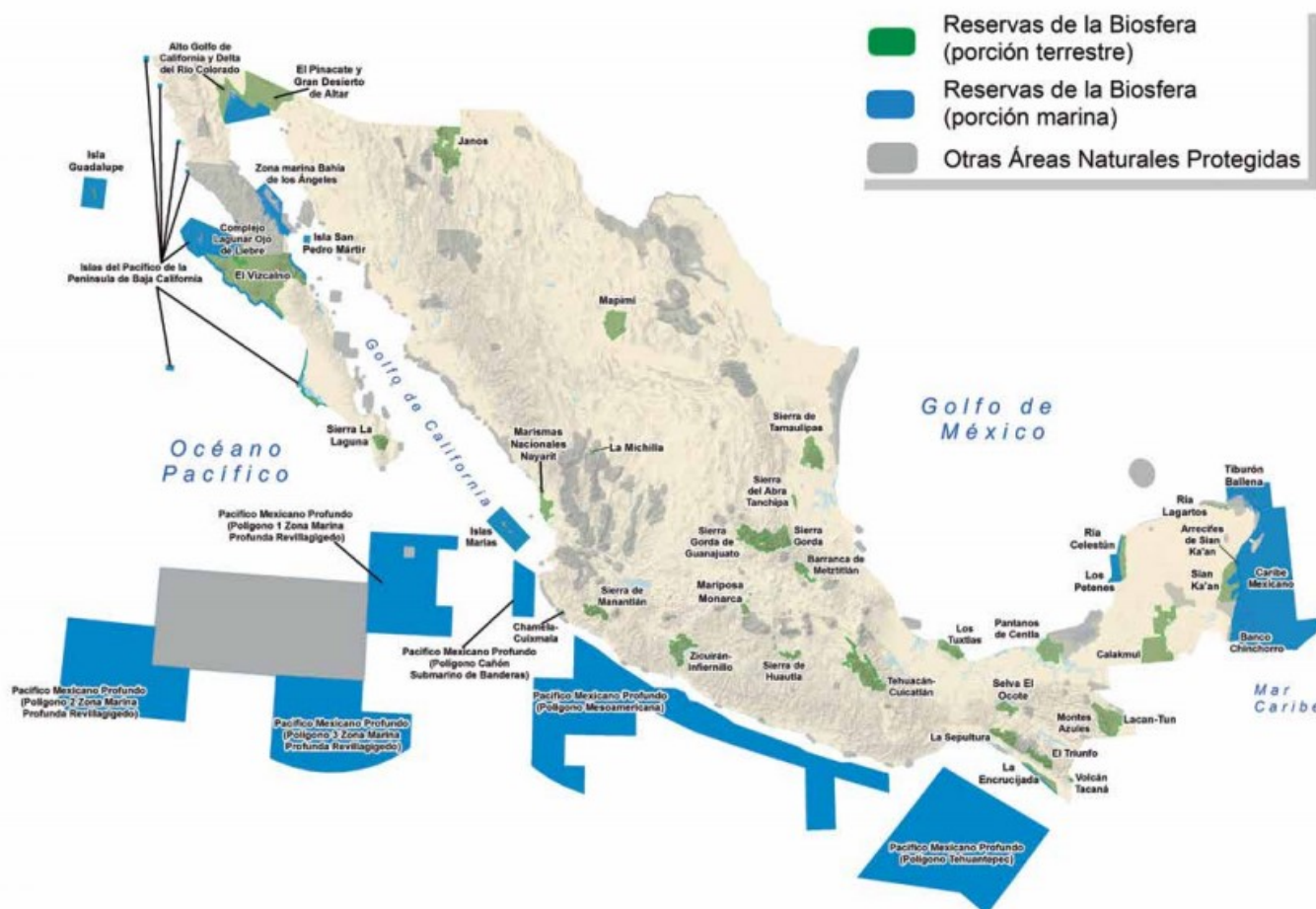
- Côté, V. (2009). *La prise en compte des populations locales dans la mise en place d'aires protégées : études de cas au Guatemala et au Maroc* (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec.
- Fréchette, C. (2019). *Exploitation des ressources naturelles du Nord québécois : quelle place pour le droit au consentement libre, préalable et éclairé?* (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec.
- Olivier, F. (2013). *Collaboration entre gouvernement, industrie et premières nations en foresterie : le cas des cris de la Baie James* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec.
- Renaudie, T. (2013). *Les évaluations environnementales stratégiques dans le développement nordique du Québec : une perspective crie* (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec.

ANNEXE 1 – PRÉSENTATION DES CATÉGORIES D'AIRES PROTÉGÉES FÉDÉRALES DU MEXIQUE (inspiré de : CONANP, 2019 ; LGEEPA)

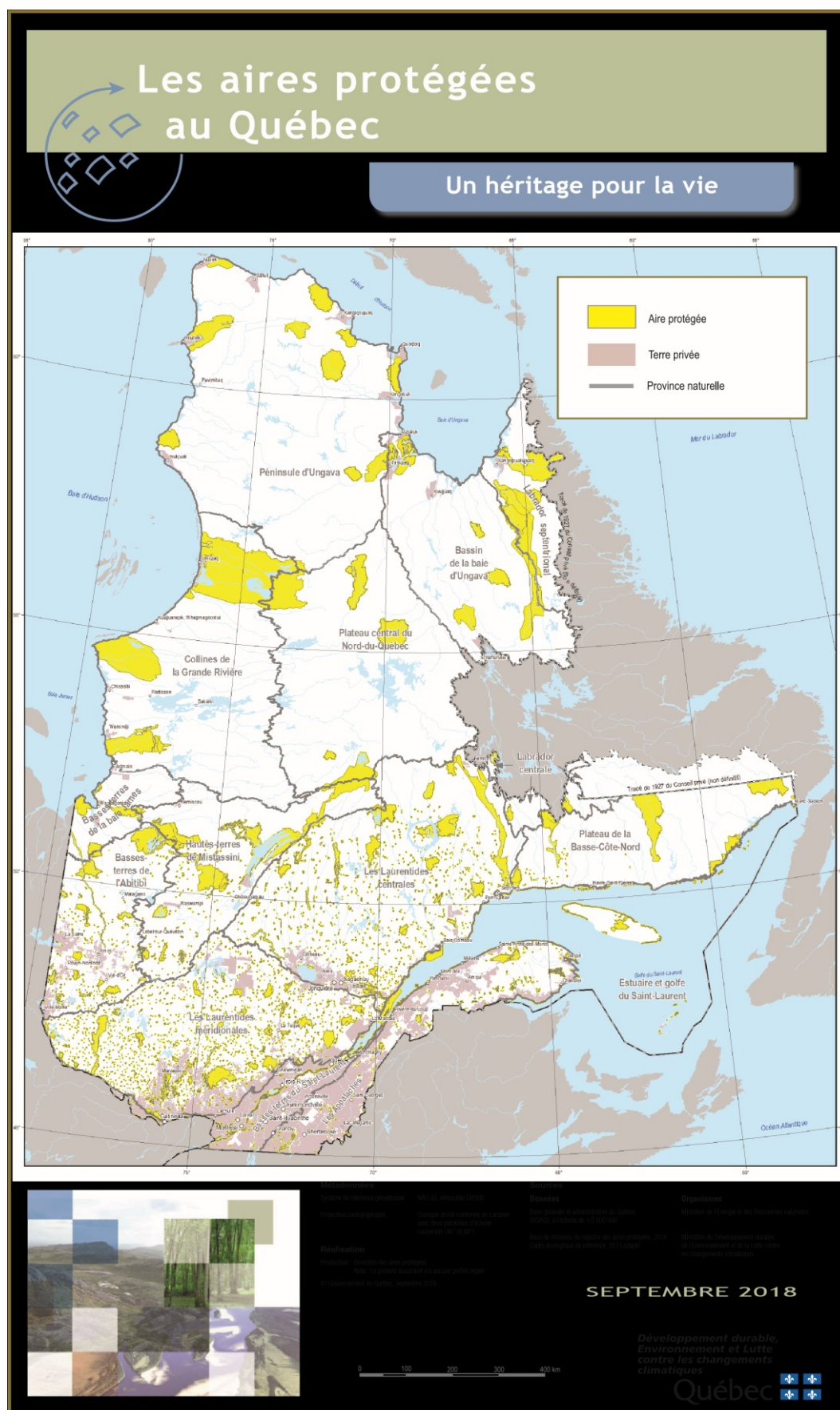
Catégorie	Nombre	Description
<i>Reserva de la biosfera</i> (Réserve de biosphère)	44	Aire qui représente un ou plusieurs écosystèmes non altérés de manière significative par l'action humaine ou qui doit être préservée et restaurée, dans laquelle vivent des espèces représentatives de la biodiversité nationale, y compris celles qui sont endémiques, menacées ou en danger d'extinction (LGEEPA, art. 48).
<i>Parque nacional</i> (Parc national)	67	Aire qui représente un ou plusieurs écosystèmes caractérisés par leur beauté, par leur valeur scientifique, éducative, récréative ou historique, par la présence de flore et de faune ainsi que par leur opportunité de développement touristique, ou pour d'autres raisons analogues d'intérêt général (LGEEPA, art. 50).
<i>Monumento natural</i> (Monument naturel)	5	Aire contenant un ou plusieurs éléments naturels consistant en des lieux ou objets naturels, qui comportent un caractère unique ou exceptionnel, d'intérêt esthétique, historique ou scientifique. Ces monuments naturels ne possèdent pas une variété d'écosystèmes ni une vaste superficie, qui sont des éléments nécessaires pour les inclure dans les autres catégories. (LGEEPA, art. 52)
<i>Área de protección de recursos naturales</i> (Aire de protection de ressources naturelles)	8	Aire destinée à la préservation et la protection des sols, des bassins versants, des eaux et aux ressources générales contenues dans des terres forestières, à condition que l'aire ne soit pas déjà incluse dans les autres catégories précédentes (LGEEPA, art. 53).
<i>Área de protección de la flora y la fauna</i> (Aire de protection de la faune et de la flore)	40	Aire de protection de la flore et de la faune, établie dans des lieux dont l'équilibre et la préservation dépendent de l'existence, de la transformation et du développement d'espèces de la flore et de la faune sauvage. (LGEEPA, art. 54)
<i>Santuario</i> (Sanctuaire)	18	Aire qui est établie dans des zones caractérisées par une richesse considérable de flore et de faune, où la distribution des espèces, sous-espèces ou habitats particuliers est considérée comme étant restreinte. Les sanctuaires peuvent inclure des ravins, des plaines, des grottes, des cavernes ou d'autres unités topographiques ou géographiques qui nécessitent d'être conservées et protégées (LGEEPA, art. 55).

ANNEXE 2 – CARTE DES RÉSERVES DE BIOSPHÈRE DU MEXIQUE (Tiré de : CONANP, 2018)

Reservas de la Biosfera



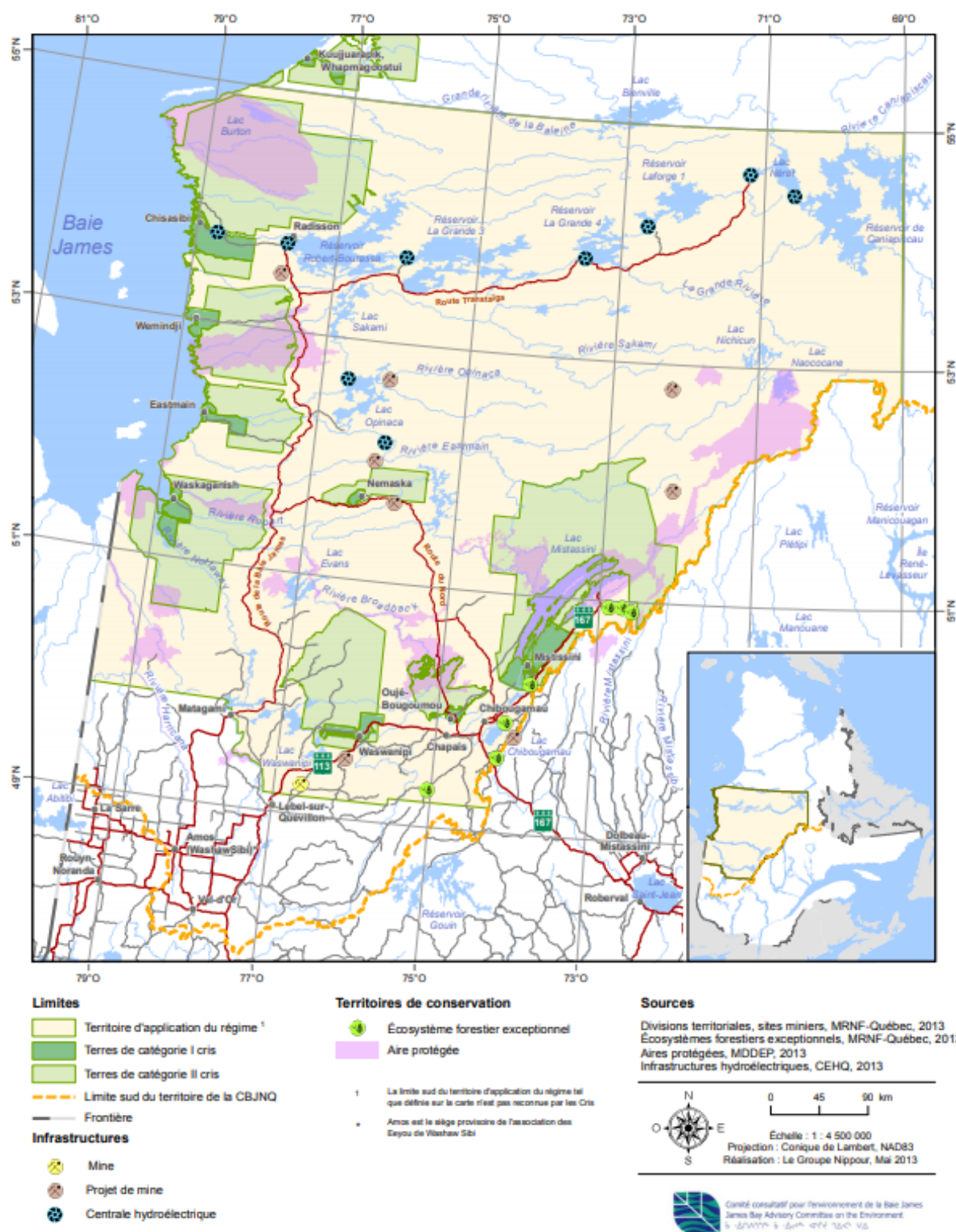
ANNEXE 3 – CARTE DES AIRES PROTÉGÉES AU QUÉBEC (tiré de : MELCC, 2018)



ANNEXE 4 – DÉSIGNATION DES AIRES PROTÉGÉES DU QUÉBEC (inspiré de : MELCC, 2019e ; MELCC, 2019f)

Désignation	Principale institution responsable	Catégorie UICN	Superficie (km2)	Nombre
Écosystème forestier exceptionnel - Forêt ancienne	Provincial (MFFP)	III et VI	290,14	144
Écosystème forestier exceptionnel - Forêt rare	Provincial (MFFP)	III	43,77	63
Écosystème forestier exceptionnel - Forêt refuge	Provincial (MFFP)	III et VI	19,16	18
Habitat d'une espèce floristique menacée ou vulnérable	Provincial (MELCC)	Ia	36,19	31
Habitat faunique - Aire de concentration d'oiseaux aquatiques	Provincial (MFFP)	IV	3 413,04	694
Habitat faunique - Aire de confinement du cerf de Virginie	Provincial (MFFP)	IV	1 221,27	52
Habitat faunique - Colonie d'oiseaux en falaise	Provincial (MFFP)	Ia et VI	0,89	6
Habitat faunique - Colonie d'oiseaux sur une île ou une presqu'île	Provincial (MFFP)	VI	0,33	106
Habitat faunique - Habitat du rat musqué	Provincial (MFFP)	II et VI	25,37	30
Habitat faunique - Habitat d'une espèce faunique menacée ou vulnérable	Provincial (MFFP)	VI	67,74	129
Habitat faunique - Héronnière	Provincial (MFFP)	VI	14,61	75
Habitat faunique - Vasière	Provincial (MFFP)	IV	0,07	5
Milieu naturel de conservation volontaire	Privé, municipal, ONG, communauté	NA	101,40	165
Parc de la Commission de la capitale nationale	Fédéral (Commission de la capitale nationale)	II	361,31	1
Parc marin	Fédéral (Agence Parc Canada)/Provincial (MFFP)	II	1 244,66	1
Parc national du Québec	Provincial (MFFP)	II	42 734,48	27
Parc national et réserve de parc national du Canada	Fédéral (Agence Parc Canada)	II	896,74	3
Refuge biologique	Provincial (MFFP)	IV	5 149,07	2 765
Refuge d'oiseaux migrateurs	Fédéral (Service canadien de la faune et Environnement et Changement climatique Canada [ECCC])	Ia, III et IV	499,63	27
Refuge faunique	Fédéral/Provincial (MFFP)/municipal	IV	15,79	8
Réserve aquatique	Provincial (MELCC)	II	1,56	1
Réserve aquatique projetée	Provincial (MELCC)	II	12 746,93	12
Réserve de biodiversité	Provincial (MELCC)	II et III	2 286,16	5
Réserve de biodiversité projetée	Provincial (MELCC)	II	63 785,01	84
Réserve de parc national du Québec	Provincial (MFFP)	II	12 743,18	6
Réserve de territoire pour fins d'aire protégée	Provincial (MELCC)	II	17 212,89	4
Réserve écologique	Provincial (MELCC)	Ia	964,21	72
Réserve écologique projetée	Provincial (MELCC)	Ia	616,34	3
Réserve nationale de faune	Fédéral (Service canadien de la faune et ECCC)	Ia, III et IV	46,40	8
Réserve naturelle reconnue	Provincial (MELCC)/privé/ONG/municipal/communauté	Ia, II, III, IV ou sans catégorie	222,32	230
TOTAL			166 760,66	4 775

ANNEXE 5 – CARTE PRÉSENTANT LE TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÉGIME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MILIEU SOCIAL DU CHAPITRE 22 DE LA CBJNQ AINSI QUE LE RÉGIME DES TERRES (tiré de : CCEBJ, 2014)



**ANNEXE 6 – QUESTIONS SERVANT À L'ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
DES DEUX CAS ÉTUDIÉS, TIRÉES DE LA GRILLE D'ANALYSE DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA CHAIRE ÉCO-CONSEIL DE L'UQAC**
(inspiré de : Chaire en éco-conseil de l'UQAC, 2016a)

Dimension écologique	Dimension sociale	Dimension culturelle	Dimension économique
Est-ce que la politique, stratégie, programme ou projet ...			
1) favorise l'utilisation des ressources renouvelables et assure les conditions de leur remplacement?	1) favorise une amélioration de l'état de santé général des populations?	1) protège, met en valeur et favorise la transmission du patrimoine matériel et immatériel?	1) donne aux individus et aux collectivités la possibilité d'obtenir l'usage de biens et de capitaux?
2) favorise une utilisation judicieuse et rationnelle des ressources non renouvelables en tenant compte de leur caractère irremplaçable?	2) limite les facteurs susceptibles de représenter des dangers pour la personne (criminalité, accidents, conditions de travail, milieu de vie, mobilité, alimentation, etc.)?	2) encourage l'élargissement à la participation à la vie culturelle?	2) favorise la production et l'accès à des biens et services de la plus grande qualité possible?
3) favorise une utilisation judicieuse et rationnelle de l'énergie, en minimisant les impacts de sa production, de sa distribution et de sa consommation?	3) facilite l'accès à différents types de formation et permet aux individus d'atteindre le niveau de formation et de compétence qu'ils désirent?	3) favorise le dialogue entre et à l'intérieur des cultures ainsi que la diversité des formes d'expressions culturelles?	3) favorise des changements dans les modes de production et de consommation en vue de les rendre plus viables et plus responsables sur les plans social et environnemental?
4) limite les quantités de pollutions ou de déchets rejetés dans les écosystèmes?	4) favorise l'intégration des individus à la société par une forme d'occupation valorisante?	4) développement un environnement structuré qui soutient les activités culturelles?	4) recherche la rentabilité dans une perspective de viabilité financière?
5) considère les impacts pour la biodiversité?	5) favorise un équilibre entre la liberté individuelle et la responsabilité de l'individu à l'égard de la collectivité?		5) permet une juste redistribution de l'augmentation des richesses et des avantages pour le plus grand nombre?
6) favorise une utilisation optimale du territoire en fonction de la disponibilité des surfaces et des usages qui en sont faits?	6) valorise l'accomplissement personnel et collectif?		6) offre des conditions de travail acceptables et adéquates?
7) limite les rejets de polluants affectant globalement la biosphère?			